

Rosa Luxembourg

Écrits politiques
1917-1918
Oeuvres 2

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Table des matières

Introduction

1. [Sur la révolution russe](#)
2. [La révolution en Russie](#)
3. [Problèmes russes](#)
4. [La vieille taupe](#)
5. [Deux messages de Pâques](#)
6. [La responsabilité historique](#)
7. [La tragédie russe](#)
8. [La révolution russe](#)
9. [Fragment sur la guerre, la question nationale et la révolution](#)
10. [Notre programme et la situation politique. Discours au Congrès de fondation du P. C. A. \(Ligue Spartacus\). 31 décembre 1918](#)
11. [L'ordre règne à Berlin](#)

. ↵

Une édition électronique produite à partir de l'ouvrage publié par François Maspero, dans la Petite collection Maspero :

Rosa Luxemburg, Oeuvres 2 (Écrits politiques 1917-1918). Paris : Maspero, 1971, 139 pages. Collection 'Petite collection Maspero'.

Introduction

←

I

Le choix de textes de Rosa Luxembourg présenté ici s'oriente autour d'un seul et même thème : la révolution. Le recueil se divise en trois facettes d'inégale surface ; l'événement que Rosa Luxembourg cherche à exposer et à analyser - la révolution russe - puis une réflexion sur cet événement susceptible d'enrichir, de modifier sa théorie de la révolution et enfin - la trame de toutes ces préoccupations analytiques - l'élaboration d'une stratégie de la révolution allemande, à travers elle, de la révolution mondiale. Ces textes, documents historiques, comportent avant tout un intérêt théorique.

Il s'agit bien sûr dans le schéma tracé plus haut de moments qui ne sont jamais vraiment distincts, qui s'interpénètrent. Un fait pourtant mérite d'être retenu : les premiers articles que Rosa Luxembourg écrivit sur la révolution russe s'échelonnent de mars à mai 1917. Puis elle présente, dans les Lettres de Spartakus un article sur l'armistice germano-russe, intitulé « la responsabilité historique » et paru en janvier 1918. Le titre indique très clairement l'interlocuteur et le sujet : la responsabilité du prolétariat allemand. Elle cesse de fixer son attention sur la révolution russe en tant que telle. Elle ne reprendra son analyse, nettement critique cette fois, qu'en septembre-octobre 1918 avec « La tragédie russe » qui a été publiée et le fameux manuscrit inachevé sur la révolution russe qui ne l'a pas été à ce moment-là. Pourquoi cette attente ? L'événement fondamental avait-il été pour elle la révolution de février dont l'insurrection d'octobre n'était que le prolongement ? Elle semble surtout avoir concentré tout son intérêt sur l'inertie de l'Allemagne et plus généralement sur la situation internationale. C'est du moins ce qui ressort de sa bibliographie¹. On pourrait invoquer également le changement intervenu dans ses conditions d'incarcération qui agit très défavorablement sur sa santé physique et psychologique. En effet, en juillet 1916, Rosa Luxembourg avait été incarcérée à titre « préventif », c'est-à-dire sans perspective précise de libération. Elle eut dès Wronke, son premier séjour, des difficultés à communiquer avec le monde extérieur. Celles-ci se manifestaient dans les deux sens : l'information lui était accordée avec parcimonie, ses lectures étant soumises à la censure, mais elle avait également du mal à faire passer ses propres écrits au dehors, sa correspondance étant aussi sous contrôle. Cette situation allait

¹ Jadwiga Kaczanowska, « Bibliografia pierwodrukow Rozy Luksemburg », Z Pola Walki, 1962, No 3, pp. 161-226.

s'aggraver avec son transfert à Breslau (Wroclaw) en juillet 1917, où les conditions matérielles étaient encore bien moins supportables. Les nouvelles et, provenance de Russie se raréfiaient, car la crainte de la contagion révolutionnaire se manifestait dans la circulation de l'information,

S'ils sont emprunts de découragement, les deux derniers écrits cités de Rosa Luxembourg sur la révolution russe n'en dénotent pas moins une impatience à agir qu'elle proclame dans ses lettres à ses amis. Rosa a écrit un autre article contre le traité annexe à la paix de Brest-Litovsk mais la rédaction des Lettres de Spartacus (Paul Levi, Meyer, Leviné) - qui avait émis des réserves quant au fond de « La tragédie russe » - refusa de le publier. Les raisons de son acceptation dans le premier cas étaient qu'il s'agissait d'un travail de réflexion sur la révolution russe destiné à servir la révolution allemande.

Cette réflexion se concrétise, prend forme dans le « Discours sur le programme » où elle n'analyse plus ce qui se passe à l' « Est » mais ce qui a redonné un sens à son action : la révolution allemande. Le recueil s'achève sur le dernier article qu'écrivit Rosa et qui dresse le bilan de l'action accomplie,

Le but de la présente édition n'est donc pas la publication des œuvres répertoriées de Rosa Luxembourg entre 1917 et 1919. Il s'agit plus d'un dyptique, révolution russe, révolution allemande. Une grande partie des textes réunis ici ont déjà paru en français. Mais ils sont disséminés dans diverses brochures et parfois incomplets ou fragmentaires. Il faut aussi tenir compte des vicissitudes de la terminologie, le sens des mots se précisant avec l'évolution de l'historiographie du mouvement ouvrier. C'est pourquoi, dans le présent volume, les traductions ont été refaites à partir de l'original, à l'exception de la dernière due à Gilbert Badia.

Il est un point sur lequel il faudrait insister et qui illustre les difficultés particulières à l'un des textes majeurs, désormais bien connu du lecteur français : c'est l'histoire du manuscrit de La révolution russe¹ et du fragment qui figure en appendice. Paul Levi, dirigeant du Parti Communiste Allemand après l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, publia en 1922 un inédit de cette dernière qu'il intitula La révolution russe. En 1927-28, l'Institut de recherche sociale de l'Université de Francfort-sur-le-Main fit effectuer une enquête à Berlin, auprès des anciens militants, pour retrouver des documents qui auraient été cachés pendant la période de répression qui suivit la révolution spartakiste. L'un des résultats de cette enquête lui fut la découverte de 104 pages manuscrites de Rosa Luxembourg : La révolution russe, dans une version bien plus complète et bien plus exacte que celle qu'avait publiée Paul Levi, et le « Fragment sur la guerre, la question nationale et la révolution ». On se demanda alors quelle était la place de ce fragment. Était-ce un chapitre d'un livre sur la social-démocratie des pays belligérants que Rosa avait l'intention d'écrire en prison ou bien un article pour les Lettres de Spartacus? Le ton du passage infirme cette seconde hypothèse. Était-ce un complément pour une réédition de la Juniusbroschüre qu'elle avait écrite au cours de sa première incarcération pendant la guerre, en 1915, comme le suppose Ernst Meyer, ou bien un complément de La révolution russe au chapitre de la question nationale ? C'est cette dernière hypothèse qui a été retenue comme la plus vraisemblable.

Pourquoi Lévi n'a-t-il publié qu'une partie du manuscrit ? La personne qui s'était chargée de la copie disposait d'un exemplaire que Levi reprit sans le vérifier. En fait, Rosa

¹ On lira avec un grand intérêt la préface de Robert Paris à la précédente édition de La révolution russe, Paris, Maspero, 1964.

Luxemburg avait confié le manuscrit à son amie et secrétaire Mathilde Jacob qui, elle-même, Pavait remis à des amis chez qui il demeura introuvable ¹.

Selon Georg Lukacs, Levi aurait fait paraître ce texte, manifestement impropre à l'édition, pour s'en servir comme d'un instrument dans la lutte contre le P.C.A. et la IIIe Internationale. Évincé de la direction du P. C. A. après l'échec de l'action de mars 1921, il voulait se couvrir de l'autorité théorique de Rosa Luxembourg pour « ébranler les bases du bolchevisme » ². Cette publication déclencha une vaste polémique. Clara Zetkin et Warski prétendirent qu'à sa sortie de prison et plongée dans la révolution allemande, Rosa aurait modifié sa position par rapport à la révolution russe. C'est la version qui domina dès lors dans la IIIe Internationale. Le débat n'est pas encore tranché : Nettel, le biographe le plus autorisé de Rosa, affirme qu'elle n'a changé d'opinion que sur des questions de détail ³.

En fait, pour Lénine comme pour Rosa, tout écrit est un ensemble composite dont la théorie n'est pas absente s'il s'agit d'un pamphlet, qui comporte une dimension polémique s'il s'agit d'un ouvrage théorique. Rosa avait l'habitude de soigner ses travaux, et plus particulièrement son style. En ce cas, elle n'a pu le faire, la révolution allemande lui a imposé d'autres obligations. Elle n'a donc pas choisi de publier le manuscrit qui conserve des indications, des têtes de paragraphes non développés, etc., ce qui complique singulièrement la traduction ; le mot-à-mot n'est pas satisfaisant, mais l'interprétation n'est pas de mise. La publication lui fut en quelque sorte imposée à titre posthume et perd ainsi tout caractère volontaire, toute valeur polémique, puisque ce n'est pas celle que Rosa Luxembourg voulait lui conférer. Les expériences qu'elle fit dans la révolution allemande étaient-elles de nature à modifier ses intentions polémiques donc la date, l'éventualité de la parution de la brochure et son contenu même ? C'est ce qu'on a tenté de trancher sans jamais y parvenir. Peut-être parce qu'il s'agit d'un faux problème.

II

Ce qui ne fait aucun doute, en revanche, c'est l'intérêt passionné que Rosa Luxembourg a porté à la révolution russe. Malgré son refus de se faire libérer pour aller sur place, il s'agissait pour elle d'un phénomène qu'elle considérait de l'intérieur, comme le prolongement logique d'une autre action révolutionnaire à laquelle elle avait été mêlée au cours de toute sa vie de militante. Participant activement à la révolution de 1905 dont elle tira la première les conséquences stratégiques et tactiques pour le mouvement ouvrier allemand, elle fit organiquement partie du mouvement ouvrier russe, car, dès 1906, le Parti Social-démocrate de Pologne et de Lithuanie (S. D. K. I. L.) fondé par Rosa Luxembourg et Leo Jogiches-Tyszka s'était intégré en tant que parti autonome au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (P. O. S. D. R.) où il demeura jusqu'à la conférence de Prague en 1912 qui marqua la scission définitive entre mencheviks et bolcheviks.

¹ Tous ces renseignements sont tirés de Felix Weil, « Einige unveröffentlichte Manuskripte », Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung, 1928, pp. 285-98.

² Georg Lukacs, Histoire et conscience de classe, Paris, Éditions de Minuit, 1960.

³ Peter Nettel, Rosa Luxembourg, Paris, Maspero, à paraître (1969). Voir aussi l'ouvrage de Paul Frölich, un des anciens compagnons de lutte de Rosa Luxembourg, Rosa Luxembourg, Paris, Maspero, 1965.

Militant alternativement en orient et en occident, Rosa était particulièrement au courant des affaires russes et assumait le rôle d'informatrice auprès du S. P. D. Elle tenta avec acharnement de dissiper le sentiment de supériorité qu'éprouvaient les social-démocrates allemands envers leurs camarades russes, démontrant, preuves à l'appui, que le mouvement ouvrier en Russie allait bien au-delà des balbutiements qu'on imaginait en occident.

Rosa prit une part non négligeable aux querelles et aux dissensions qui opposèrent les social-démocrates russes en émigration. Ses rapports avec les bolcheviks, qu'elle connaissait mieux que quiconque, furent soumis, bien avant la révolution de 1917 à toute une série de vicissitudes. C'est ainsi qu'elle entama, dès 1904, une âpre polémique contre les principes organisationnels, contre la conception du parti exposés par Lénine dans *Que faire ?* Ce fut le point de départ de divergences profondes, politiques et théoriques, qui trouvaient leur expression dans les luttes intestines de la social-démocratie russe. Les dissensions entre Lénine et Rosa Luxembourg connurent une accalmie à partir du Congrès Socialiste International de Stuttgart en 1907, où Lénine offrit à Rosa le mandat russe dans la sous-commission sur les mesures à prendre en cas de guerre. C'était là une belle preuve de confiance réciproque. Elle dura jusqu'en 1911 et fut animée par les tentatives d'union de la gauche au sein de l'Internationale. Rosa y représentait la gauche allemande et il semblait nécessaire aux deux leaders de trouver un terrain d'entente contre le courant « réformiste » qui passait à l'offensive dans cette institution.

Mais l'entente tactique n'effaçait nullement les divergences théoriques : sur la question nationale, sur l'accumulation du capital, sur l'organisation. Elles allaient resurgir dans toute leur vigueur à partir de 1911, prenant l'aspect d'un conflit personnel entre Lénine et Rosa Luxembourg et plus encore Jogiches. Mais « la seule colère ne justifiait ni le ton employé, ni la violence des réactions de Rosa Luxembourg ¹. Les invectives se multiplièrent de part et d'autre. Rosa chercha à faire condamner Lénine par l'Internationale tout entière en le taxant de « scissionniste invétéré ». La guerre mit un terme à ces altercations qui revinrent sur le terrain qui était le leur, celui de la théorie, et se précisèrent déjà avant qu'elle n'éclate dans l'ample analyse critique, par Lénine, de la conception luxemburgienne de la question nationale.

¹ Cf. G. Haupt, « Lénine, les bolcheviks et la Ile Internationale », *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, 1966, vol VII, No 3, pp. 378-407.

III

Les divergences de Lénine et de Rosa Luxembourg sur les plans théorique et politique ne s'étaient pas évanouies avec la guerre. Loin de revêtir le caractère personnel qu'on a bien voulu leur prêter, elles étaient essentielles et allaient prendre corps dans deux conceptions différentes de la révolution. Cependant, si l'on veut comprendre les critiques que Rosa Luxembourg formula envers la révolution russe, ce n'est pas dans une passe d'armes au sommet qu'il faut chercher la solution, mais bien plutôt dans la confrontation d'une théorie avec une expérience pratique, la première de ce type.

Qu'est-ce que la révolution russe pour Rosa Luxembourg ? C'est avant tout « une source de lumière morale à l'Est », la démonstration de la possibilité d'une révolution prolétarienne, mais pas un modèle à copier et à prendre à la lettre. Elle n'avait cependant nullement l'intention de le « démolir » ; internationaliste comme les dirigeants de la révolution d'Octobre, elle ne voyait d'issue aux dangers qui menaçaient la Russie soviétique que dans un réveil de la conscience du prolétariat européen, et plus particulièrement du prolétariat allemand. Si, à ses yeux, la Russie soviétique s'était édifiée sur des fautes, si elle n'était pas ce modèle achevé qu'on aurait aimé voir en elle, la cause en était, certes, dans son sous-développement, mais plus encore dans son isolement. Au-delà de la révolution russe, c'étaient les perspectives de la révolution mondiale qui donnaient son sens à la critique de Rosa Luxembourg.

Sur quels points précis portait cette critique ?

- Le mot d'ordre de paix était révolutionnaire, car de nature à tracer la limite entre capitalisme et socialisme. Il correspondait en effet, en Allemagne comme en Russie, aux aspirations des masses fatiguées de la guerre et fut le point de départ des mutineries qui se propagèrent en Europe en 1917-18. Seulement, pour Rosa Luxembourg, la paix devait être l'œuvre du prolétariat international. Elle réagit très violemment à l'armistice entre l'Allemagne et la Russie qui renforçait la position de l'impérialisme allemand et compromettait les chances de succès de la révolution en Allemagne. Dans une stratégie de la révolution mondiale, la paix séparée était une grave erreur dont la responsabilité incombait plus encore au prolétariat allemand qu'aux bolcheviks.

- Le droit à l'autodétermination et la question nationale : alors que dans l'Accumulation du capital, Rosa Luxembourg allait jusqu'à nier la possibilité de guerres nationales au stade le plus avancé du capitalisme, Lénine pensait que, dans une première étape, les luttes d'indépendance revêtaient un caractère progressiste. Il en déduisait la nécessité d'une alliance avec les classes moyennes (bourgeoisies nationales et paysannerie) que contestait Rosa Luxembourg. Dans le cas précis de la révolution russe, elle ne vit dans l'application de la théorie léninienne qu'un renforcement accru des positions allemandes et un encerclement encore plus contraignant du « territoire de la révolution russe ». Le mot d'ordre de droit à l'autodétermination coïncidait avec les intérêts des bourgeoisies locales dans leur aspiration à exercer le pouvoir et affaiblissait la position du prolétariat.

La question agraire : si pour Rosa Luxembourg, il fallait supprimer le contraste entre la ville et la campagne, entre prolétaires et paysans, cette suppression nécessitait une uniformisation de leur place dans la production, la création de la propriété collective et non pas la création d'une nouvelle classe de petits propriétaires. Elle estimait que le gouvernement bolchevik n'avait fait qu'entériner le mouvement spontané des masses paysannes et Georg

Lukacs, plus tard, contesta la possibilité d'une autre issue. Endiguer les impulsions des masses - dans ce qu'elles avaient, selon lui, d'excessif - a été l'une des préoccupations majeures de Lénine; l'historien Arthur Rosenberg¹ trace un parallèle avec l'industrie où les ouvriers voulaient aller bien au-delà du mot d'ordre de nationalisation préconisé par Lénine. Celui-ci, dans un premier stade, ne cherchait nullement à socialiser l'économie mais à la stabiliser, à la faire sortir du marasme où l'avait plongée la faiblesse de son développement industriel sur laquelle était venu se greffer le conflit mondial. Le grief essentiel de Rosa Luxembourg à son égard était de n'avoir pas établi, dans l'agriculture, des structures ouvertes à un socialisme ultérieur.

- La dissolution de l'Assemblée constituante qui devint le cheval de bataille des social-démocrates majoritaires allemands contre les bolcheviks, posait le problème de la démocratie. Rosa Luxembourg ne réprouvait pas moins cette dissolution, car pour elle, originellement, les soviets n'étaient rien de plus qu'un organisme de contrôle de la démocratie qui trouvait son expression dans les institutions élues. Georg Lukacs lui reprocha plus tard de n'avoir pas discerné la similitude entre la dissolution de l'Assemblée constituante et la radicalisation des parlements anglais et français lors des révolutions bourgeoises. Elle devait cependant, au cours de la révolution allemande, prendre ses distances par rapport au principe-même d'une assemblée constituante. Beaucoup plus alarmante pour le sort de la démocratie, lui semblait être la place que prenaient les bolcheviks dans l'exercice du pouvoir. La dictature du prolétariat devenait la dictature d'un parti qui, à ses yeux, ne différait guère d'une dictature bourgeoise, en particulier, en ce qu'elle s'appuyait sur la terreur. La terreur ne pouvait être que l'arme dernière, quand toute autre forme de lutte devenait impossible². Une minorité agissante n'était autorisée à décréter ni la dictature du prolétariat, ni le socialisme qui devaient être le résultat d'un long processus révolutionnaire parvenu à maturité.

L'acuité de ces critiques ne saurait pourtant faire oublier l'adhésion de Rosa Luxembourg à la prise du pouvoir par les bolcheviks.

Quelles conclusions pratiques pour la révolution allemande tira-t-elle de cette analyse de la révolution russe ? Son biographe Nettl affirme que son raisonnement était déductif et non inductif, les faits lui servaient à vérifier sa théorie mais non à l'élaborer. Un autre historien³ insiste sur son manque de flexibilité tactique. Ce comportement aurait notablement restreint l'influence qu'a pu exercer la révolution russe sur sa vision de la révolution allemande. Pour Rosa, celle-ci était immédiatement nécessaire non seulement pour entretenir « l'étincelle qui avait jailli à l'Est » mais aussi parce que les masses étaient mobilisées, en Allemagne comme ailleurs, par le mot d'ordre de paix, ou plus exactement par la lassitude de la guerre. Cette mobilisation n'avait aucun contenu politique, les conseils qui virent le jour spontanément en Allemagne allaient en donner la preuve. Il convenait de combler cette lacune par l'éducation des masses et, selon la conception qui avait toujours été celle de Rosa Luxembourg, ce rôle revenait au parti. Dans ce processus éducatif, les conseils devaient occuper la position d'intermédiaires. Après avoir été acquis à la cause spartakiste, ils seraient appelés à exercer le pouvoir ; la pratique leur en donnerait la science. Mais, dans le pays industrialisé qu'était l'Allemagne, il fallait éviter de sauter les étapes de développement, comme cela s'était fait en Russie, pour empêcher que ne se crée un hiatus infranchissable entre le parti et les masses qui

¹ Cf. Arthur Rosenberg, *Histoire du Bolchevisme*, Paris, Grasset, 1967.

² Dans un article qu'il écrivit en 1926 pour Krasnaïa Nov, Radek mentionne que Rosa Luxembourg supportait mal que Dzerjinski, son ancien camarade du parti polonais, fût à la tête de la Tchéka. Cf. G. Badia, *Le Spartakisme*, Paris, L'Arche, 1967, pp. 401-402.

³ Cf. Peter Lösche, *Der Bolschewismus Im Urteil der deutschen Sozialdemokratie*, Berlin, Colloquium Verlag, 1967. (Veröffentlichungen der Historischen Kommission zu Berlin.)

supprimerait la démocratie. Parti et conseils ne devaient être que le véhicule de l'éducation dont le principe-même résidait dans l'action. Les circonstances lui étaient favorables dans la mesure où, par la logique du développement historique, le gouvernement des social-démocrates majoritaires serait amené à commettre des fautes qui causeraient sa chute.

Mais quelle forme cette action devait-elle prendre ? Selon Rosa Luxembourg, l'étape politique de la révolution s'acheva le 24 décembre avec l'attaque de la division populaire de marine. La révolution entraînait alors dans sa phase économique et la grève de masse, arme par excellence du prolétariat, permettrait de précipiter la catastrophe née des conditions créées par la guerre mondiale. Il fallait que le prolétariat prît conscience de son rôle dirigeant principalement à l'égard des campagnes. Les conseils de soldats étaient de nature à favoriser cette éducation des campagnes, non seulement en tant qu'exemple à suivre, mais aussi parce que les soldats acquis aux idées révolutionnaires, retournaient chez eux. Rosa Luxembourg envisageait le travail à effectuer dans les campagnes comme une tâche de longue haleine, dont le résultat serait la fin de la séparation entre la ville et la campagne; ainsi serait prévenu le débordement par le mouvement spontané de la paysannerie tel qu'il s'était produit en Russie.

La fin de la « première phase » de la révolution allemande eut une autre conséquence : la nécessité pour les spartakistes de se définir clairement par rapport aux autres courants socialistes, afin de mettre un terme à la confusion issue de l'enchevêtrement des tendances au sein du Parti social-démocrate indépendant. Pourtant, dans le nouveau parti, Rosa Luxembourg eut à lutter pour faire accepter sa stratégie de la révolution. Des courants hétérogènes se mêlaient en effet au sein de ce que Rosa ne voulait encore désigner que sous le nom de parti socialiste, craignant que la dénomination de communiste ne fût la marque d'une copie servile de ce qui se passait en Russie. Elle n'eut pas gain de cause. L'extrême-gauche de Brême était une admiratrice sans bornes du bolchevisme, certains délégués révolutionnaires reflétaient la tendance putschiste du mouvement spontané, de ceux qu'Arthur Rosenberg appelle les « extrémistes utopiques » : ils se recrutaient dans une nouvelle catégorie sociale créée par la guerre mondiale, celle de gens qu'elle avait ruinés et qu'animait une haine farouche à l'égard de tous ceux qui étaient un peu plus favorisés - une frange à la limite du lumpenprolétariat en quelque sorte. Peter Lösche caractérise ainsi la situation du Parti communiste allemand au mois de janvier 1919 : « En plaçant le cours de la révolution allemande en parallèle avec les phases de la révolution russe, les extrémistes de gauche succombèrent à un déterminisme historique qui taisait obstacle à leur propre volontarisme les poussant à l'action. » Luttant contre ce volontarisme, Rosa Luxembourg insista désespérément pour qu'on attendît le mûrissement des conditions révolutionnaires. Malgré tous les efforts qu'elle fit auprès de Karl Liebknecht pour le modérer, le volontarisme des éléments incontrôlés prit le dessus et elle fut tragiquement privée de la possibilité de confronter sa théorie à la pratique.

Les théories de Rosa Luxembourg ont été trop souvent examinées à travers le prisme déformant des idéologies partisans. Pour en faire ressortir les éléments permanents, il conviendrait de les replonger dans le contexte qui les a vu surgir plutôt que de rechercher à savoir si l'Histoire lui a donné tort ou raison. Mais les oeuvres complètes de Rosa Luxembourg ne sont publiées dans aucune langue. Elles permettraient pourtant de progresser notablement dans la compréhension de sa pensée.

Paris, décembre 1968.

Claudie WEILL.

1. *Sur la révolution russe*

←

Dans l'incertitude et la confusion des nouvelles qui, jusqu'à présent, sont parvenues de l'étranger, parler de la révolution russe est assez difficile, surtout dans un hebdomadaire dont la vision des choses peut chaque jour se trouver limitée ou infirmée par des nouvelles plus récentes.

Cependant, il est certains aspects que l'on peut constater aujourd'hui sans craindre que, dès demain, ils ne paraissent futiles, des aspects qui sont déterminants pour le sens historique de cette révolution. Savoir où se trouvent le tsar et sa famille, quel membre de la famille du tsar songe à pactiser avec la révolution russe ou non, etc. peut avoir un grand intérêt pour les philistins, mais ne concerne en rien les politiciens, dès lors qu'il s'est avéré que la révolution russe ne cherche nullement à s'en prendre à la dynastie du tsar en tant que telle.

Dans son essence historique, cette révolution est un soulèvement de la bourgeoisie contre l'incapacité du tsarisme à mener victorieusement une guerre mondiale. On sait combien la bourgeoisie russe a passionnément souhaité la guerre mondiale et y a poussé. Ce fut l'une des pires duperies des socialistes gouvernementaux allemands que de présenter la guerre des Russes comme le déferlement pillard de hordes barbares sur la civilisation occidentale, utilisant à cette fin un vocabulaire archaïque, tombé depuis longtemps en désuétude. Peu avant le début de la guerre, le professeur Mitrofanov, historien de renom formé dans les universités allemandes et nettement pro-allemand, exposait encore de façon très convaincante que « la propriété et la culture » en Russie, c'est-à-dire en clair la bourgeoisie russe, désirait ardemment une guerre avec l'Allemagne à laquelle elle se heurtait partout où elle voulait tendre ses rêts capitalistes.

C'est ce qui explique la caducité de la tentative de saluer dans la révolution russe un présage de paix. Au contraire, pour autant que cela dépende d'eux, les tenants actuels du pouvoir en Russie poursuivront la guerre avec une énergie redoublée et - ils l'espèrent - avec deux fois plus de succès; oui, plus d'un signe donne à croire que la crainte de voir le tsar se décider à signer une paix séparée avec l'Allemagne n'a pas été le moindre ressort de la rapidité de leur intervention. C'est là que réside également l'explication du ralliement d'une partie de l'aristocratie, et notamment de la force armée, à la révolution russe.

Ainsi, cette révolution confirme la formule célèbre de Lassalle : il est impossible de mener la bourgeoisie dans le feu de l'action pour les idéaux de liberté, égalité, fraternité, mais pour défendre ses intérêts capitalistes, elle est encore capable de sortir ses griffes et de montrer les dents. On peut même relativement féliciter la bourgeoisie russe d'avoir su mettre

en branle pour ses dignes autels des forces plus importantes que d'aucunes, situées plus à l'Ouest. Mais en fin de compte, la bourgeoisie demeure la bourgeoisie et ne peut faire une révolution sans s'appuyer sur les masses populaires dont la vigueur révolutionnaire a été trempée par la rude école de la misère et de la famine. Il en fut ainsi en 1789 en France, il en fut ainsi en 1848 en France et en Allemagne et il en fut ainsi en 1917 en Russie.

C'est pourquoi on peut appliquer à toute révolution victorieuse la formule du poète romain : le noir souci chevauche en croupe du cavalier qui rentre du combat auréolé de gloire. On sait trop bien comment la bourgeoisie de 1789 et de 1848 s'est débarrassée de ce souci. Au lendemain de la victoire, elle paya les combattants qui avaient remporté cette victoire au prix de leur sang et de leurs muscles de la plus vile ingratitude. Et il n'y a pas la moindre raison de douter que la bourgeoisie russe ne s'en tienne à cette méthode éprouvée. Certes, son programme comporte une série de revendications qui vont assez loin, mais bien entendu dans le domaine politique et non dans le domaine social ; et ce qu'il peut advenir de la convocation d'une assemblée nationale élue au suffrage universel égal et secret, qui aurait à débattre d'une nouvelle constitution de l'Empire, est inscrit dans l'exemple allemand de 1848. C'est exactement le même « succès » qu'avaient remporté les ouvriers berlinois en 1848, mais à peine un an plus tard était établi le suffrage censitaire à trois classes dont nous n'avons pas encore réussi à nous débarrasser.

Les ouvriers russes se laisseront-ils encore berner ? C'est pour les ouvriers allemands la question essentielle et décisive de la révolution russe. Nous n'avons pas peur, au contraire, nous sommes confiants : les expériences douloureuses de leur propre classe les auront assez éduqués pour qu'ils ne laissent pas à la bourgeoisie les fruits d'une victoire qu'ils ont eux-mêmes remportée, quelles que soient l'âpreté et la durée des luttes qu'il en coûtera pour s'assurer ces fruits. Alors seulement s'accomplira la prophétie de notre Freiligrath qui, dans la lune de miel actuelle de la révolution russe, ne revêt encore pourtant que l'apparence de l'ironie :

Regardez donc à l'Ouest !
Il reste un peuple au monde
Qui farouche, de sa main
De fer, persiste dans la révolte !
A l'Est, lointain et sauvage,
Avant-poste de la liberté,
Se livre le combat
Dont le flot brûlant,
Fondant toutes les chaînes,
De vous aussi fera des hommes libres !

Der Kampf, Sozialdemokratisches Propaganda -
Organ, Duisburg, 24. III. 1916, pp. 1-2.

2. *La révolution en Russie*

←

La guerre a retardé de quelques années mais n'a pu empêcher ce que l'on sentait déjà sourdre avant qu'elle n'éclatât : la résurgence de la révolution russe. Le prolétariat russe qui, dès 1911, était parvenu à lever le faix de plomb de la période contre-révolutionnaire et d'année en année, dans les luttes de masses et les manifestations économiques et politiques, avait à nouveau brandi de plus en plus haut le drapeau révolutionnaire de 1905, le prolétariat russe n'a permis à la guerre de le désorganiser, à la dictature du sabre de le bâillonner, au nationalisme de le fourvoyer que pendant deux ans et demi. Il s'est relevé pour secouer le joug de l'absolutisme et a contraint la bourgeoisie à aller provisoirement de l'avant.

Si aujourd'hui la révolution en Russie a été victorieuse si rapidement, en quelques jours à peine, c'est uniquement parce qu'elle n'est dans son essence historique que la prolongation de la grande révolution de 1905-1907. La contre-révolution n'est parvenue à l'écraser que pour une période très brève, mais l'œuvre inachevée de la révolution exigeait inexorablement d'être menée à son terme et l'énergie de classe inépuisable du prolétariat russe s'est embrasée même dans des circonstances aussi difficiles que celles d'aujourd'hui. Ce furent les souvenirs récents des années 1905-1906, du pouvoir politique partiellement illimité du prolétariat en Russie, de ses vaillants assauts, de son programme révolutionnaire radical qui permirent à la bourgeoisie de décider avec cette étonnante rapidité de prendre la tête du mouvement. Ce fut la crainte d'un développement sans entraves d'une révolution populaire comme celle qui, en 1905-1907, avait montré sa tête de méduse à l'hégémonie de classe de la bourgeoisie qui décida immédiatement les Rodzianko, Milioukov et Goutchkov¹ à se mettre du côté de la révolution et à présenter, pour leur part, un programme résolument libéral. Il s'agit là d'une tentative de la bourgeoisie possédante de Russie, échaudée il y a dix ans, de s'emparer du mouvement populaire, de remplir ses tâches politiques sous des formes libéralo-bourgeoises afin d'éliminer ses tendances sociales et démocratiques extrêmes.

¹ MILIOUKOV, Pavel Nikolaevitch (1859-1943). Historien, professeur à l'Université de Moscou, dirigeant du parti Kadet, il fut député à la HP et à la IV- Douma. De mars à mai, ministre des Affaires Étrangères du gouvernement provisoire il fit partie des forces antibolcheviques pendant la guerre civile. En 1921, Il émigra en Europe occidentale.

RODZIANKO, Mikhaïl Vladimirovitch (1869-1952). Dirigeant du parti octobriste, député à la Douma à partir de 1907, il en fut le président entre 1912 et 1917 ; Il émigra après la révolution bolchevique

GOUTCHKOV, A.-L. (1862-1928). Grand propriétaire terrien de la région de Moscou, il fonda en 1905 la « Ligue du 17 octobre » (Octobriste). Président de la IIe Douma, puis pendant la guerre président du comité central de l'industrie (le guerre, il fut ministre de la guerre et de la marine dans le premier gouvernement provisoire. Il émigra après la révolution d'octobre.

On voit bien ici, en dépit de ceux qui savent tout mieux que tout le monde, des malins qui conseillent la prudence et des pessimistes de peu de foi - que l'œuvre de la révolution de 1905 n'a pas été perdue, que les sacrifices qu'elle a coûtés alors n'ont pas été vains, que l'audace révolutionnaire des revendications présentées par les ouvriers socialistes constituait bien une politique très « pratique ». Le courage et l'énergie actuels de la bourgeoisie libérale russe ne sont qu'un pâle reflet des embrasements de 1905-1907. Le déploiement de force du prolétariat qui l'avait alors jetée en peu de temps dans les bras de la contre-révolution, l'a poussée maintenant, dès le premier instant, à la tête du mouvement, précisément pour éviter qu'un déploiement de force analogue ne se reproduise.

Aujourd'hui, la révolution en Russie a triomphé d'emblée de l'absolutisme bureaucratique, mais cette victoire n'est pas une fin, elle n'est qu'un timide début. D'une part, en raison de son caractère généralement réactionnaire et de son opposition de classe au prolétariat, la bourgeoisie abandonnera un jour ou l'autre, avec une logique inéluctable, ses positions avancées de libéralisme résolu. D'autre part, une fois sur la brèche, l'énergie révolutionnaire du prolétariat russe prendra, avec la même logique historique inéluctable, la voie d'une action démocratique et sociale radicale et remettra le programme de 1905 à l'ordre du jour : république démocratique, journée de huit heures, expropriation des grands propriétaires terriens. Mais il en résulte avant tout pour le prolétariat socialiste de Russie le plus urgent des mots d'ordre, lié indissolublement à tous les autres : fin à la guerre impérialiste !

C'est là que le prolétariat révolutionnaire se révèle par son programme en opposition flagrante avec la bourgeoisie impérialiste russe qui s'enthousiasme pour Constantinople et profite de la guerre. L'action pour la paix en Russie comme ailleurs ne peut prendre qu'une seule forme : celle d'une lutte de classe révolutionnaire contre sa propre bourgeoisie, d'une lutte pour la prise du pouvoir dans l'État.

Ce sont là les perspectives impérieuses du développement ultérieur de la révolution russe. Bien loin d'avoir achevé son œuvre, elle n'en a accompli que de minces prémices que suivront d'implacables luttes de classe pour la paix et le programme radical du prolétariat.

Au grand drame historique qui se joue sur la Néva correspond le drame satyrique de la Spree. Si notre mémoire ne nous fait défaut, le mot d'ordre du 4 août 1914¹ était : libérons la Russie du despotisme tsariste. C'était là le sublime prétexte du génocide, et au nom de ce « bon vieux programme de Marx et d'Engels », les vassaux de la fraction social-démocrate ont décidé de soutenir la guerre.

Et où est l'allégresse, maintenant que la stratégie militaire allemande a atteint son objectif ? OÙ est le triomphe dans la presse gouvernementale ? Hourrah ! On a réussi ! » En chiens battus, les « libérateurs » allemands contemplant l'œuvre de la révolution russe. Ils ne parviennent même pas à esquisser une grimace décente, à faire contre mauvaise fortune « bon cœur ». La comédie des premiers mois de guerre, la farce mise en scène par la social-démocratie allemande pour la social-démocratie allemande, afin de mener les masses par le bout du nez est si bien oubliée que les acteurs ne tentent même pas d'exhumer les masques poussiéreux pour cacher à demi leur mauvaise humeur.

La peur bleue d'un renforcement de la Russie par un renouveau interne, la peur d'une comparaison, qui saute aux yeux et vous tourne en dérision, entre la Russie qui s'est libérée elle-même par la révolution et la « Pologne indépendante » libérée « *manu militari* » par les

¹ Le 4 août 1914, la fraction social-démocrate vota en bloc au Reichstag pour les crédits de guerre.

Allemands, la peur surtout du mauvais exemple que pourrait donner la Russie, qui risquerait de corrompre les bonnes mœurs du prolétariat allemand, montre en tous lieux son pied fourchu. Même dans l'organe éclairé de Mosse ¹, un flambeau du libéralisme allemand tente naïvement de faire la preuve consolante et rassurante de ce que la fameuse « libération de la Russie », noble objectif de la guerre, achopperait sur des difficultés internes et sombrerait dans l'anarchie.

Mais le prolétariat allemand, lui aussi, est placé par les événements en Russie devant le problème de son honneur et de son destin.

Tant que règnent dans les pays en guerre la paix des cimetières et la soumission des cadavres, le renoncement du prolétariat est une faute solidaire internationale, un désastre mondial commun dont tous, bien qu'inégalement, partagent la responsabilité. Mais dès lors que le prolétariat de Russie a dénoncé « l'union sacrée » par une révolution ouverte, le prolétariat allemand le poignarde carrément dans le dos en continuant à soutenir la guerre. A présent, les troupes allemandes du front de l'Est n'opèrent plus contre le « tsarisme » mais contre la révolution. Et le prolétariat russe développant chez lui la lutte pour la paix, - ce qui a sûrement déjà commencé et s'amplifiera de jour en jour - la persévérance du prolétariat allemand dans l'attitude de chair à canon docile, constitue dès lors une trahison manifeste envers les frères russes.

« C'est en Russie que le premier coup de feu a été tiré 2, ... La Russie se libère elle-même. Qui libérera l'Allemagne de la dictature du sabre, de la réaction de l'Elbe orientale et du génocide impérialiste ?

Spartakusbriefer (Lettres de Spartacus) Neudruck, Herausgegeben von der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund), no 4, avril 1917, pp. 70-72.

¹ MOSSE, Rudolf (1843-1920). Directeur de Messageries, publia entre autres le Berliner Tageblatt (quotidien), Rosa Luxembourg, en tournée hors de Berlin écrivait à son propos en 1904 : « Ici, j'absorbe avec avidité, dans la feuille de Mosse, à la rubrique littéraire, dans les critiques de théâtre, etc., le moindre reflet de vie, le moindre chatolement, le moindre son... » Cf. Rosa Luxembourg, Listy do Leona Jogichesa-Tyszki, Varsovie, Ksazka I Wiezda, 1968, T. II, p. 299.

3. *Problèmes russes*

←

A présent que l'image de la révolution russe et notamment de son oeuvre surgit claire et précise malgré la cuisine mystificatrice des commentateurs bourgeois intéressés, on peut dégager et retenir à travers le fouillis des détails certains traits fondamentaux de ces événements prodigieux.

En ce moment, la Russie confirme une fois de plus cette vieille expérience historique : il n'est rien de plus invraisemblable, de plus impossible, de plus fantaisiste qu'une révolution une heure avant qu'elle n'éclate ; il n'est rien de plus simple, de plus naturel et de plus évident qu'une révolution lorsqu'elle a livré sa première bataille et remporté sa première victoire. On n'a cessé, dans la presse allemande notamment, de rendre compte jour après jour, des troubles internes, des crises, des fermentations dans l'empire du tsar, et pourtant, à cette heure encore, l'opinion publique allemande et le monde entier ont manifestement le souffle coupé devant le spectacle soudain et prodigieux de la révolution russe. On aurait pu, une semaine encore avant qu'elle n'éclatât, avancer cent raisons prouvant qu'elle était impossible : le peuple accablé par une guerre terrible, par le besoin et la misère ; les classes bourgeoises, guéries à tout jamais du rêve de liberté par les souvenirs de la révolution d'il y a dix ans et, de plus, enchaînées au tsarisme par les plans de conquête impérialistes ; de vastes couches de la classe ouvrière démoralisées par la fureur nationaliste à laquelle la guerre avait donné libre cours, ses troupes socialistes d'élite décimées par la saignée de la guerre, dispersées par la dictature du sabre, privées d'organisation, de presse, de chef... On pouvait prouver par a plus b et par le menu qu'en Russie, les explosions de désespoir et l'anarchie étaient aujourd'hui possibles, mais qu'une révolution politique moderne, aux objectifs clairs, guidée par un idéal, était tout bonnement impensable. Et maintenant ? Tout cela n'était que mensonges, phrases, bavardages ! La révolution s'est légitimée par la seule voie qu'emprunte dans l'histoire tout mouvement nécessaire par le combat et la victoire.

L'opinion publique européenne s'étonne surtout de deux aspects des événements russes : la rapidité du triomphe et l'extrémisme qui s'est manifesté dès la première heure ; le gouvernement provisoire, composé d'une foule bourgeoise d'éléments tièdes ne s'est-il pas déjà prononcé pour la république démocratique ! Mais ces deux aspects ne peuvent frapper que le regard superficiel des philistins qui ne distinguent jamais les rapports historiques profonds entre hier et aujourd'hui. Ceux qui, en revanche, ne perdent pas de vue que mars 1917 n'est que la continuation de la révolution de 1905-1907, entravée par la contre-révolution puis par la guerre mondiale, ceux-là ne peuvent s'étonner ni de son triomphe rapide ni de sa progression résolue. Fruit mûr des efforts, des luttes et des sacrifices des dix dernières années, elle surgit du sein de la société russe et fournit ainsi la preuve reconfortante de ce que pas une seule goutte du sang que nos frères russes ont versé au cours de cette terrible décennie pour la cause de la liberté, que pas un jour du supplice d'incarcération et de

détention qu'ont subi tant de camarades russes, n'aura été un vain sacrifice. La liberté dont ils jouissent maintenant, ils l'ont largement méritée et largement payée.

Avec un radicalisme frappant, les libéraux russes ont fait soudain peau neuve, abandonnant un programme constitutionnel des plus éculés, pour la république ; ont adhéré de surcroît à cette forte poussée à gauche les libéraux nationalistes russes et presque même des conservateurs ; tout cela ne peut à nouveau surprendre que les philistins pour qui les mots d'ordre, les programmes, les physionomies inscrites dans le quotidien parlementaire tiennent lieu de vérités éternelles. Ceux qui, en revanche, ont étudié l'histoire, se contentent d'observer en souriant la répétition fidèle des révolutions anglaise, française et allemande ; dans les périodes de bouleversement, en effet, l'attitude de toutes les classes et de tous les partis dépend de la puissance et de l'attitude de la classe la plus avancée : la classe ouvrière. Qu'elle se fixe ses objectifs avec audace et soit prête à mettre toute sa puissance au service de ces objectifs et toute la phalange bourgeoise la suivra dans un glissement proportionnel vers la gauche.

Certes, les ouvriers russes n'ont pas d'organisations, pas d'associations électorales, presque pas de syndicats, pas de presse. Mais ils disposent d'atouts décisifs pour leur pouvoir et leur influence : une combativité toute neuve, une volonté arrêtée et un esprit de sacrifice sans bornes pour les idéaux du socialisme ; ils disposent de ces qualités sans lesquelles le plus bel appareil organisationnel n'est qu'un vain bric-à-brac, un boulet au pied de la masse prolétarienne. Certes, sans organisation, la classe ouvrière ne peut conserver longtemps toutes ses facultés d'action. Voilà pourquoi nous sommes prêts à affirmer qu'en ce moment même, à Pétersbourg, à Moscou, dans toute la Russie, les ouvriers ont fébrilement entrepris de se créer une organisation, des associations politiques, des syndicats, des instituts culturels, tout l'appareil. Comme il y a dix ans, le premier acte du prolétariat révolutionnaire russe sera de combler le plus rapidement possible les lacunes dans l'organisation. Et cette organisation, née du combat et trempée à ce feu constituera certainement une authentique cuirasse pour sa puissance et non pas le carcan de son impuissance.

Dans la situation actuelle, la voie du prolétariat russe est clairement tracée. Certes, il doit présenter ses revendications sociales et politiques sans faiblir ni transiger ; pourtant, chacune de ces revendications, l'œuvre de la révolution dans son ensemble, dépendent avant tout du mot d'ordre : fin à la guerre ! Les ouvriers russes doivent harmonieusement conjuguer à l'ensemble de leur action la conquête préalable de la paix et sans aucun doute, ils s'y emploient dès maintenant. Ils abordent ainsi le premier grand conflit avec leur propre bourgeoisie, un âpre combat contre l'ennemi intérieur.

On verra bien si le prolétariat russe qui ne reculera certainement devant aucun sacrifice sera seul saigné en ce combat, et peut-être même saigné à blanc pour la cause de la paix qui est aussi la cause du socialisme international.

Gracchus, *Der Kampf*, 7. IV, 1917, pp. 1-2.

4. *La vieille taupe*

. ←

Avec l'explosion de la révolution en Russie, on a dépassé le point mort où stagnait la situation historique avec la poursuite de la guerre et le renoncement parallèle à la lutte de classe prolétarienne. Dans une Europe qui toute entière sentait le moisi, où l'on étouffait depuis bientôt trois ans, on dirait qu'une fenêtre s'est brusquement ouverte, laissant passer un souffle d'air frais et vivifiant vers lequel chacun se tourne dans un profond soupir. Les « libérateurs » allemands notamment ont aujourd'hui les yeux fixés sur le théâtre de la révolution russe. Les hommages geignards que les gouvernements allemand et austro-hongrois rendent aux « mendiants et conjurés » et la tension anxieuse dans laquelle est accueillie ici la moindre déclaration de Tcheïdze ¹ et du conseil des ouvriers et des soldats concernant la guerre et la paix, offrent à présent la confirmation tangible d'un fait que même les socialistes oppositionnels de l'Arbeitsgemeinschaft ² hier encore ne parvenaient pas à comprendre : aucun « arrangement diplomatique » aucune ambassade Wilson, mais l'action révolutionnaire du prolétariat et elle seule présente une issue à l'impasse de la guerre mondiale. Maintenant, les vainqueurs de Tannenberg et de Varsovie attendent en tremblant des seuls prolétaires russes, de la « rue », qu'ils les délivrent de l'étau de la guerre ! ...

Le prolétariat d'un seul pays ne parviendra pas, il est vrai, à desserrer cet étau, quel que soit l'héroïsme qui l'anime. La révolution russe prend d'elle-même les proportions d'un problème international. En effet, dans leurs aspirations pacifiques, les travailleurs russes entrent en conflit violent, non seulement avec leur propre bourgeoisie qu'ils savent déjà maîtriser, mais aussi avec la bourgeoisie anglaise, française et italienne. On voit bien à travers le ton bougon des déclarations de la presse bourgeoise des pays de l'Entente, de tous les *Times*, des *Matin*, des *Corriere della Sera* que les capitalistes occidentaux, ces vaillants champions de la « démocratie » et des droits des « petites nations » observent avec des grincements de dents et une rage sans cesse croissante les progrès de la révolution prolétarienne qui fixent le terme de la belle époque d'une hégémonie sans partage de l'impérialisme en Europe. Ces capitalistes de l'Entente constituent le plus solide des renforts pour la bourgeoisie russe contre laquelle se dresse le prolétariat russe dans sa lutte pour la paix. Par tous les moyens, diplomatiques, financiers, politico-économiques, ils peuvent exercer sur la Russie une énorme pression et ils l'exercent sans doute déjà. Révolution libérale ? Gouvernement provisoire de la bourgeoisie ? Très bien ! On les a aussitôt reconnus officiellement et on a

¹ TCHEIDZE, Nikolaï Semionovitch (1864-1926). Militant du P.O.S.D.R. en Géorgie, menchevik, il fut député à la IIIe et à la IVe Douma où il était également le président du groupe social-démocrate. En 1917, il devint membre du Comité provisoire de la Douma d'État et premier président du Soviet de Pétrograd ; président de l'assemblée constituante de Georgie en 1918, Il émigra en 1921 et se suicida en 1926.

² Arbeitsgemeinschaft (Sozialdemokratische). Fondée le 24 mars 1916 autour de Haase par 18 députés exclus de la fraction socialdémocrate au Reichstag pour leur opposition à la guerre. Elle devait devenir un an plus tard l'U.S.P.D. (Parti social-démocrate indépendant). A Berlin, elle éditait le *Mitteilungsblatt*.

salué en eux les garants d'un renforcement militaire de la Russie, les instruments obéissants de l'impérialisme international. Mais pas un pas de plus ! Que la révolution dévoile son vrai visage prolétarien, qu'elle se retourne en toute logique contre la guerre et l'impérialisme et ses chers alliés lui montreront aussitôt les dents et chercheront à la museler par tous les moyens. Par conséquent, la tâche qui s'impose aux prolétaires socialistes d'Angleterre, de France et l'Italie est maintenant de lever l'étendard de la rébellion contre la guerre par des actions de masse énergiques dans leur propre pays, contre leurs propres classes dirigeantes, s'ils ne veulent pas trahir lâchement le prolétariat révolutionnaire russe, le laisser massacrer en un combat inégal, non seulement contre la bourgeoisie russe mais aussi contre celle de l'Ouest. Les puissances de l'Entente se sont déjà ingérées dans les affaires intérieures de la révolution russe, il y va donc de l'honneur des travailleurs de ces pays de couvrir la révolution russe et d'imposer la paix par une attaque de flanc révolutionnaire contre leurs propres classes dirigeantes.

Et la bourgeoisie allemande ? Elle rit jaune d'un oeil et pleure amèrement de l'autre lorsqu'elle observe l'action et la position de force du prolétariat russe. Particulièrement gâtée, elle a pris l'habitude de ne voir, chez elle, dans les masses ouvrières que de la chair à canon militaire et politique et elle aimerait bien se servir du prolétariat russe pour se débarrasser au plus tôt de la guerre. L'impérialisme allemand aux abois, qui en cet instant précis est aussi profondément embourbé à l'Ouest qu'en Asie Mineure et ne sait comment se sortir de ses difficultés d'approvisionnement intérieures, aimerait le plus vite possible, avec un semblant de dignité, se tirer d'affaire pour pouvoir en toute quiétude ravauder ses forces et s'armer en vue de nouvelles guerres. C'est à cela que doit servir la révolution russe par sa tendance pacifiste socialisto-prolétarienne. Il s'agit ici de la même spéculation impérialiste que chez les puissances de l'Entente, mais à rebours : se servir maintenant de la révolution russe pour faire des affaires. Les puissances occidentales cherchent à atteler la tendance libéralo-bourgeoise de la révolution au char de l'impérialisme afin de poursuivre la guerre jusqu'à l'écrasement du concurrent allemand. L'impérialisme allemand aimerait mettre à profit la tendance prolétarienne de la révolution pour se soustraire à une défaite militaire imminente. Eh ! Et pourquoi pas, messieurs ? La social-démocratie allemande avait si gentiment permis de déguiser le déchaînement du génocide en « campagne de libération » contre le tsarisme russe, et voilà que la social-démocratie russe doit servir à dépêtrer les « libérateurs » de la situation épineuse d'une guerre qui a mal tourné. Les ouvriers allemands ont participé à la guerre lorsque cela convenait à l'impérialisme, les russes doivent faire la paix quand cela lui convient.

Cependant, être à tu et à toi avec Tcheïdze se révèle infiniment moins enfantin qu'avec un petit Scheidemann ¹. Publier à la hâte une « déclaration » dans la *Norddeutsche Allgemeine* ², expédier en vitesse le petit Scheidemann pour « négociateur » à Stockholm ³, permet tout juste

¹ SCHEIDEMANN, Philip (1865-1939). Un des principaux leaders du S.P.D., il entre au Comité Directeur en 1912. Député au Reichstag de 1903 à 1918 et de 1920 à 1933, il fut pendant la guerre l'un des dirigeants socialistes majoritaires en vue. Sous-secrétaire d'État dans le cabinet de Max de Bade, il devint en 1919, le premier chancelier de la république allemande, refusa de signer le traité de Versailles et cessa toute activité dans le parti. Il émigra en 1933.

² *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* : quotidien, fondé à Berlin en 1861. Devient pro-prussien en 1862. Principaux directeurs : A. Brass, Emil Pindter, Griesemann, W. Lanser et Otto Rühle. Fut occupé le 10 novembre 1918 par Die Internationale. Devient en 1918 la *Deutsche Allgemeine Zeitung*. Principaux directeurs après 1926 : Fritz Klein, Karl Silex.

³ Stockholm : Sur l'initiative de C. Huysmans, Comité hollando-scandinave, faisant office de Bureau de la IIe Internationale et le Soviet de Pétrograd proposèrent de réunir en 1917 à Stockholm une conférence internationale pour la paix. Les gouvernements des empires centraux suivirent l'affaire de très près mais la conférence traîna en longueur, car les délégués socialistes de l'Entente n'obtenaient pas de visa. Les

de récolter des socialistes russes de toutes nuances un coup de pied au derrière. Il n'y a vraiment rien à faire pour ficeler rapidement la « conclusion frauduleuse » d'une paix séparée avec la Russie, entre le marteau et l'enclume, telle que la souhaiteraient les « libérateurs » allemands sur des charbons ardents. Pour faire triompher sa tendance pacifiste, le prolétariat russe doit surtout renforcer considérablement sa position dans le pays, accroître l'ampleur, la profondeur et le radicalisme de son action de classe, jusqu'à ce qu'elle prenne des proportions gigantesques, la social-démocratie doit convaincre ou abattre toutes les couches encore hésitantes, bernées par le nationalisme bourgeois. Les « libérateurs » allemands dissimulent mal l'horreur qui se peint sur leur visage lorsqu'ils perçoivent le revers, évident et inéluctable mais repoussant de la tendance pacifiste en Russie. Ils craignent - à juste titre - qu'à l'inverse du « nègre » allemand, le nègre russe ne refuse de « partir » après avoir accompli sa tâche, et ils craignent que des étincelles ne propagent l'incendie voisin sur les granges de l'Elbe orientale. Ils se rendent bien compte que seule l'énergie révolutionnaire poussée à son paroxysme dans une lutte de classe globale pour le pouvoir politique en Russie pourrait faire triompher l'action pacifiste, mais en même temps, ils regrettent le pot-au-feu du tsarisme, « l'amitié fidèle et séculaire qui les unissait au voisin oriental », l'absolutisme des Romanov. *Tua res agitur !* Tu es concerné ! Cet avertissement d'un ministre prussien contre la révolution russe habite l'âme des classes dirigeantes allemandes et tous les héros du procès de Königsberg¹ sont encore « aussi glorieux qu'au plus beau jour ». Être flanqué d'une république, et surtout d'une république que vient de cimenter le prolétariat socialiste révolutionnaire et qu'il domine, c'est plus qu'on n'en peut demander à l'endurance de l'État policier et militaire de l'Elbe orientale. Et son âme policière, propre à l'Elbe orientale, se voit contrainte de surcroît de reconnaître ouvertement sa secrète angoisse. Aujourd'hui, les « libérateurs » allemands doivent jurer tous leurs grands dieux qu'ils n'ont pas l'intention de juguler la révolution ni de faire remonter sur le trône des tsars ce cher Nicolas au nez en trompette ! ... C'est la révolution russe qui a contraint les « libérateurs » allemands à s'administrer devant le monde entier cette gifle cinglante et en même temps, elle a rayé soudain de l'histoire tout le mensonge infâme dont ont vécu pendant trois ans la social-démocratie allemande et la mythologie officielle du militarisme allemand. C'est ainsi que le flot d'une révolution purifiée, aseptisée, extirpe les mensonges, c'est ainsi qu'il balaie soudain par le fer toutes les immondices qu'avaient amoncelées l'hypocrisie officielle depuis que la guerre mondiale a éclaté et que s'est tue en Europe la lutte des classes. La révolution russe a arraché le masque de démocratie dont la bourgeoisie de l'Entente couvrait son visage, elle a fait tomber le masque de libérateur du despotisme tsariste dont le militarisme allemand couvrait le sien.

Cependant, même pour les prolétaires russes, la question de la paix n'est pas tout à fait aussi simple qu'il s'en paraît à Hindenburg et à Bethmann². La victoire de la révolution et les tâches qu'il lui reste à accomplir constituent précisément ce qui l'oblige à consolider ses arrières pour l'avenir. L'explosion de la révolution russe et la position catégorique du prolétariat ont immédiatement réduit la guerre impérialiste en Russie à ce qu'elle prétend être dans tous les pays selon la formule mensongère des classes dirigeantes : une défense territoriale. La masse des ouvriers et des soldats a immédiatement contraint ces messieurs Milioukov et consorts à ravalier leurs beaux rêves de Constantinople et leurs plans de partage « national-démocratique » pour le bonheur du monde, et l'on a pris dès lors le mot d'ordre de défense territoriale au sérieux. Seuls les prolétaires russes pourront en toute bonne

bolcheviks furent d'emblée hostiles à l'entreprise. Ainsi, la IIIe conférence de Zimmerwald se tint parallèlement, à Stockholm, du 5 au 13 septembre 1917.

¹ Procès de Königsberg (du 12 au 25 juillet 1904) : neuf social-démocrates allemands furent condamnés à des peines de prison pour avoir aidé les socialistes russes à passer leurs publications illégales en Russie. Avocats à ce procès : Karl Liebknecht et Haase.

² BETHMANN-HOLLWEG, Theodor von, (1856-1921) Chancelier d'Empire et premier ministre de Prusse de 1909 à 1917.

conscience mettre un terme à la guerre et conclure la paix dès que leur oeuvre, les conquêtes de la révolution et sa poursuite ultérieure sans entraves, sera assurée. Eux, les prolétaires russes sont aujourd'hui les seuls qui aient réellement à défendre la cause de la liberté, du progrès et de la démocratie. Et c'est aujourd'hui que tout cela doit être garanti, non seulement contre les chicanes, les pressions et la fureur belliqueuse de la bourgeoisie de l'Entente, mais surtout demain, contre les « poings » des « libérateurs » allemands. Un état policier et militaire semi-absolutiste n'est pas de bon voisinage pour une jeune république ébranlée par des luttes intestines et une soldatesque aguerrie à une obéissance de cadavre n'est pas de bon voisinage pour un prolétariat révolutionnaire qui se lance dans une lutte de classe d'une audace inouïe, d'une portée et d'une durée imprévisibles.

Dès maintenant, l'occupation de la malheureuse « Pologne indépendante » par les Allemands porte un coup sévère à la révolution russe. La base opérationnelle de la révolution est amputée d'un pays qui fut toujours l'un des foyers les plus ardents du mouvement révolutionnaire et qui en 1905 fit partie de l'avant-garde politique de la révolution russe, pays qui maintenant est transformé socialement en un cimetière, politiquement en une caserne allemande. Qui peut nous garantir que demain, lorsque la paix sera conclue et que le militarisme allemand aura libéré ses griffes des fers, il ne procédera pas aussitôt à une attaque de flanc du prolétariat russe afin d'éviter que le semi-absolutisme allemand ne soit dangereusement ébranlé !

Pour être tranquille là-dessus, les « garanties » que ceux qui furent hier les héros du procès de Koenigsberg énoncent d'une voix étranglée ne suffisent donc pas. Le souvenir de la Commune de Paris est encore trop frais. Et surtout - chassez le naturel, il revient au galop. En Allemagne précisément, la guerre mondiale a déchaîné l'orgie de la réaction, révélé la toute puissance du militarisme, démasqué la force apparente de la classe ouvrière allemande, démontré la fragilité et le néant du fondement de la prétendue « liberté politique », si bien qu'elle a rendu les perspectives de ce côté-là à la fois inquiétantes et tragiques. Certes, pour l'Angleterre ou la France impérialistes, « le danger du militarisme allemand » relève du boniment, de la mythologie belliqueuse, du tapage concurrentiel.

Mais pour la Russie révolutionnaire et républicaine en revanche, le danger du militarisme allemand est parfaitement réel. Les prolétaires russes seraient des politiciens bien légers s'ils ne se demandaient pas : la chair à canon allemande qui se laisse aujourd'hui mener à la boucherie sur tous les champs de bataille par l'impérialisme, n'obéira-t-elle pas demain aux ordres qui lui seront donnés de marcher contre la révolution russe ? Scheidemann, Heilmann et Lensch ¹ trouveront bien une quelconque théorie « marxiste » qui leur permettra, Legien ² et Schicke élaboreront le contrat de cette livraison d'esclaves, conformément à la tradition patriotique des princes allemands qui vendaient leurs sujets comme chair à canon à l'étranger.

Pour calmer cette inquiétude sur l'avenir de la révolution russe, il n'y a qu'une seule garantie sérieuse : le réveil du prolétariat allemand, la position de force des « ouvriers et des soldats » allemands chez eux, l'action révolutionnaire du peuple allemand pour la paix.

¹ HEILMANN, Ernst, S.P.D., réformiste, Il collabora avant la guerre avec Noske à la publication d'un journal à Chemnitz puis dirigea l'Internationale Korrespondenz pour le compte de la mission générale des syndicats. Après la guerre, il fut l'animateur de la fraction social-démocrate au Landtag de Prusse.

LENSCH, Paul (1873-1926). Militant de l'aile gauche du S.P.D., il dirigea de 1905 à 1913 la *Leipziger Volkszeitung*. Après le début de la guerre, il passa à l'extrême droite du parti puis dirigea la *Deutsche Allgemeine Zeitung*. Il fut exclus du parti en 1922.

² LEGIEN, Karl (1861-1920). Dirigeant de la fédération des syndicats allemands à partir de 1890, réformiste, député S.P.D. au Reichstag, socialiste d'extrême droite pendant la guerre, Il fut en 1919-1929, député à l'assemblée nationale.

Conclure la paix avec Bethmann et Hindenburg constitue pour les soldats de la révolution russe une gageure bigrement compliquée et une exigence ambiguë. Avec les « ouvriers et les soldats » allemands, la paix serait conclue sans délai, sur une base dure comme le roc.

Ainsi, la question de la paix est liée au développement sans entraves et sans limites de la révolution russe, alors que celle-ci est liée à une action révolutionnaire parallèle pour la paix aussi bien du prolétariat anglais, français et italien que du prolétariat allemand notamment.

Le prolétariat international déchargera-t-il tout le poids du conflit avec la bourgeoisie européenne sur les ouvriers russes et eux seuls, les livrera-t-il à la fureur impérialiste de la bourgeoisie anglo-franco-italienne, à la réaction tapie et menaçante de la bourgeoisie allemande ? C'est en ces termes qu'il faut actuellement formuler la question de la paix.

Ainsi, le conflit entre la bourgeoisie internationale et la prolétariat russe révèle-t-il le dilemme de la dernière phase dans laquelle est entrée la situation mondiale: ou bien poursuite de la guerre mondiale jusqu'au massacre généralisé ou bien révolution prolétarienne - impérialisme ou socialisme.

Et nous voilà de nouveau confrontés à notre vieux mot d'ordre trahi de révolution et de socialisme, pour lequel nous avons mille fois fait campagne, mais que nous avons négligé de prendre au sérieux alors qu'il aurait pu s'incarner lorsque la guerre mondiale a éclaté. Pour tout socialiste pensant, il est à nouveau le résultat logique de la durée interminable et sans espoir du génocide. Il a déjà été négativement le résultat tangible du lamentable fiasco des tentatives de négociations diplomatiques et du pacifisme bourgeois. Aujourd'hui, il se représente à nous positivement, il a pris corps dans l'œuvre, les destinées et l'avenir de la révolution russe. Malgré la trahison, malgré la faillite des masses ouvrières, malgré l'effondrement de l'Internationale socialiste, la grande loi historique s'est frayé un chemin, comme un torrent dont on a comblé le lit habituel et qui, enfoui dans les profondeurs, resurgit éclatant de lumière.

Histoire, vieille taupe, tu as fait du bon travail ! En cet instant retentit sur le prolétariat international, sur le prolétariat allemand le mot d'ordre, l'appel que seule peut faire jaillir l'heure grandiose d'un tournant mondial : Impérialisme ou socialisme. Guerre ou révolution, il n'y a pas d'autre alternative !

Spartakusbriefer, no 5, mai 1917, pp. 85-90.

5. *Deux messages de Pâques*

. ←

Au drame historique mondial grandiose qui s'est joué sur les bords de la Neva, correspond l'épisode grotesque et divertissant qui se joue sur les bords de la Spree. Sous l'influence de la révolution russe, l'Allemagne prussienne entreprend de se « moderniser ». En quoi consiste donc cette « réorientation » ? On abroge un reste de loi contre les jésuites et le fameux paragraphe linguistique dans la loi sur les associations ! C'est-à-dire un legs de la défunte époque bismarckienne des lois d'exception de 1872 ¹ et un autre de la belle époque du bloc des Hottentots de Bülow ², voilà ce que l'Allemagne liquide aujourd'hui fièrement ! Sans oublier non plus la promesse du Kaiser dans son message de Pâques : si Dieu le veut et que le peuple allemand continue à bien se conduire, il offrira un suffrage pluraliste pour la Chambre des députés de Prusse et - réformera la chambre des Pairs de Prusse. Il ne s'agit pas de perdre les pédales dirait Oncle Bräsig ³. Voilà les réformes auxquelles l'Allemagne a déjà consacré ses forces sous l'influence de la révolution russe. Ne sommes-nous pas largement dédommages des deux millions de vies humaines qu'a coûté le génocide, de la misère et de la faim des masses, du poids accablant des impôts qui nous attendent, menaçants, de l'état de siège et de la dictature du sabre que nous avons patiemment supportés pendant trois ans ? Le peuple allemand n'a-t-il pas tout avantage à obéir au montreur d'ours que sont les classes dirigeantes et à fermer sa gueule ? Celui qui ne l'a pas encore compris est une canaille.

Mais laissons là la plaisanterie. Rien n'a jeté sur la réaction effrayante et sclérosée dans laquelle sombre l'Allemagne, une lumière aussi vive que ces grotesques tentatives de « réforme » dans le reflet de l'incendie russe. On ne peut s'empêcher de penser à cette vieille bonne femme qui à la nouvelle d'une collision imminente entre la terre et la comète se

¹ En 1878 (et rien 72, Cf. Mehring, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*) fut promulguée pour deux ans et demi au Reichstag, la loi d'exception contre les socialistes. Par reconduction, la période d'interdiction s'étendit sur 12 ans. Les députés social-démocrates continuaient néanmoins à siéger au Reichstag mais le parti fut obligé de se réfugier dans la clandestinité.

² Bloc des Hottentots : Le Reichstag ayant refusé de voter des crédits supplémentaires pour la campagne contre les Hereros et les Hottentots, Bülow le dissout, De nouvelles élections eurent lieu le 25 janvier 1907 dont résulta un renforcement du bloc libéral-conservateur, le bloc des Hottentots, qui vota les crédits demandés.

BÜLOW, Bernhard von (1849-1929) Prince. Chancelier d'Empire entre 1900 et 1909. En 1914-15, ambassadeur en Italie, il tenta de faire entrer l'Italie en guerre aux côtés des Empires centraux. Il échoua et se retira de la vie politique.

³ Mot à mot : garde bien le nez au milieu du visage. Oncle Bräsig est l'un des personnages principaux du romancier bas-allemand Fritz Reuter.

dépêche de sortir de sa commode toutes ses mantilles surannées pour en secouer les mites. On assiste aujourd'hui à un pèlerinage généralisé vers la Russie qui était hier le « pays des cosaques », comme jadis les trois Rois du Levant partaient pour Bethléem, le berceau du Sauveur ; et pendant ce temps, l'Allemagne, le pays des « libertés constitutionnelles » remue quelque peu les tas d'immondices de l'Elbe orientale qu'elle vient de mettre à jour, et dans les effluves infernales qui s'en dégagent, elle joue le rôle de l'épouvantail du Moyen Age. Il ne faut pas plus de 24 heures aux éruptions volcaniques révolutionnaires pour modifier à ce point le profil politique de la terre !

Mais le prolétariat allemand, lui aussi, reste encore à peu près médusé ; pour lui, la révolution se passe en Russie, elle n'est qu'un spectacle réconfortant et édifiant chez le voisin. Il ne comprend pas qu'il s'agit là de *sa propre cause*, la cause du prolétariat international un et indivisible, que là s'engage la première manche du conflit historique mondial contre l'hégémonie de classe du capital. Les jeunes « chefs » du prolétariat allemand le comprennent encore moins, ils ont malheureusement été élevés ou plutôt rabaissés à l'école de la vieille social-démocratie allemande. L'Arbeitsgemeinschaft a réagi à la révolution russe par l'établissement d'un « programme d'action » tout neuf, et elle entend par là ... une longue liste de motions terriblement progressistes qu'elle compte présenter *au Reichstag*. On y trouve de tout ! Le programme du parti y est presque intégralement reproduit et on va le déposer maintenant sur le bureau de la Chambre. On reste pantois devant cette ardeur juvénile. C'est donc là que réside actuellement l'essentiel : adresser des motions au Reichstag ! *A ce même Reichstag* de la garde impérialiste des Mamelouks ! Et à *l'instant précis où il* importe plus que tout au monde de faire comprendre enfin aux masses allemandes qu'elles n'ont rien à attendre du parlementarisme mais que tout repose sur leur énergie, leur initiative, leur capacité d'action, à l'instant même où la Russie révèle aux plus obtus la signification évidente d'un « programme d'action » et d'une « action » - l'A. G. présente une charretée de revendications très progressistes au Reichstag, et les ratiocinations à propos de ces motions sont censées constituer une « action » !

Mais, du calme ! Nous nous trompons peut-être. Le « programme d'action » de l'A. G. n'était peut-être pas conçu sérieusement comme une action parlementaire, il ne s'agissait peut être que de l'expédient habituel pour rappeler aux masses le programme social-démocrate et pour proclamer, à la tribune du Reichstag précisément qu'on n'obtient rien au Reichstag et que tout s'obtient « dans la rue » ? Mais nous disposons d'un commentaire précis sur l'opinion effective de l'A. G. à ce sujet, figurant dans l'article de Pâques du 8 avril du *Mitteilungsblatt* de l'A. G. :

« On ne peut faire une révolution artificiellement, c'est là une vérité bien vieille. Elle est encore plus vraie pour notre époque qu'elle ne l'a jamais été. On peut, certes, mettre des putschs en scène, *mais ils sont condamnés à l'échec face aux moyens de pression merveilleusement organisés de l'État militaire actuel, de même que les révoltes des affamés qui jaillissent spontanément peuvent être vite étouffées.* Comme c'est le cas dans une guerre moderne, une multitude de facteurs devront se conjuguer avant qu'un peuple tout entier ne soit agité par de puissants remous. C'est pourquoi il est erroné de *vouloir transposer schématiquement les méthodes révolutionnaires d'un pays à l'autre, alors que les fondements économiques, la situation politique et sociale, le développement historique et le caractère populaire diffèrent... »*

« *Les conditions auxquelles nous devons faire face sont différentes de celles de la Russie, la lutte pour notre liberté intérieure doit donc emprunter d'autres formes.* Sous l'influence

morale des événements de Russie, cette lutte a commence ces jours-ci sur le terrain parlementaire. »

Il s'agit donc, sans ambiguïté possible, d'une profession de foi en faveur d'une formule pleine de sagesse : en Russie on fait des révolutions, en Allemagne, en revanche, on « lutte » au Parlement. C'est là mot pour mot ce que préconisaient Theodor Wolf et l'ambitieux avocat W. Heine ¹ dans l'organe libéral de Mosse ! Et voilà, encore une fois, un échantillon classique du crétinisme parlementaire, sincère, intact, inaliénable, incorrigible qui mérite la plus rude des corrections. C'est bien là que se prêche l'impossibilité d'une révolution de masse en Allemagne, c'est là qu'on remâche les bavardages insipides sur les « moyens de pression merveilleusement organisés d'un État moderne ». Bien que précisément le conseil des ouvriers et des soldats russes prouve que ces moyens peuvent très bien servir la puissance du peuple, de la révolution, si - si justement le prolétariat est révolutionnaire ! ...

Mais en Allemagne, l'A. G. assigne aux masses prolétariennes une autre tâche : « La vigueur de nos parlementaires » étant « à elle seule encore trop faible », poursuit le même article quelques lignes plus loin, ils doivent maintenir « un contact étroit » avec les masses et veiller à obtenir leur « collaboration » à l'action parlementaire des élus au Reichstag. » C'est à cette seule condition que nos parlementaires pourront faire aboutir leurs exigences de liberté ». C'est là l'enseignement profond que le *Mitteilungsblatt* pense devoir tirer des expériences de la Russie, de cette même Russie où au contraire, les masses viennent d'édifier une république, grâce à une *action immédiate, spontanée et révolutionnaire*, non seulement contre l'absolutisme mais tout autant *contre un parlement monarchiste et réactionnaire* : *contre* la Douma russe, où elles ont dû asservir intégralement ce parlement et plus encore, le supprimer tout à fait pour « faire aboutir leurs exigences de liberté » ! Voilà une façon bien étrange de voir les choses ! En Allemagne, les masses sont tout juste habilitées à accompagner les hauts faits des députés au Reichstag d'un chorus « coopératif ». C'est aux parlementaires que revient comme toujours le privilège de l'action, c'est à *eux* de « faire aboutir les exigences de liberté » et le Reichstag mamelouk de l'impérialisme est le lieu prédestiné où naîtra la liberté allemande ! - Ainsi, le « programme d'action » de FA. G. se présente comme un autre volet digne des « réformes » germano-prussiennes citées plus haut : deux magnifiques farces à propos du bouleversement mondial que constitue la révolution russe. Mais l'élément le plus intéressant de la belle profession de foi du *Mitteilungsblatt*, est sa conception fondamentale des événements de Russie.

Dans la tradition du libéralisme petit bourgeois, les dirigeants de l'« *Arbeitsgemeinschaft* » ne perçoivent dans la révolution russe qu'une amélioration libéralo-bourgeoise d'un tsarisme dépassé. Ils ne se rendent pas compte un seul instant qu'il pourrait bien s'agir aussi d'une première révolution prolétarienne de *transition* d'une portée historique mondiale, destinée à réagir sur l'ensemble des pays capitalistes et que, par conséquent, ce combat socialiste et prolétarien Pour le pouvoir ne peut emprunter, en Allemagne comme ailleurs, que des voies révolutionnaires ! Et cette théorie asthmatique des « merveilleux moyens de pression de l'État » et de la substitution à la révolution de la « lutte » parlementaire est prêchée aux ouvriers allemands au moment précis où la paix et l'avenir tout entier du socialisme international dépendent de ce que la classe ouvrière allemande sorte enfin de l'aveuglement fatal où la tenait plongée depuis des décennies, la social-démocratie allemande officielle : le dogme selon lequel tout ce qu'on obtient ailleurs par des moyens révolutionnaires ne peut

¹ HEINE, Wolfgang, avocat, membre du S.P.D., révisionniste, adversaire de longue date de Rosa, il collabora aux *Sozialistische Monatshefte*. *Socialiste* majoritaire pendant la guerre, il fit partie, après 1918, du gouvernement prussien.

être acquis en Allemagne que « sur le terrain parlementaire », grâce aux hâbleries des députés! ... En vérité, le message de Pâques de l'A. G. de Berlin se marie à ravir à celui du Kaiser sur la réforme électorale prussienne : tous deux sont les produits d'une sagesse politique moisie et éventée qui, malgré la guerre mondiale et les bouleversements mondiaux s'enorgueillit littéralement de n'avoir rien oublié sans avoir rien appris.

Spartakusbriefe, no 5, mai 1917, pp. 104-107.

6. *La responsabilité historique*

. ←

Après l'armistice, la paix séparée entre l'Allemagne et la Russie n'est plus qu'une question de temps. Parmi les instantanés de la guerre mondiale, l'histoire future fixera certainement les grimaces du semi-absolutisme allemand au moment où il reconnaît comme « souverains légaux » les « mendiants et conjurés », où il proclame solennellement le principe de la non-immixtion dans les affaires d'un État étranger et où il entreprend de protéger les insurgés de la Néva contre « les calomnies de l'Entente ». Le procès de Koenigsberg, les agents provocateurs lancés aux troussees des Russes, les services de mercenaires rendus au tsarisme, tout est oublié. Et pourquoi pas ? Si la social-démocratie allemande a oublié le programme d'Erfurt ¹, pourquoi le gouvernement allemand n'oublierait-il pas des bagatelles comme le procès de Koenisberg ? L'un amène l'autre.

Seule une confiance solide comme le roc dans la stupidité inébranlable des masses populaires allemandes a permis à la réaction allemande de tenter une audacieuse expérience : de toper avec les « incendiaires criminels » de Pétersbourg qui viennent de jeter aux orties le trône, l'autel, le versement des intérêts sur les prêts étrangers, les états, les titres et diverses autres choses sacro-saintes, qui pendent les commandants en chef récalcitrants à la fenêtre des wagons de chemin de fer et fourrent les princes du sang importuns au cachot, cela seul leur a permis de serrer cette main « scélérate ». Le semi-absolutisme germano-prussien négocie cordialement avec les Lénine et Trotski qui devaient, quelques années auparavant, faire un vaste détour pour ne pas passer devant la préfecture de police de Berlin !... Qui ne se souvient à ce propos de la scène savoureuse de *Mon oncle Benjamin* ², où Monsieur le Comte fier et arrogant, s'étant coincé une arête dans la gorge, baise le docteur bourgeois qu'il méprise sur une partie du corps généralement couverte, à la seule fin de s'assurer son aide salvatrice. Nécessité fait loi, disait déjà le chancelier d'Empire Bethmann-Hollweg. Les Hindenburg et Ludendorf préféreraient, ô ! combien ! laisser parler leur grosse Berta avec la « bande » de Pétersbourg... Mais, du calme ! Il faut réserver ces vœux intimes pour une occasion ultérieure. Provisoirement, la « bande » de Pétersbourg vient à point ; son évangile subversif de paix retentit comme une musique céleste aux oreilles de l'impérialisme allemand.

Selon les commentaires de presse, Trotski a prononcé à plusieurs reprises, à la Commission centrale des Soviets des discours sur la situation internationale où il a peint l'influence de l'offre de paix russe sur tous les pays dans les couleurs les plus tendres. Selon

¹ Programme de la social-démocratie allemande adopté en 1891.

² Mon oncle Benjamin: Roman publié en 1841 par Claude Tillier, pamphlétaire libéral.

lui l'Europe de l'Ouest prouve que « les espérances les plus hardies » des soviets se sont accomplies et que la paix générale est en très bonne voie de réalisation.

Si ces commentaires de presse sont exacts, il faudra verser beaucoup d'eau dans le vin mousseux de Trotski. Il est psychologiquement compréhensible que les bolcheviks, dans leur situation, ressentent actuellement le besoin de considérer que leur politique est couronnée de succès dans la question décisive de la paix et celui de la présenter comme telle au peuple russe. A l'observation lucide, les choses s'éclairent différemment.

Première conséquence de l'armistice à l'Est : les troupes allemandes seront tout simplement transférées d'Est en Ouest. Je dirais même plus : c'est déjà fait. Trotski et ses amis peuvent bien se consoler et consoler le soviét à la pensée qu'ils voulaient obtenir comme condition d'armistice, l'obligation de ne pas entreprendre de déplacements de troupes afin de ne pas prendre les puissances occidentales à revers. Les militaires allemands ont sans doute ri sous cape à l'annonce de cette exigence, car ils savent fort bien de quel bois ils se chauffent. Avant même que l'armistice ne soit signé, les troupes allemandes ont été transportées par centaines de milliers de Russie en Italie et en Flandres. Les dernières avancées sanglantes des Allemands près de Cambrai et dans le Sud, les derniers et « brillants » succès en Italie sont déjà les effets de l'insurrection bolchevique de Novembre à Pétersbourg.

Le cœur encore chaud des scènes de fraternisation avec les soldats révolutionnaires russes, des photos de groupe communes, des chants et des vivats à la gloire de l'Internationale, les « camarades » allemands se précipitent déjà, à bras raccourcis, dans le feu des actions de masses héroïques afin d'assassiner pour leur part des prolétaires français, anglais et italiens. L'apport de masses fraîches de chair à canon allemande fera rejaillir dix fois plus fort l'ardeur du carnage sur les fronts Ouest et Sud. Il est bien évident que la France, l'Angleterre et l'Amérique seront amenées à faire des efforts ultimes et désespérés. Ainsi, l'armistice russe et la paix séparée à l'Est qui le suivra de près, auront pour premiers résultats, non pas l'accélération de la paix générale mais tout d'abord la prolongation du génocide et l'accroissement monstrueux de son caractère sanglant ; en regard des sacrifices qu'il coûtera des deux côtés, ceux qui ont déjà été consentis paraîtront dérisoires. Un renforcement considérable de la position militaire de l'Allemagne, et par là-même de ses appétits et de ses projets d'annexion les plus téméraires, sera le résultat suivant.

A l'Est, l'annexion de la Pologne, de la Lithuanie et de la Courlande est chose convenue entre les Empires centraux, explicitement ou non, du moins pour le moment ; et, compte tenu de la situation de fait en Russie, l'impérialisme allemand ne s'attend pas, bien sûr, à se voir opposer une résistance quelconque lors des pourparlers de paix séparée.

Mais maintenant que tout souci à l'Est lui a été ôté et qu'il est pourvu de réserves fraîches, il songe à modifier la règle du jeu à l'Ouest. Il jettera d'abord, en se moquant, à la barbe des Scheidemann le masque de retenue vertueuse que lui avait imposé la situation précaire dans laquelle il se trouvait jusqu'à présent ; et si Dieu le veut, car Dieu, comme on le sait, est du côté des bataillons les plus forts, il dictera une « paix allemande ». Les derniers discours des Czernin¹ et consorts rendent un tout autre son de cloche que du temps de la note pontificale de paix.

¹ Comte Ottokar Czernin von und zu Chudenitz (1872-1932). Fut nommé, en décembre 1916 ministre austro-hongrois des Affaires étrangères. En 1917, il proposa de gagner la France à la cause de la paix en lui cédant certains territoires, l'Alsace-Lorraine. Au printemps de 1918, il participa à la conclusion du traité de paix de Brest-Litovsk.

Telle est la situation ; et les bolcheviks se trompent eux-mêmes s'ils croient voir, dans la lumière de leur paix séparée, se dessiner le ciel de la paix générale où chantent les violoncelles. Dans la révolution russe, ceux « qui rient les derniers » ne sont jusqu'à présent que les Hindenburg et les pangermanistes.

Si les choses et leurs effets deviennent le contraire de ce qu'ils devaient être, la faute n'en incombe pas, en premier lieu, aux Russes. Ils se trouvaient dès l'abord dans la situation fautive d'avoir à choisir entre deux sortes de coups : servir de renfort à l'Entente ou à l'impérialisme allemand. Ceci exigeait la conclusion de la paix, cela, la prolongation de la guerre. Est-ce un miracle s'ils ont choisi la première solution ?

Tout le calcul de la lutte des Russes pour la paix reposait en effet sur le postulat que la révolution en Russie serait le signal du soulèvement révolutionnaire du prolétariat à l'Ouest : en France, en Angleterre, en Italie, mais surtout en Allemagne. Dans ce seul cas, mais sans aucun doute alors, la révolution russe aurait été le point de départ de la paix générale. Cela ne s'est pas produit. Quelques efforts courageux du prolétariat italien mis à part¹, les prolétaires de tous les pays ont fait faux bond à la révolution russe. Mais, internationale par sa nature même et dans son essence profonde, la politique de classe du prolétariat ne peut être réalisée que sur le plan international. Si elle se limite à un seul pays tandis que les ouvriers des autres pays pratiquent une politique bourgeoise, l'action de l'avant-garde révolutionnaire est dévoyée dans ses conséquences ultérieures. Voilà pourquoi le seul effet international qu'ait produit, jusqu'à présent, la révolution russe est un accroissement considérable de puissance de l'impérialisme allemand et une aggravation générale de la guerre mondiale. La faute de ce *quiproquo* historique tragique incombe en premier lieu au prolétariat *allemand*. C'est sur lui que repose devant l'histoire, la responsabilité principale des flots de sang que l'on verse à présent et des conséquences sociales et politiques d'une éventuelle défaite des États occidentaux par l'impérialisme allemand triomphant. Car seul le prolétariat allemand en persévérant à faire le mort a contraint les révolutionnaires russes à conclure la paix avec l'impérialisme allemand, seule puissance souveraine en Allemagne. Et seule cette même attitude de cadavre *a permis* à l'impérialisme allemand d'exploiter à ses propres fins la révolution russe.

Les ouvriers allemands ne sentent-ils pas la gifle qu'on leur inflige : leurs gouvernants se mettent, sans vergogne, au garde-à-vous devant le rouge bonnet phrygien de Pétersbourg au moment même où ils renvoient la « représentation populaire » allemande - pardonnez-moi l'expression - comme un chien dans sa niche et où ils resserrent d'un cran la muselière du peuple allemand ? Les « dirigeants ouvriers » allemands semblent, en tout cas, ne pas remarquer la caresse. Ils en sont encore - même les « indépendants » - à chercher vigoureusement à convaincre le gouvernement allemand de ne pas laisser passer l'occasion, de ne pas se montrer farouche, de ne pas repousser « la main pacifique que lui tendent les Russes ». Ne craignez rien, braves gens, l'impérialisme allemand ne laissera certainement pas passer l'occasion de laisser les Jacobins de Pétersbourg tirer pour lui les marrons du feu. Les « dirigeants ouvriers » n'ont absolument pas besoin de se mettre en frais.

Et prenant en compte ce revirement - la conclusion de la paix a pour conséquence la prolongation de la guerre et de la victoire révolutionnaire du prolétariat russe a pour consé-

¹ Le 13 août 1917, Goldenberg et Smirnov, envoyés du gouvernement Kerenski, firent devant 40 000 personnes à Turin, un discours que traduisit Seratti, en l'infléchissant vraisemblablement à gauche, de sorte que les manifestants crièrent : « Vive Lénine » ! Le 22 août au soir, à la suite du manque de pain, la grève générale éclatait à Turin. Le lendemain et les jours qui suivirent, ou lança les chars d'assaut contre les manifestants. A l'issue de ces émeutes, on pouvait compter 50 morts, 200 blessés et 1500 arrestations. Cf. Robert Paris, Histoire du fascisme en Italie, vol. I, Paris, Maspero, 1962, pp. 97-98.

quence un renforcement extrême de la puissance du semi-absolutisme allemand -, même les gens de « l'Arbeitsgemeinschaft » ne trouvent rien de plus urgent à faire que d'exiger du gouvernement allemand qu'il fasse connaître ses « objectifs de guerre » ! « Où en sont les objectifs de guerre allemands » ? écrit la *Leipziger Volkszeitung*¹. Les gramophones « indépendants » n'ont désormais plus que ce disque à passer et ne savent que le rabâcher sans cesse. « Si le gouvernement allemand maintient la politique qu'il a pratiquée jusqu'à présent, un danger nous menace : la poursuite de la guerre jusqu'à l'orgie de sang, jusqu'à la catastrophe complète de l'Europe - malgré la volonté de paix des Russes » ! C'est ainsi que l'organe du parti à Leipzig achève, menaçant, son centième avertissement au gouvernement allemand.

Grands dieux ! Le gouvernement allemand maintiendra, bien sûr, « la politique qu'il a pratiquée jusqu'à présent ». En tant que « Commission gérante des affaires des classes dirigeantes » il n'a, que je sache, aucune raison de modifier sa politique. Celle qui a tous les motifs de modifier la politique pratiquée jusqu'à présent, c'est la *classe ouvrière* allemande. Si l'on ne veut pas que la guerre aboutisse à l'anéantissement général ou au triomphe de la réaction allemande la plus noire, c'est à *elle* de renverser « la politique pratiquée jusqu'à présent » à savoir la politique de chair à canon et de « faire connaître » publiquement ses « objectifs de guerre » contre l'impérialisme.

La paix générale ne saurait être atteinte sans le renversement de la puissance dirigeante en Allemagne. Seul le flambeau de la révolution, seule la lutte de masse ouverte pour le pouvoir politique, pour la domination du peuple et la république en Allemagne permettra d'empêcher le retour de flamme du génocide et le triomphe des annexionnistes allemands à l'Est et à l'Ouest. Les ouvriers allemands sont appelés maintenant à porter d'Est en Ouest le message de la révolution et de la paix. Faire la fine bouche ne sert à rien, il faut y aller.

Spartakusbriefe, no 8, janvier 1918, pp. 148-151.

¹ *Leipziger Volkszeitung* : Organe de l'aile gauche de la social-démocratie allemande auquel collaborèrent Rosa Luxemburg et Franz Mehring. Quotidien de 1894 à 1933, il fut, de 1917 à 1922 l'organe de l'USPD. Après 1922, il devint social-démocrate majoritaire.

7. *La tragédie russe*¹

←

Depuis la paix de Brest-Litovsk, la révolution russe est dans une mauvaise passe. La politique qui a guidé les bolcheviks est évidente : la paix à tout prix pour gagner un peu de répit, établir et affermir entre-temps la dictature prolétarienne en Russie, réaliser le plus grand nombre possible de réformes dans le sens du socialisme et attendre ainsi qu'éclate la révolution prolétarienne internationale, en hâter conjointement l'avènement par l'exemple russe. Les masses populaires russes en avaient plus qu'assez de la guerre, le tsarisme avait laissé derrière lui une armée désorganisée, la poursuite de la guerre semblait donc devoir déboucher à coup sûr sur un vain massacre de la Russie et il n'y avait pas d'autre issue possible qu'une conclusion rapide de la paix. C'est ainsi que Lénine et ses amis dressaient le bilan.

Il leur était dicté par deux convictions purement révolutionnaires : une foi inébranlable dans la révolution européenne du prolétariat, qui constituait pour eux la seule issue et la conséquence inévitable de la guerre mondiale et la décision non moins inébranlable de défendre jusqu'au bout le pouvoir qu'ils avaient conquis en Russie afin de s'en servir pour accomplir le plus énergique et le plus radical des bouleversements.

Mais c'était, dans sa majeure partie, un bilan dressé à l'insu du propriétaire, en d'autres termes, sans le militarisme allemand auquel la Russie s'est livrée pieds et poings liés par la paix séparée. En fait, la paix de Brest n'est qu'une capitulation du prolétariat révolutionnaire russe devant l'impérialisme allemand. Certes, Lénine et ses amis ne se sont pas trompés sur les faits, pas plus qu'ils n'ont trompé les autres. Ils ont reconnu la capitulation sans détours. Malheureusement, ils se sont fourvoyés dans l'espérance de pouvoir acheter un véritable répit au prix de cette capitulation, de pouvoir échapper réellement à l'enfer de la guerre mondiale par une paix séparée. Ils n'ont pas tenu compte du fait que la capitulation de la Russie à Brest-Litovsk² aurait pour conséquence un énorme renforcement de la politique impérialiste pangermanique et affaiblirait, par là-même, les chances d'un soulèvement révolutionnaire en

¹ Cet article exprime des craintes qui sont assez répandues dans nos milieux - des craintes que suscite la *situation objective* des bolcheviks et non leur *attitude subjective*. Nous publions cet article essentiellement pour sa conclusion : sans révolution allemande, pas de salut pour la révolution russe, pas d'espoir pour le socialisme en cette guerre mondiale. Il ne reste qu'une seule solution : le soulèvement de masse du prolétariat allemand. (Note de la rédaction des Lettres de Spartacus).

² Brest-Litovsk : Le 3 mars 1918 fut conclue à Brest-Litovsk une paix entre la Russie d'une part, l'Allemagne, l'Autriche, Hongrie, la Turquie et la Bulgarie d'autre part. La Russie soviétique consentait à être amputée, les troupes allemandes restant sur les territoires occupés par elles. Ce traité fut annulé après la révolution de novembre en Allemagne.

Allemagne, ne mènerait nullement à la fin des hostilités avec l'Allemagne mais introduirait simplement un nouveau chapitre de cette guerre.

En effet, la « paix » de Brest-Litovsk est une chimère. La paix n'a pas régné un seul instant entre la Russie et l'Allemagne. Depuis Brest-Litovsk et jusqu'aujourd'hui, la guerre a continué, une guerre particulière, unilatérale : avancée allemande systématique et repli silencieux des bolcheviks, pas à pas. L'occupation de, l'Ukraine, de la Finlande, de la Livonie, de l'Estonie, de la Crimée, du Caucase, d'un nombre sans cesse croissant de territoires de la Russie du Sud - voilà le résultat de « l'état de paix » qui règne depuis Brest-Litovsk.

Et cela voulait dire : premièrement, l'écrasement de la révolution et la victoire de la contre-révolution dans tous les fiefs révolutionnaires de Russie. Car la Finlande, les pays baltes, l'Ukraine, le Caucase, les territoires de la mer Noire - tout cela, c'est la *Russie*, c'est-à-dire le terrain de la *révolution russe*, n'en déplaie aux phraséologues creux et petit-bourgeois qui papotent sur « le droit des nations à l'autodétermination ».

Deuxièmement, cela veut dire que la partie grand-russe du terrain révolutionnaire est coupée des régions à blé, à charbon, à minerai, à pétrole, c'est-à-dire des sources de vie essentielles de la révolution.

Troisièmement : tous les éléments contre-révolutionnaires de l'intérieur de la Russie y trouvent encouragement et renfort en vue d'une résistance acharnée contre les bolchéviks et les mesures qu'ils prennent.

Quatrièmement : L'Allemagne se voit assigner un rôle d'arbitre dans les relations politiques et économiques de la Russie avec ses propres provinces - Finlande, Pologne, Lithuanie, Ukraine, Caucase - et avec ses voisins - la Roumanie.

La conséquence générale de cette ingérence illimitée de l'Allemagne dans les affaires de la Russie est bien évidemment un monstrueux renforcement de la position de l'impérialisme allemand à l'intérieur comme à l'extérieur, ce qui chauffe à blanc la résistance et la volonté belliqueuse des pays de l'Entente et signifie donc la prolongation et le durcissement de la guerre mondiale. Et plus encore : le manque de résistance de la part de la Russie qu'ont révélé les progrès sans entraves de l'occupation allemande, devait bien naturellement faire miroiter à l'Entente et au Japon la possibilité d'une contre-offensive en territoire russe afin d'éviter un déséquilibre considérable en faveur de l'Allemagne et de satisfaire conjointement les appétits impérialistes aux dépens d'un colosse sans défense. A présent, on lui enlève le Nord et l'Est de la Russie d'Europe ainsi que toute la Sibérie et l'on supprime ainsi aux bolchéviks leurs dernières sources vitales.

Ainsi, la révolution russe, grâce en définitive à la paix de Brest est encerclée, affamée, harcelée de toutes parts.

Mais même à l'intérieur, sur le terrain que l'Allemagne a bien voulu laisser aux bolcheviks, on a contraint le pouvoir et la politique de la révolution à dévier du droit chemin. Les attentats contre Mirbach et Eichhorn¹ sont une réponse bien compréhensible au régime de terreur que l'impérialisme allemand fait régner en Russie. Certes, la social-démocratie a toujours dénoncé la terreur individuelle, mais uniquement parce qu'elle lui opposait un

¹ Le 6 juillet 1918, l'ambassadeur d'Allemagne, le Comte Mirbach-Harff, fut assassiné à Moscou par un socialiste-révolutionnaire de gauche. Le 30 juillet 1918, le Maréchal von Eichhorn, commandant en chef des troupes en Ukraine, connut le même sort à Kiev.

moyen plus efficace, la lutte de masse et non parce qu'elle lui préférerait l'acceptation passive de la dictature réactionnaire. Prétendre que les socialistes révolutionnaires de gauche ont commis ces attentats à l'instigation ou pour le compte de l'Entente, constitue bien sûr l'une des falsifications officieuses du W. T. B.¹ Ou bien ces attentats devaient donner le signal d'un soulèvement de masse contre l'hégémonie allemande, ou bien il s'agissait là d'actes de vengeance impulsifs, motivés par le désespoir et la haine du régime sanglant que fait régner l'Allemagne. Quelles qu'aient été les intentions sous-jacentes, ils étaient porteurs d'un grand danger pour la cause de la révolution en Russie, celui d'une scission à l'intérieur du regroupement socialiste établi jusqu'à présent. Ils ont taillé la brèche entre les bolcheviks et les socialistes révolutionnaires de gauche, ou plus encore, ils ont creusé le fossé, suscité une inimitié à mort entre les deux ailes de l'armée de la révolution.

Certes, les différences sociales, elles aussi - le contraste entre la paysannerie possédante et le prolétariat rural entre autres choses - auraient tôt ou tard amené la rupture entre les bolcheviks et les socialistes révolutionnaires de gauche. Mais jusqu'à l'attentat contre Mirbach, il ne semblait pas que les choses en soient arrivées là. Il est de fait, en tout cas, que les socialistes révolutionnaires de gauche accordaient leur soutien aux bolcheviks. La révolution de Novembre² qui a porté les bolcheviks à la barre, la dissolution de la constituante, les réformes que les bolcheviks ont accomplies jusqu'à présent auraient difficilement été possibles sans la collaboration des socialistes révolutionnaires de gauche. Brest-Litovsk et ses conséquences ont taillé la première brèche entre les deux courants. L'impérialisme allemand joue aujourd'hui le rôle d'arbitre dans les relations des bolcheviks avec ceux qui étaient leurs alliés dans la révolution, de même qu'il arbitre leurs relations avec les provinces qui bordent la Russie et les États voisins. Tout ceci, bien évidemment ne fait qu'accroître les oppositions déjà considérables au pouvoir et à l'œuvre de réformes des bolcheviks, ne fait que rétrécir la base sur laquelle repose leur pouvoir. Le conflit interne et la scission entre les éléments hétérogènes de la révolution étaient sans doute inévitables en soi, comme ils sont inévitables dans tout processus de radicalisation d'une révolution en marche. Mais à présent le conflit est, en fait, intervenu à propos de la dictature du sabre qu'exerce l'Allemagne sur la révolution russe. L'impérialisme allemand est le couteau que l'on retourne dans la plaie de la révolution russe.

Mais ce ne sont pas là tous les dangers ! Le cercle d'airain de la guerre mondiale qui semblait brisé à l'Est se referme autour de la Russie et du monde entier sans la moindre faille: l'Entente s'avance au Nord et à l'Est avec les Tchécoslovaques et les Japonais³ - conséquence naturelle et inévitable de l'avance de l'Allemagne à l'Ouest et au Sud. Les flammes de la guerre mondiale lèchent déjà le sol russe et convergeront sous peu sur la révolution russe. En fin de compte, il s'est avéré impossible pour la Russie de se retrancher isolément de la guerre mondiale, fût-ce au prix des plus grands sacrifices.

Et maintenant, la pire des menaces guette les bolcheviks au terme de leur chemin de croix: on voit s'approcher le spectre sinistre d'une alliance entre les bolcheviks et l'Allemagne ! Ce serait là, sans aucun doute, le dernier maillon de la chaîne fatale que la guerre mondiale a jetée autour du cou de la révolution russe : d'abord le repli, puis la capitulation et enfin l'alliance avec l'impérialisme allemand. Ainsi, la guerre mondiale à laquelle

¹ W.T.B. : Wolffs Telegraphisches Büro, Agence de Presse.

² Selon notre calendrier, la révolution d'octobre a eu lieu le 7 novembre.

³ Il s'agit de l'intervention du corps militaire tchécoslovaque et des Japonais. Après la révolution d'octobre, le gouvernement soviétique autorisa le corps tchécoslovaque, composé d'anciens prisonniers à regagner son pays par Vladivostok. Ce corps se mutina contre le gouvernement soviétique. Il fut défait en 1919.

elle voulait échapper à tout prix ne ferait que précipiter la révolution russe aux antipodes : du camp de l'Entente sous le tsar, elle passerait dans le camp de l'Allemagne sous les bolcheviks.

Que le premier geste du prolétariat révolutionnaire russe après l'explosion de la révolution ait été de quitter le ban de l'impérialisme franco-anglais, n'en demeure pas moins un fait de gloire. Mais, compte tenu de la situation internationale, entrer dans le ban de l'impérialisme allemand est encore bien pire.

Trotsky aurait déclaré que si la Russie avait le choix entre l'occupation japonaise et l'occupation allemande, elle choisirait cette dernière parce que l'Allemagne est beaucoup plus mûre pour la révolution que le Japon. Cette spéculation est manifestement tirée par les cheveux. Car le Japon n'est pas seul en cause en tant qu'adversaire de l'Allemagne, il s'agit aussi de l'Angleterre et de la France, et nul ne peut dire si les conditions internes y sont plus ou moins favorables à la révolution prolétarienne qu'en Allemagne. Le raisonnement de Trotsky est faux *a priori* dans la mesure où chaque renforcement et chaque victoire du militarisme allemand ébranle les perspectives et l'éventualité d'une révolution en Allemagne.

Mais outre ces arguments prétendument réalistes, il en est d'autres qu'il faut prendre en considération. Une alliance des bolchéviks avec l'impérialisme allemand porterait au socialisme international le coup moral le plus terrible qui pût encore lui être infligé. La Russie était le dernier refuge où le socialisme révolutionnaire, la pureté des principes, les idéaux avaient encore cours ; les éléments authentiquement socialistes en Allemagne et dans toute l'Europe portaient vers elle leurs regards afin de se guérir du dégoût que suscite la pratique du mouvement ouvrier d'Europe occidentale, afin de s'armer de courage pour persévérer et croire encore aux oeuvres idéales, aux paroles sacrées. Avec l'« accouplement » grotesque de Lénine et de Hindenburg s'éteindrait à l'Est la source de lumière morale. Il est bien évident que les dirigeants allemands mettent le couteau sous la gorge du gouvernement soviétique et profitent de sa situation désespérée pour lui imposer cette alliance contre nature. Mais nous espérons que Lénine et ses amis ne céderont à aucun prix, qu'ils seront catégoriques dans leur réponse à cette provocation : jusque-là et pas plus loin !

Une révolution socialiste assise sur les baïonnettes allemandes, une dictature prolétarienne sous la juridiction protectrice de l'impérialisme allemand - voilà qui serait pour nous un spectacle d'une monstruosité inégalée. Et ce serait de surcroît *purement et simplement de l'utopie*. Sans compter que le prestige des bolcheviks dans leur propre pays, serait anéanti ; ils y perdraient toute liberté d'action, toute indépendance, même intérieure, et d'ici très peu de temps, ils disparaîtraient totalement de la scène. Même un enfant aurait discerné depuis longtemps que l'Allemagne n'est qu'hésitante mais guette l'occasion qui lui permettra, à l'aide des Milioukov, de quelconques hetmans et de Dieu sait quels sombres hommes d'honneur et de paille, de mettre un terme au pouvoir bolchevik, de contraindre Lénine et ses amis à étrangler ce pouvoir de leurs propres mains, après leur avoir fait jouer comme aux Ukrainiens, aux Loubinski et consorts le rôle du cheval de Troie.

C'est *alors* seulement que tous les sacrifices consentis jusqu'à présent, le grand sacrifice de la paix de Brest, l'auraient été en vain ; car ils l'auraient, en fin de compte, achetée au prix de la banqueroute morale. N'importe quel déclin politique des bolcheviks dans un combat loyal contre des forces trop Puissantes et la défaveur de la situation historique, serait préférable à ce déclin moral.

Les bolcheviks ont certainement commis plus d'une faute dans leur politique et en commettent sans doute encore - qu'on nous cite une révolution où aucune faute n'ait été

commise ! L'idée d'une politique révolutionnaire sans faille, et surtout dans cette situation sans précédent, est si absurde qu'elle est tout juste digne d'un maître d'école allemand. Si, dans une situation exceptionnelle, un simple vote au Reichstag fait déjà perdre la « tête » aux « chefs » du socialisme allemand, alors que la voie leur est clairement tracée par l'abc du socialisme, si alors leur cœur bat la chamade et s'ils y perdent tout leur socialisme comme une leçon mal apprise -comment veut-on qu'un parti placé dans une situation historique véritablement épineuse et inédite, où il veut tracer de nouvelles voies pour le monde entier, comment veut-on qu'il ne commette pas de faute ?

Cependant, la situation fatale dans laquelle se trouvent aujourd'hui les bolcheviks ainsi que la plupart de leurs fautes sont elles-mêmes la conséquence du caractère fondamentalement insoluble du problème auquel les a confrontés le prolétariat international et surtout le prolétariat allemand. Établir une dictature prolétarienne et accomplir un bouleversement socialiste dans un seul pays, encerclé par l'hégémonie sclérosée de la réaction impérialiste et assailli par une guerre mondiale, la plus sanglante de l'histoire humaine, c'est la quadrature du cercle. Tout parti socialiste était condamné à échouer devant cette tâche et à périr, qu'il soit guidé, dans sa politique par la volonté de vaincre et la foi dans le socialisme international, ou par le renoncement à soi-même.

Nous aimerions les voir à l'œuvre, ces Basques pleurnichards, les Axelrod, les Dan, les Grigoriants¹ et compagnie qui, l'écume aux lèvres, vitupèrent contre les bolcheviks et colportent leurs misères à l'étranger, trouvant en cela - et comment donc ! - des âmes compatissantes, celles de héros tels que Ströbel, Bernstein et Kautsky², nous aimerions bien voir ces Allemands à la place des bolcheviks ! Toute leur subtile sagesse se bornerait à une alliance avec les Milioukov à l'intérieur, avec l'Entente à l'extérieur, sans oublier qu'à l'intérieur, ils renonceraient consciemment à accomplir la moindre réforme socialiste ou même à l'entamer, en vertu de cette célèbre prudence de châtré selon laquelle la Russie est un pays agraire où le capitalisme n'est pas encore à point.

Voilà bien la fausse logique de la situation objective tout parti socialiste qui accède aujourd'hui au pouvoir en Russie est condamné à adopter une fausse tactique aussi longtemps que le gros de l'armée prolétarienne internationale, dont il fait partie, lui fera faux bond.

La responsabilité des fautes des bolcheviks incombe en premier lieu au prolétariat international et surtout à la bassesse persistante et sans précédent de la social-démocratie allemande, parti qui prétendait en temps de paix marcher à la pointe du prolétariat mondial,

¹ AXELROD, Pavel Borissovitch (1850-1928). Avec Plekhanov, un des pionniers du marxisme en Russie, il fut l'un des fondateurs du groupe « Libération du travail ». Il devint menchevik après 1903 puis zimmerwaldien de droite pendant la guerre. Il ne participa pas à la révolution de 1917 et mourut en émigration.

DAN, Fedor Ilitch (Gourvitch) (1871-1947). Médecin membre du groupe « Libération du Travail » puis du P.O.S.D.R. Membre permanent du Comité Central menchevik, centriste pendant la guerre mondiale, il fut en 1917 membre du Soviet de Pétrograd ; émigra en 1922.

GRIGORIANTS, collaborateur menchevik du Vorwärts.

² STRÖBEL, Heinrich, Militant du S.P.D. qui pendant la guerre sembla vouloir pendant un certain temps aller du côté des internationalistes mais qui épousa rapidement la tendance Kautsky et poursuivit son évolution vers la droite du Parti.

BERNSTEIN, Eduard (1850-1932). Père du « révisionnisme », il fut membre du Reichstag à plusieurs reprises. Pacifiste centriste pendant la guerre mondiale, il fut l'un des fondateurs de l'« Arbeitsgemeinschaft ». Il réintégra les rangs de la social-démocratie majoritaire en 1919.

KAUTSKY, Karl (1854-1938). Théoricien marxiste du S.P.D., idéologue influent de la IIe Internationale, il fonda et édita la Neue Zeit et contribua à élaborer le programme d'Erfurt. Pacifiste pendant la guerre, il fit partie de l'aile droite de l'U.S.P.D. puis aida à organiser, en 1922, l'Internationale deux et demi.

s'attribuait le privilège d'endoctriner et de diriger tout le monde, comptait dans le pays au moins dix millions de partisans des deux sexes et qui maintenant crucifie le socialisme trente six fois par jour sur l'ordre des classes dirigeantes, comme les valets vénaux du Moyen Age.

Les nouvelles qui nous viennent aujourd'hui de Russie et la situation des bolcheviks sont un appel émouvant à la dernière étincelle du sentiment de l'honneur qui sommeille encore dans les masses d'ouvriers et de soldats allemands. Ils ont permis de sang-froid que la révolution russe soit déchiquetée, encerclée, affamée. Puissent-ils à la douzième heure la sauver au moins du comble de l'horreur : le suicide moral, l'alliance avec l'impérialisme allemand.

Il n'y a qu'une seule issue au drame qui s'est noué en Russie : l'insurrection tombant sur l'arrière de l'impérialisme allemand, le soulèvement des masses allemandes qui donnerait le signal d'un achèvement révolutionnaire international du génocide. Le sauvetage de l'honneur de la révolution russe coïncide, en cette heure fatale, avec le salut de l'honneur du prolétariat allemand et du socialisme international.

Spartakusbriefer, no 11, septembre 1918, pp. 181-186.

8. *La révolution russe*

. ↵

I

La révolution russe est le fait le plus prodigieux de la guerre mondiale. Son jaillissement, son extrémisme sans précédent, son effet durable réfutent admirablement l'argument qu'a avancé la social-démocratie allemande dans son ardeur servile pour justifier idéologiquement la campagne de conquêtes de l'impérialisme allemand : la mission des baïonnettes allemandes devait être de renverser le tsarisme et de libérer les populations opprimées. La révolution russe a pris une ampleur considérable, l'influence qu'elle a exercée en profondeur lui a permis d'ébranler tous les rapports de classes, de révéler l'ensemble des problèmes économiques et sociaux, de passer conséquemment, avec la fatalité de sa logique interne, du premier stade - la république bourgeoise - à des stades toujours supérieurs ; en cela, le renversement du tsarisme n'a été qu'un épisode mineur, presque une bagatelle. Tout ceci prouve, noir sur blanc, que la libération de la Russie n'a pas été l'œuvre de la guerre et de la défaite militaire du tsarisme, qu'elle n'est pas à inscrire au compte des « baïonnettes allemandes dans des poings allemands » comme le promettait l'éditorial de la *Neue Zeit*¹ dirigée par Kautsky ; au contraire, elle avait des racines profondes dans le pays, elle était parvenue au stade ultime de maturité interne. L'aventure guerrière de l'impérialisme allemand, placée sous l'emblème idéologique de la social-démocratie allemande, n'a nullement provoqué la révolution en Russie, elle l'a tout juste interrompue provisoirement à ses débuts - après le premier flux de 1911-1913 - pour lui créer ensuite, après qu'elle eût éclaté, les conditions les plus difficiles et les plus anormales.

Mais pour tout observateur qui réfléchit, ce processus est une preuve flagrante à la charge de la théorie doctrinaire que Kautsky partage avec le parti des social-démocrates gouvernementaux selon laquelle la Russie, pays économiquement arriéré, essentiellement agraire, n'est pas mûr pour une révolution sociale ni pour une dictature du prolétariat. Cette théorie qui n'admet comme possible en Russie qu'une révolution *bourgeoise* - la conséquence de cette conception étant une tactique d'alliance des socialistes de Russie avec le libéralisme bourgeois - est partagée par l'aile opportuniste du mouvement ouvrier russe, les « mencheviks », placés sous la direction éprouvée d'Axelrod et de Dan. Dans cette interprétation fondamentale de la révolution russe, dont découlent naturellement les prises de position face aux

¹ Die Neue Zeit, Stuttgart 1883 - 23 août 1923. Hebdomadaire, organe théorique du S.P.D. ; édité par Kart Kautsky jusqu'en 1917 puis par Heinrich Cunow de 1918 à 1922.

questions de détail dans la tactique, les opportunistes allemands et russes rencontrent tous deux les socialistes gouvernementaux allemands ; selon eux, la révolution russe n'aurait pas dû dépasser un certain stade, le noble but que s'était fixé la stratégie militaire allemande dans l'imagination de la social-démocratie allemande, le renversement du tsarisme. Si elle est allée au-delà, si elle s'est fixé pour tâche l'établissement de la dictature du prolétariat, ce fut, selon cette doctrine, une faute grossière de l'aile extrémiste du mouvement ouvrier russe, les bolchéviks ; et tous les déboires qu'a connus la révolution dans son développement ultérieur, toutes les confusions dont elle a été victime, sont le résultat de cette faute fatale. *Théoriquement*, cette doctrine présentée aussi bien par le *Vorwärts* de Stampfer¹ que par Kautsky comme un fruit de la « pensée marxiste », aboutit à cette découverte « marxiste » originale qu'un bouleversement socialiste est l'affaire nationale, quasiment domestique, de chaque État moderne en particulier. Dans la brume de ce schéma abstrait, un Kautsky s'entend, bien sûr, à dépeindre très précisément les relations économiques mondiales du capital qui font que tous les États modernes sont organiquement liés. Mais la révolution de Russie - fruit du développement international et de la question agraire - ne peut s'accomplir dans les limites de la société bourgeoise.

Pratiquement, cette doctrine tend à refuser la responsabilité du prolétariat international et principalement du prolétariat allemand dans l'histoire de la révolution russe, à nier les interférences internationales de cette révolution. Ce n'est pas le manque de maturité de la Russie que la guerre et la révolution russe ont mis en évidence, mais elles ont prouvé que le prolétariat allemand n'était pas assez mûr pour remplir sa mission historique. Et ce fait doit ressortir nettement de toute analyse critique de la révolution russe. Les destinées de la révolution en Russie dépendaient intégralement des événements internationaux. En misant à fond sur la révolution mondiale du prolétariat, les bolcheviks ont précisément donné la preuve éclatante de leur intelligence politique, de la fermeté de leurs principes, de l'audace de leur politique. C'est là qu'on peut constater les progrès considérables dans le développement du capitalisme au cours de la dernière décennie. La révolution de 1905-07 n'a rencontré qu'un faible écho en Europe. Elle était donc condamnée à demeurer un chapitre introductif. La suite et la fin étaient liées au développement européen.

Ce n'est pas bien sûr une apologie aveugle, mais une critique approfondie et réfléchie qui seule permettra d'exploiter tous ces trésors d'expériences et d'enseignements. Il serait insensé d'imaginer que la première tentative d'importance mondiale d'instaurer une dictature de la classe ouvrière serait pleinement fructueuse et surtout dans les circonstances les plus difficiles qui soient : au milieu de la conflagration mondiale et du chaos d'un génocide impérialiste, dans l'étau d'acier de la plus réactionnaire des puissances militaires européennes, devant l'abandon complet du prolétariat international, ce que la Russie fait ou ne fait pas lors d'une expérience de dictature ouvrière, dans des conditions aussi parfaitement anormales, ne saurait atteindre le sommet de la perfection. Au contraire, les concepts élémentaires de la politique socialiste et l'analyse des conditions historiques nécessaires obligent à reconnaître que dans des circonstances aussi dramatiques, ni le plus gigantesque des idéalismes, ni une énergie

¹ *Vorwärts*, Berlin 1891-1933, quotidien, organe central du S.P.D. ; fait suite au Berliner Volksblatt ; en 1916, il passe aux mains des social-démocrates majoritaires. Rédacteurs en chef : W. Liebknecht, R. Hilferding, Ernst Meyer, Friedrich Stampfer et Kurt Geyer. Après son interdiction sous le régime nazi, il passe à Karlovy Vary en Tchécoslovaquie et devient, à partir du 18 juin 1933 le Neuer Vorwärts. Le 17 janvier 1938, il se transporte à Paris.

STAMPFER, Fritz (1874-1957). Journaliste social-démocrate, il fut de 1917 à 1933, le rédacteur en chef du *Vorwärts*. Exilé d'abord en Tchécoslovaquie, il émigra en 1939, à Paris, puis aux U.S.A. et revint en Allemagne en 1948.

révolutionnaire inébranlable n'étaient susceptibles de réaliser la démocratie et le socialisme, mais seulement des rudiments caricaturaux et impuissants de l'une et de l'autre.

Le devoir élémentaire des socialistes de tous les pays est, sans conteste, d'envisager ceci clairement, dans toutes les implications et les conséquences profondes ; car seule une prise de conscience chargée de tant d'amertume permettra de mesurer toute l'étendue de la responsabilité propre du prolétariat international dans les destinées de la révolution russe. Par ailleurs, c'est le seul moyen de prendre conscience de l'importance décisive d'une action internationale concertée dans la révolution prolétarienne - condition sans laquelle le comble de l'habileté et les sacrifices les plus sublimes que consentirait le prolétariat dans un seul pays, s'empêtreraient inmanquablement dans un enchevêtrement de contradictions et d'erreurs.

Sans aucun doute, les têtes pensantes de la révolution russe, Lénine et Trotski, n'ont accompli de pas décisif sur leur chemin épineux, semé d'embûches de toutes sortes que sous l'emprise d'un très grand doute et de violentes hésitations intérieures ; rien ne saurait leur être plus étranger que de voir l'Internationale considérer ce qu'ils ont accompli sous la contrainte amère, dans le tumulte et la fermentation des événements comme un modèle sublime de politique socialiste digne de l'admiration béate et de l'imitation fervente.

Il serait tout aussi erroné de craindre qu'une analyse critique des voies suivies jusqu'ici par la révolution russe saperait dangereusement le prestige des prolétaires russes dont l'exemple fascinant pourrait, seul, triompher de l'inertie fatale des masses allemandes. Rien n'est plus faux. Le réveil de la combativité révolutionnaire de la classe ouvrière en Allemagne ne saurait être provoqué artificiellement, selon les méthodes de tutelle de la social-démocratie allemande - paix à son âme - par quelque autorité immaculée, pas plus celle de ses propres « instances » que celle de « l'exemple russe ». L'énergie révolutionnaire du prolétariat allemand ne peut naître de la fabrication d'un enthousiasme révolutionnaire cocardier. Il naîtra au contraire dans la conviction de l'effroyable gravité de la situation, de la complexité des tâches à accomplir, dans la maturité politique et l'indépendance d'esprit, lorsque les masses seront capables du jugement critique que la social-démocratie allemande a tenté d'étouffer systématiquement pendant de longues décades sous les prétextes les plus divers. Pour les ouvriers allemands et pour ceux de tous les pays, se livrer à un examen critique de la révolution russe dans tout son contexte historique est le meilleur exercice pour se préparer aux tâches que leur crée la situation actuelle.

II

Dans son processus général, la première période de la révolution russe, du moment où elle a éclaté jusqu'au coup d'État d'octobre, correspond exactement au schéma évolutif des grandes révolutions anglaise et française. C'est la démarche typique qu'adopte tout premier grand conflit généralisé des forces révolutionnaires engendrées au sein de la société bourgeoise contre les chaînes de la vieille société.

Il progresse naturellement en ligne ascendante : modérés au début, les objectifs se radicalisent sans cesse et, parallèlement, on passe de la coalition des classes et des partis à la domination exclusive du parti le plus progressiste.

Dans un premier moment, en mars 1917, les « Kadets »¹, c'est-à-dire la bourgeoisie libérale, étaient à la tête de la révolution. La première grande marée révolutionnaire a tout emporté : la quatrième Douma - très réactionnaire produit du très réactionnaire suffrage censitaire à quatre classes issu du coup d'État - s'est soudain transformée en un organe de la révolution. Tous les partis bourgeois, y compris la droite nationaliste, ont soudain constitué une phalange contre l'absolutisme. Celui-ci succomba aux premiers assauts, presque sans combat, comme une branche morte qu'il suffit de toucher du doigt pour qu'elle tombe. Et même la brève tentative de la bourgeoisie libérale pour sauver au moins la dynastie et le trône n'a pas fait long feu. Le flot impétueux des événements a mis quelques jours, quelques heures à peine pour submerger les espaces que la révolution française avait mis des décennies à parcourir. On a pu constater là que la Russie donnait corps aux résultats d'un siècle de développement européen et surtout - que la révolution de l'an 1917 était la continuation directe de celle de 1905-07 et non pas un cadeau des « libérateurs » allemands. Le mouvement de mars 1917 reprenait l'ouvrage au point précis où il avait été laissé dix ans auparavant. Dès le premier assaut, la république démocratique s'est avérée être un produit achevé, intérieurement mûr, de la révolution.

Mais il fallut alors entreprendre une seconde et rude besogne. Dès le début, la force motrice de la révolution avait été le prolétariat urbain. Ses revendications n'étaient pas épuisées par l'avènement de la démocratie politique ; elles avaient un autre objectif, la question brûlante de la politique internationale : la paix immédiate. La révolution envahit en même temps la masse de l'armée qui reprit la revendication d'une paix immédiate et la masse de la paysannerie qui avait dès 1905 mis au premier plan la question agraire, ce pivot de la révolution. La paix immédiate et la terre, ces deux objectifs permirent la scission à l'intérieur du bloc révolutionnaire. La revendication d'une paix immédiate contredisait violemment le penchant impérialiste de la bourgeoisie libérale dont Milioukov était le porte-parole ; le problème rural était tout d'abord l'épouvantail de l'autre aile de la bourgeoisie, la noblesse terrienne, mais, constituant un attentat à la sacro-sainte propriété privée en général, il devint un point douloureux pour l'ensemble des classes bourgeoises.

Ainsi, au lendemain de la première victoire de la révolution s'allumait en son sein une lutte interne autour des deux points clefs : la paix et la question agraire. La bourgeoisie

¹ Kadets : Parti Constitutionnel démocrate dont l'origine remonte à 1905. Dirigeants : Milioukov et Strouvé.

libérale adopta une tactique de diversion et de faux-fuyants. L'avance des masses ouvrières, de l'armée, de la paysannerie se faisait toujours plus pressante. Il n'y a pas de doute, le destin même de la démocratie politique de la république était lié à la question de la paix et au problème de la terre. Les classes bourgeoises qui, submergées par la première tempête révolutionnaire, s'étaient laissées entraîner jusqu'à promouvoir un état républicain, entreprirent aussitôt de rechercher des points de repli et d'organiser, en secret, la contre-révolution. L'expédition des cosaques de Kalédine contre Pétersbourg a clairement révélé cette tendance. Si cette agression avait été couronnée de succès, c'en était fait non seulement de la question de la paix et de la terre mais aussi du sort de la démocratie, de la république elle-même. Cela aurait inévitablement débouché sur une dictature militaire accompagnée d'un régime de terreur contre le prolétariat, puis sur le retour à la monarchie.

On peut mesurer, par là, le caractère utopique et fondamentalement réactionnaire de la tactique qu'ont préconisée les socialistes russes de la tendance Kautsky, les mencheviks. Obsédés par la fiction du caractère bourgeois de la révolution russe - puisque la Russie n'est pas encore mûre pour une révolution sociale - ils s'accrochaient désespérément à la coalition avec les libéraux bourgeois, c'est-à-dire à une alliance contre nature entre des éléments qui, divisés par la progression interne naturelle de l'évolution révolutionnaire, étaient entrés en conflit violent. Les Axelrod, les Dan voulaient à tout prix collaborer avec les classes et les partis qui menaçaient le plus dangereusement la révolution et sa première conquête, la démocratie.

On observe avec un étonnement sans mélange, cet homme besogneux (Kautsky) qui, en quatre ans de guerre mondiale, par un inlassable labeur de scribe tranquille et méthodique, a percé la théorie socialiste de trous successifs, un labeur dont le socialisme ressort semblable à une passoire, sans la moindre place intacte. La sérénité passive avec laquelle ses partisans assistent au travail appliqué de leur théoricien officiel et avalent le flot ininterrompu de ses découvertes sans sourciller, ne peut se comparer qu'à la sérénité des admirateurs des Scheidemann et Cie lorsque ces derniers criblent littéralement le socialisme de trous innombrables. En effet, les deux démarches se complètent parfaitement ; et, depuis le début de la guerre, Kautsky, le gardien officiel du temple du marxisme, a dans la théorie des activités en tous points semblables à celles des Scheidemann dans la pratique : 1. L'Internationale, instrument de la paix ; 2. Désarmement et société des nations, nationalisme ; enfin 3. Démocratie et non pas socialisme.

Dans cette situation, la tendance bolcheviste a donc eu le mérite historique de proclamer, dès le début, et de poursuivre avec acharnement la seule tactique qui pouvait sauver la démocratie et faire avancer la révolution. Tout le pouvoir aux mains de la masse des ouvriers et des paysans, aux mains des soviets, c'était là en fait, la seule issue aux difficultés que connaissait la révolution, le coup d'épée qui permettait de trancher le nœud gordien, de faire sortir la révolution de l'impasse pour laisser le champ libre à la poursuite d'un développement sans entraves.

Ainsi, le parti de Lénine fut-il le seul en Russie à comprendre les intérêts véritables de la révolution dans cette première période, il en fut l'élément moteur en tant que seul parti qui pratiquât une politique réellement socialiste.

On comprend aussi pourquoi les bolcheviks, minorité bannie, calomniée et traquée de toutes parts au début de la révolution, parvinrent en très peu de temps à la tête du mouvement et purent rassembler sous leur drapeau toutes les masses réellement populaires : le prolétariat

des villes, l'armée, la paysannerie, ainsi que les éléments révolutionnaires de la démocratie, l'aile gauche des socialistes révolutionnaires.

A l'issue de quelques mois, la situation réelle de la révolution se résumait dans l'alternative suivante : Victoire de la contre-révolution ou dictature du prolétariat, Kalédine ou Lénine. Toute révolution en arrive objectivement là une fois dissipée la première ivresse ; en Russie, c'était le résultat de deux questions brûlantes et concrètes, celle de la paix et celle de la terre qui ne pouvaient être résolues dans le cadre de la révolution bourgeoise.

En cela, la révolution russe n'a fait que confirmer l'enseignement fondamental de toute grande révolution, dont la loi vitale se formule ainsi : il lui faut avancer très rapidement et résolument, renverser d'une main de fer tous les obstacles, placer ses objectifs toujours plus loin, si elle ne veut pas être très bientôt ramenée à son fragile point de départ ni être écrasée par la contre-révolution. Une révolution ne peut pas stagner, piétiner sur place, se contenter du premier objectif atteint. En transposant les vérités terre à terre des guerres parlementaires à la petite semaine sur la tactique révolutionnaire, on fait tout juste preuve d'un manque de psychologie de la révolution, d'une méconnaissance profonde de ses lois vitales, toute expérience historique est alors un livre sept fois scellé.

Dans le déroulement de la révolution anglaise à partir du moment où elle a éclaté en 1642, comment, par la logique des choses, les tergiversations débiles des presbytériens, la guerre hésitante contre l'armée royaliste, au cours de laquelle les chefs presbytériens évitèrent délibérément une bataille décisive et une victoire contre Charles 1er, furent ce qui contraignit inéluctablement les Indépendants à les chasser du Parlement et à prendre le pouvoir. Et par la suite, il en fut de même au sein de l'armée des Indépendants : la masse subalterne et petite-bourgeoise des soldats, les « niveleurs » de Lilburn constituait les troupes de choc de tout le mouvement indépendant, et enfin les éléments prolétariens de la masse des soldats, ceux qui allaient le plus loin dans leurs perspectives de bouleversement social et s'exprimaient dans le mouvement des « diggers » représentaient pour leur part le levain du parti démocratique des « niveleurs ».

Si les éléments révolutionnaires prolétariens n'avaient pas agi sur l'esprit de la masse des soldats, si la masse démocratique des soldats n'avait exercé aucune pression sur la couche bourgeoise dirigeante du parti des Indépendants, le Long Parlement n'aurait pas été « nettoyé » des presbytériens, la guerre contre l'armée des Cavaliers et contre les Écossais n'aurait pas connu une issue victorieuse, Charles 1^{er} n'aurait été ni jugé ni exécuté, la Chambre des Lords n'aurait pas été supprimée et la république n'aurait pas été proclamée.

Et la grande révolution française ? Après quatre ans de combat, la prise de pouvoir par les Jacobins s'avéra être le seul moyen susceptible de sauver les conquêtes de la révolution, de faire prendre corps à la république, de réduire le féodalisme en poussière, d'organiser la défense révolutionnaire à l'intérieur comme à l'extérieur, d'étouffer la conspiration de la contre-révolution, de propager la vague révolutionnaire française dans toute l'Europe.

Kautsky et ses adeptes russes, qui souhaitaient que la révolution russe conservât le « caractère bourgeois » de sa première phase, sont le pendant exact des libéraux anglais et allemands du siècle dernier qui distinguaient comme suit les deux célèbres périodes de la grande révolution française : la « bonne » révolution, celle de la première phase girondine et la « mauvaise », celle qui suivit le coup d'État jacobin. Ces libéraux, superficiels dans leur conception de l'histoire, n'avaient, bien sûr, pas besoin de comprendre que sans le coup de force de ces Jacobins « sans mesure », même les premières semi-conquêtes craintives de la phase girondine auraient été aussitôt enfouies sous les ruines de la révolution et que la

véritable alternative à la dictature jacobine, selon la marche inexorable de l'évolution historique en 1793, n'était pas la démocratie « modérée », mais - la restauration des Bourbons. Aucune révolution ne peut garder le « juste milieu », sa loi naturelle exige des décisions rapides : ou bien la locomotive grimpe la côte historique à toute vapeur jusqu'au bout, ou bien, entraînée par son propre poids, elle redescend la pente jusqu'au creux d'où elle était partie et elle précipite avec elle dans l'abîme, sans espoir de salut tous ceux qui, de leurs faibles forces, voulaient la retenir à mi-chemin.

Ainsi s'explique que dans une révolution, le seul parti qui puisse s'emparer de la direction et du pouvoir est celui qui a le courage d'énoncer les mots d'ordre mobilisateurs et d'en tirer toutes les conséquences. Ainsi s'explique le rôle minable qu'ont joué les mencheviks russes, les Dan, les Tseretelli¹, etc. qui jouissaient au début d'une influence considérable parmi les masses ; mais, après une longue période d'oscillations, s'étant débattus des pieds et des mains pour n'avoir à prendre ni le pouvoir ni les responsabilités, ils furent balayés sans gloire de la scène.

Le parti de Lénine a été le seul à comprendre les exigences et les devoirs qui incombent à un parti vraiment révolutionnaire et à assurer la poursuite de la révolution en lançant le mot d'ordre : tout le pouvoir aux mains du prolétariat et de la paysannerie.

Les bolcheviks ont ainsi résolu l'illustre question de la « majorité du peuple », cauchemar qui oppresse depuis toujours les social-démocrates allemands. Nourrissons incorrigibles du crétinisme parlementaire, ils se contentent de transposer sur la révolution, la vérité terre à terre du jardin d'enfants parlementaire : pour faire quelque chose, il faut d'abord avoir la majorité. Donc pour la révolution également, il nous faut d'abord devenir une « majorité ». Mais la véritable dialectique de la révolution inverse ce précepte de taupe parlementaire : on ne passe pas de la majorité à la tactique révolutionnaire mais de la tactique révolutionnaire à la majorité. Seul un parti qui sait diriger, c'est-à-dire faire avancer, gagne ses adhérents dans la tempête. La fermeté de Lénine et de ses amis à lancer au moment décisif le seul mot d'ordre mobilisateur - tout le pouvoir aux mains du prolétariat et des paysans - a fait presque en une nuit de cette minorité persécutée, calomniée, illégale, dont les chefs étaient, comme Marat, contraints de se cacher dans les caves, la maîtresse absolue de la situation.

Les bolcheviks ont aussitôt défini comme objectif à cette prise du pouvoir le programme révolutionnaire le plus avancé dans son intégralité ; il ne s'agissait pas d'assurer la démocratie bourgeoise mais d'instaurer la dictature du prolétariat pour réaliser le socialisme. Ils ont ainsi acquis devant l'histoire le mérite impérissable d'avoir proclamé pour la première fois les objectifs ultimes du socialisme comme programme immédiat de politique pratique.

Tout le courage, l'énergie, la perspicacité révolutionnaire, la logique dont un parti révolutionnaire peut faire preuve en un moment historique a été le fait de Lénine, de Trotski et de leur amis. Tout l'honneur et toute la faculté d'action révolutionnaires qui ont fait défaut à la social-démocratie occidentale, se sont retrouvés chez les bolcheviks. L'insurrection d'octobre n'aura pas seulement servi à sauver effectivement la révolution russe, mais aussi l'honneur du socialisme international.

¹ TSERETELLI, Iraklii Gueorguevitch (1882-1959) Leader du P.O.S.D.R. en Géorgie, menchevik, il fut député à la II- Douma et président du groupe social-démocrate de la Douma. Emprisonné, il fut exilé en Sibérie de novembre 1907 à mars 1917. En 1917, membre du Soviet de Pétrograd, il devint ministre de l'intérieur du gouvernement provisoire ; en 1918, il retourna en Géorgie et émigra en 1919.

III

Les bolcheviks sont les héritiers historiques des « niveleurs » anglais et des Jacobins français. Mais la tâche que leur imposait la révolution russe après la prise du pouvoir était incomparablement plus compliquée que celle de leurs prédécesseurs dans l'histoire. (Importance de la question agraire. Dès 1905. Puis les paysans de droite dans la 3^e Douma ! Question paysanne et défense nationale, Armée.) Que les paysans s'emparent des terres immédiatement et sans délai, et se les partagent, était assurément la formule la plus brève, la plus simple et la plus lapidaire pour atteindre un double objectif : anéantir la grande propriété foncière et lier aussitôt les paysans au gouvernement révolutionnaire. En tant que mesure politique pour renforcer le gouvernement socialiste et prolétarien, c'était là une excellente tactique. Mais elle avait, hélas, deux faces, la prise immédiate des terres par les paysans n'a, la plupart du temps, rien à voir avec l'économie socialiste, c'était là son revers.

La restructuration socialiste des rapports économiques est subordonnée, dans le domaine agraire, à deux conditions. Tout d'abord, à la nationalisation de la grande propriété foncière en tant que concentration techniquement la plus avancée des moyens de production et des méthodes agricoles, ce qui servirait de point de départ à l'implantation de l'économie socialiste à la campagne. S'il n'est, bien sûr, pas nécessaire de confisquer le lopin de terre du petit paysan et si on peut lui laisser le soin de se convaincre par lui-même des avantages de l'exploitation collective qui l'amèneront à adhérer d'abord au groupement coopératif, puis au système de l'exploitation collective, toute réforme socialiste agraire doit commencer par la grande et la moyenne propriété. Il lui faut, avant tout, transférer le droit de propriété à la nation ou, ce qui revient au même, si l'on veut, dans un régime socialiste, à l'État ; car c'est le seul moyen qui permette d'organiser la production agricole dans de grandes perspectives socialistes cohérentes.

Mais deuxièmement, cette restructuration est aussi subordonnée à l'élimination de la séparation entre agriculture et industrie, trait caractéristique de la société bourgeoise pour faire place à l'interpénétration et à la fusion de ces deux branches de production, à la transformation tant de la production agricole qu'industrielle dans des perspectives uniformes. Quelle que soit, dans les détails de la pratique, la forme de gestion choisie - municipale comme certains le proposent ou centralisée dans l'État - la condition préalable est, en tout cas, une réforme unitaire partant du centre, elle-même subordonnée à la nationalisation des terres. Nationalisation de la grande et de la moyenne propriété foncière, union de l'industrie et de l'agriculture, tels sont les deux aspects fondamentaux de toute réforme économique socialiste, sans laquelle le socialisme ne saurait exister.

Qui peut reprocher au gouvernement soviétique en Russie de n'avoir pas accompli ces réformes considérables ! Ce serait une mauvaise plaisanterie que d'exiger ou d'attendre de Lénine et de ses amis qu'ils aient pu, au cours de leur bref exercice du pouvoir, dans le tourbillon impétueux des combats intérieurs et extérieurs, pressés de toutes parts par d'innombrables ennemis et opposants, résoudre ou même s'attaquer à l'un des problèmes les plus compliqués et même, pouvons-nous dire, le plus compliqué que pose un bouleversement socialiste ! Nous aussi en Occident, quand nous aurons le pouvoir, les conditions seraient-elles les meilleures, nous nous casserons les dents sur cette noix dure comme pierre avant de

venir à bout des difficultés les plus élémentaires parmi les mille complications que comporte cette tâche gigantesque.

Un gouvernement socialiste au pouvoir doit, en tout cas, faire une chose : prendre des mesures dans le sens des perspectives fondamentales d'une réforme socialiste ultérieure des conditions agraires; il doit au moins éviter tout ce qui serait susceptible de barrer la voie à ces mesures.

Mais le mot d'ordre lancé par les bolcheviks : prise de possession immédiate et partage des terres par les paysans, devait immanquablement agir dans le sens inverse. Non seulement ce n'est pas une mesure socialiste, mais elle coupe le chemin qui y mène, elle crée une montagne de difficultés insurmontables à la restructuration des conditions agraires dans le sens du socialisme.

Que les paysans se soient emparés des domaines conformément au mot d'ordre bref et lapidaire de Lénine et de ses amis : « Allez et prenez la terre ! » a eu tout simplement pour conséquence le passage subit et chaotique de la grande propriété foncière à la propriété paysanne. On n'a pas créé la propriété sociale, mais une nouvelle forme de propriété privée, à savoir la parcellisation des grands domaines en petites et moyennes propriétés, de la grande exploitation relativement évoluée en petites exploitations primitives qui travaillent avec les moyens techniques de l'époque des pharaons. Et ce n'est pas tout : ces mesures et la manière parfaitement chaotique dont elles ont été appliquées n'ont pas supprimé mais accru les inégalités sociales dans les campagnes. Bien que les bolcheviks aient conseillé à la paysannerie de former des comités de paysans afin de conférer à la prise de possession des domaines de la noblesse une sorte d'aspect collectif, il est bien évident que ce conseil d'ordre général ne pouvait rien changer à la pratique véritable et aux rapports de forces réels à la campagne. Avec ou sans comités, les paysans riches et les usuriers, constituant la bourgeoisie rurale et disposant du pouvoir local effectif dans tout village russe, ont certainement été les principaux bénéficiaires de la révolution agraire. Sans y aller voir, on peut très bien se rendre compte que le partage des terres n'a finalement pas supprimé mais aggravé les inégalités économiques et sociales au sein de la paysannerie ainsi que les antagonismes de classes. Mais ce déplacement de force s'est produit au *détriment* des intérêts prolétariens et socialistes. Auparavant, une réforme socialiste à la campagne aurait rencontré, au pire, l'opposition d'une petite caste de grands propriétaires nobles et capitalistes et d'une petite minorité de la bourgeoisie rurale aisée ; les exproprier aurait été un jeu d'enfant pour la masse populaire révolutionnaire. Mais maintenant, après la « prise de possession », la collectivisation socialiste de l'agriculture connaît un nouvel ennemi, la masse énormément grossie et renforcée de la paysannerie possédante qui défendra, toutes griffes dehors, sa propriété nouvellement acquise contre toute atteinte socialiste. Maintenant, la question de la socialisation future de l'agriculture, c'est-à-dire de la production en général en Russie, est devenue un sujet de conflit et de lutte entre le prolétariat urbain et la masse paysanne. Le boycottage des villes par les paysans prouve à quel point ce conflit s'est aggravé ; ils leur coupent les vivres pour pratiquer l'usure, exactement comme les hobereaux prussiens. Le minifundiaire français s'était fait le plus vaillant des défenseurs de la grande révolution française qui lui avait attribué la terre confisquée aux émigrés. Soldat napoléonien, il conduisit le drapeau de la France à la victoire et, parcourant toute l'Europe, il anéantit le féodalisme dans les pays qu'il traversa successivement. Lénine et ses amis ont sans doute espéré que leur mot d'ordre agraire produirait un effet similaire. Mais le paysan russe s'étant approprié la terre spontanément n'a pas songé un seul instant à défendre la Russie et la révolution à qui il la devait. Il s'est farouchement installé dans sa nouvelle propriété, abandonnant la révolution à ses ennemis, l'État à la ruine et la population urbaine à la famine.

Discours de Lénine sur la nécessité de centraliser l'industrie, de nationaliser les banques, le commerce et l'industrie. Pourquoi pas la terre ? Là au contraire, décentralisation et propriété privée.

Le programme agraire que présentait Lénine avant la révolution était différent. On a repris le mot d'ordre des socialistes révolutionnaires si souvent décriés ou plus exactement celui du mouvement spontané de la paysannerie.

Pour introduire des principes socialistes dans les conditions agraires, le gouvernement soviétique a ensuite tenté de créer des communes agraires composées de prolétaires, pour la plupart des éléments urbains sans travail. Mais on peut déjà prévoir que les résultats de ces efforts, mesurés à la situation de l'agriculture dans son ensemble, demeureront minuscules et n'entreront pas même en considération pour l'étude de la question. (Après avoir morcelé en petites exploitations la grande propriété foncière, très bon point de départ pour une économie socialiste, on cherche à créer, par petits bouts, des exploitations communistes modèles). Dans ces conditions, ces communes n'ont que la valeur d'une expérience et non pas d'une vaste réforme sociale. Monopole des céréales avec primes. *Maintenant, post festum*, on cherche à introduire la lutte des classes dans les villages.

La réforme agraire de Lénine a créé à la campagne une nouvelle et puissante couche d'ennemis du socialisme dont la résistance sera beaucoup plus dangereuse et plus âpre que ne l'était celle de l'aristocratie foncière.

Les bolcheviks sont partiellement responsables de ce que la défaite militaire ait abouti à l'effondrement et à la ruine de la Russie. Les bolcheviks ont eux mêmes considérablement aggravé les difficultés objectives de la situation par le mot d'ordre dont il ont fait le fer de lance de leur politique le « droit des Nations à l'autodétermination », ou plus exactement par ce qui se cache, en fait, derrière cette phraséologie : la ruine de la Russie en tant qu'État. La formule proclamée sans cesse, avec une obstination doctrinaire, du droit des différentes nationalités de l'Empire russe à décider elles-mêmes de leur sort, « jusques et y compris de la constitution d'États totalement indépendants par rapport à la Russie » était l'un des cris de guerre privilégiés de Lénine et de ses amis lorsqu'ils s'opposaient à l'impérialisme de Milioukov et à celui de Kerenski, elle constitua l'axe de leur politique intérieure après l'insurrection d'octobre, elle résumait la plate-forme des bolcheviks à Brest-Litovsk, elle était la seule arme qu'ils eussent à opposer à la position de force de l'impérialisme allemand.

On est d'abord frappé de l'opiniâtreté et de l'obstination avec lesquelles Lénine et consorts se sont attachés à un mot d'ordre en contradiction flagrante, non seulement avec le centralisme par ailleurs manifeste de leur politique, mais aussi avec l'attitude qu'ils ont adoptée envers les autres principes démocratiques. Alors qu'ils professaient un mépris glacial pour l'assemblée constituante, le suffrage universel, les libertés de presse et de réunion, bref pour tout l'arsenal des libertés démocratiques fondamentales des masses populaires, dont l'ensemble constituait « le droit à l'autodétermination » en Russie proprement dite, ils faisaient du droit des nations à disposer d'elles-mêmes le joyau de la politique démocratique auquel tous les aspects pratiques de la critique réaliste devaient céder le pas. Alors qu'ils n'ont pas fait le moindre cas d'un vote populaire en faveur de l'assemblée constituante en Russie, vote populaire fondé sur le suffrage le plus démocratique du monde, émis dans la liberté intégrale d'une république populaire, qu'ils ont tout simplement annulé ses résultats à partir de considérations critiques d'une froide lucidité, ils se sont fait à Brest les champions du « vote populaire », sur leur appartenance étatique, des nations allogènes de Russie, ils l'ont présenté comme la panacée de toute liberté et de toute démocratie, la quintessence

inaltérée de la volonté des peuples, comme l'instance suprême qui devait décider du sort politique des nations.

Cette contradiction flagrante est d'autant moins compréhensible que les formes démocratiques de la vie politique dans chaque pays, comme nous le verrons plus tard, constituent effectivement les fondements les plus précieux, les fondements indispensables même de la politique socialiste, alors que l'illustre « droit des nations à l'autodétermination » est du domaine de la phraséologie creuse et de la mystification petite-bourgeoise.

En fait, quel est le sens de ce droit? L'abc de la politique socialiste nous enseigne qu'elle combat les oppressions de toutes natures donc celle d'une nation par une autre.

Si, malgré tout, des politiciens par ailleurs aussi lucides et critiques que le sont Lénine, Trotski et leurs amis - ils haussent ironiquement les épaules devant toute sorte de phraséologie utopique telle que « désarmement », Société des Nations » etc. - ont fait carrément cette fois, d'une phrase creuse du même acabit leur cheval de bataille, cela est dû, semble-t-il, à une sorte de politique de circonstance. De toute évidence, Lénine et consorts estimaient qu'il n'y avait pas de moyen plus sûr, pour lier les nombreuses nationalités allogènes que comprenait l'Empire russe à la cause de la révolution, à la cause du prolétariat socialiste que de leur accorder, au nom de la révolution et du socialisme, la liberté suprême et illimitée qui consiste à disposer de leur sort. C'était là une politique analogue à celle que les bolcheviks ont adoptée à l'égard des paysans russes : on voulait satisfaire leur faim de terre par le mot d'ordre de prise de possession directe des domaines aristocratiques et les lier ainsi à la bannière de la révolution et du gouvernement prolétarien. Malheureusement, dans les deux cas, le calcul était totalement faux. Défenseurs de l'indépendance nationale, même jusqu'au « séparatisme », Lénine et ses amis pensaient manifestement faire ainsi de la Finlande, de l'Ukraine, de la Pologne, de la Lithuanie, des pays de la Baltique, du Caucase, etc., autant de fidèles alliés de la révolution russe. Mais nous avons assisté au spectacle inverse : l'une après l'autre, ces « nations » ont utilisé la liberté qu'on venait de leur offrir pour s'allier en ennemies mortelles de la révolution russe à l'impérialisme allemand et pour transporter sous sa protection en Russie même le drapeau de la contre-révolution. A titre d'exemple type, on peut citer l'épisode de l'Ukraine à Brest, qui a marqué un tournant décisif dans les négociations et dans la situation politique des bolcheviks à l'intérieur comme à l'extérieur. L'attitude de la Finlande, de la Pologne, de la Lithuanie, des pays de la Baltique, des Nations du Caucase suffit à nous convaincre qu'il ne s'agit pas là d'une exception due au hasard mais d'un phénomène caractéristique.

Certes, dans tous les cas cités, ce ne sont pas les « nations » qui pratiquent cette politique réactionnaire, mais les classes bourgeoises et petites bourgeoises qui, en opposition violente avec leurs masses prolétariennes, ont transformé le « droit à l'autodétermination nationale » en instrument de leur politique de classe contre-révolutionnaire. Mais - et nous touchons là le cœur du problème - cette formule nationaliste révèle son caractère utopique et petit bourgeois, car, dans la rude réalité de la société de classes, et surtout à une époque d'antagonismes exacerbés, elle se transforme en un moyen de domination des classes bourgeoises. Les bolcheviks ont dû apprendre à leurs dépens et à ceux de la révolution que sous l'hégémonie du capitalisme, il n'y a pas d'autodétermination de la nation, que dans une société de classes, chaque classe tend à s' « autodéterminer » différemment, et que pour les classes bourgeoises, les considérations sur la liberté nationale viennent bien après celles qui touchent à la domination de classe. La bourgeoisie finlandaise et la petite bourgeoisie ukrainienne sont tombées tout à fait d'accord pour préférer le régime autoritaire de l'Allemagne à la liberté nationale, si celle-ci devait être liée aux dangers du « bolchevisme ».

On espérait renverser ces rapports de classes réels, par des « plébiscites », par exemple, qui constituaient à Brest l'axe des discussions et, confiant dans la masse populaire révolutionnaire, obtenir un scrutin majoritaire favorable à la fusion avec la révolution russe; si Lénine et Trotski le pensaient sérieusement, ils faisaient preuve d'un optimisme incompréhensible, mais s'il ne s'agissait que d'une escarmouche tactique dans le duel avec la politique de puissance allemande, c'était là jouer dangereusement avec le feu. Mais, même sans l'occupation militaire allemande, étant donné l'état d'esprit de la masse paysanne et de vastes couches de prolétaires encore indifférents, étant donné la tendance réactionnaire de la petite bourgeoisie et les mille moyens dont la bourgeoisie dispose pour influencer le vote, le « plébiscite » s'il avait eu lieu dans les pays limitrophes, n'aurait, selon toute vraisemblance, pas eu des résultats de nature à réjouir partout les bolcheviks. La règle infaillible dans ces plébiscites sur la question nationale, peut s'énoncer ainsi : les classes dirigeantes s'arrangent pour l'empêcher, s'il ne fait pas leur jeu, ou, s'il a lieu, elles déploient pour l'influencer manœuvres et manigances si bien que jamais nous n'introduirons le socialisme par voie de plébiscite.

On a fait déferler la question des aspirations nationales et des tendances particularistes en plein combat révolutionnaire, la paix de Brest l'a avancée au premier plan, on lui a même accordé le cachet de Schibboleth¹ de la politique socialiste et révolutionnaire. Ce fait, en tant que tel, a jeté le trouble dans les rangs du socialisme et ébranlé la position du prolétariat justement dans les pays limitrophes. En Finlande, tant qu'il participa au combat du bloc révolutionnaire de Russie, le prolétariat disposa d'une puissance déterminante ; il avait la majorité à la Diète, dans l'armée, il avait réduit la bourgeoisie à l'impuissance totale et il était maître de la situation dans le pays. Au début du siècle, lorsqu'on n'avait pas encore inventé les inepties sur le « nationalisme ukrainien », les Karbovantse et les « Universals »², lorsque Lénine n'avait pas encore fait de l'« Ukraine indépendante » son cheval de bataille, l'Ukraine russe était le fief du mouvement révolutionnaire russe. C'est de là, de Rostov, d'Odessa, du bassin du Donets qu'avaient jailli les premiers torrents de lave de la révolution (dès 1902-1904), propageant une mer de flammes dans la Russie du Sud et préparant ainsi l'explosion de 1905 ; le même phénomène s'est reproduit dans cette révolution-ci : le prolétariat du sud de la Russie constitua les troupes d'élite de la phalange prolétarienne. Depuis 1905, la Pologne et les pays baltes étaient les foyers les plus puissants et les plus sûrs de la révolution, le prolétariat socialiste y joua un rôle exemplaire.

Comment se fait-il que dans tous ces pays, la contre-révolution ait soudain triomphé ? Coupé de la Russie, le prolétariat a été paralysé par le mouvement nationaliste et livré à la bourgeoisie nationale des pays limitrophes. Contrairement à l'esprit d'une authentique politique de classe internationale, qu'ils défendaient par ailleurs, les bolcheviks ne se sont pas efforcés de souder les forces révolutionnaires sur tout le territoire de l'empire en un bloc compact, ils n'ont pas défendu toutes griffes dehors l'intégrité de l'empire russe en tant que territoire de la révolution, ils n'ont pas opposé à toutes les aspirations séparatistes nationalistes, ce commandement suprême de la politique : la cohésion et le caractère indissoluble des liens entre les prolétaires de tous les pays à l'intérieur de la révolution russe ; au lieu de cela, par leurs périodes nationalistes ronflantes sur « le droit à l'autodétermination jusqu'à la constitution d'États séparés », ils ont tout au contraire fourni à la bourgeoisie de tous les pays limitrophes le plus inespéré, le plus éclatant des prétextes, littéralement l'étendard de leurs aspirations contre-révolutionnaires. Ils n'ont pas mis en garde les prolétaires des pays

¹ Schibboleth : mot dont la prononciation servait à une secte juive à reconnaître ses ennemis d'où signe de reconnaissance, mot de passe.

² Les Karbovantse étaient la monnaie frappée en Ukraine; l'Universal était l'assemblée nationale panukrainienne (note de l'édition de 1964).

limitrophes en présentant toute forme de séparatisme comme un piège purement bourgeois ; au lieu de cela, ils ont, par leur mot d'ordre, semé la confusion dans les masses des pays limitrophes et les ont livrées à la démagogie des classes bourgeoises. En encourageant le nationalisme, ils ont eux-mêmes provoqué la ruine de la Russie, ils l'ont préparée et ont ainsi placé entre les mains de leur propres ennemis, le poignard qui devait percer le cœur de la révolution russe.

Certes, sans l'aide de l'impérialisme allemand, sans les « crosses allemandes dans les poings allemands » (cf. *Neue Zeit* de Kautsky), jamais ni les Loubinski et autres canailles de l'Ukraine, ni les Erich et Mannerheim ¹ en Finlande ni les barons baltes ne seraient venus à bout des masses prolétaires de leurs pays. Mais le séparatisme national a été le cheval de Troie qui a permis aux « camarades » allemands de s'introduire, fusil au poing, dans tous ces pays. Mais ce sont les bolcheviks qui ont fourni l'idéologie permettant de déguiser cette campagne contre-révolutionnaire ; ils ont renforcé la position de la bourgeoisie et affaibli celle des prolétaires. Le meilleur exemple en est l'Ukraine qui devait être amenée à jouer un rôle si néfaste dans les destinées de la révolution russe. Le nationalisme ukrainien en Russie différait tout à fait du tchèque, du finnois, ou du polonais par exemple ; ce n'était qu'une lubie, l'élucubration de quelques douzaines d'intellectuels petits bourgeois, sans la moindre racine dans la vie économique, politique ou intellectuelle du pays, sans une trace de tradition historique, car l'Ukraine n'a jamais été ni un État ni une nation, n'a jamais possédé de culture nationale en dehors des poésies romantico-réactionnaires de Chevtchenko ². C'est tout comme si un beau matin, les gens de la région côtière voulaient fonder à partir de Fritz Reuter ³ une nouvelle nation et un État bas allemands. Et, par leur agitation doctrinaire autour du « droit à l'autodétermination jusques et y compris, etc. », Lénine et ses amis ont gonflé artificiellement l'afféterie de quelques professeurs d'université et de quelques étudiants pour en faire un facteur politique. Ils ont conféré de l'importance à ce qui n'était au début qu'une farce, jusqu'au jour où la farce a pris une gravité des plus sanglantes, où elle s'est transformée, non pas en un mouvement national sérieux, qui n'avait de toutes façons pas de racines, mais en pavois, en drapeau de ralliement de la contre-révolution ! Cette bulle pleine d'air a enfanté à Brest les baïonnettes allemandes.

Ce genre de phraséologie a parfois, dans l'histoire des luttes de classes une signification très réelle. La fatalité a voulu qu'au cours de cette guerre mondiale, le socialisme ait été choisi pour fournir des prétextes idéologiques à la politique contre-révolutionnaire. Lorsque la guerre a éclaté, la social-démocratie allemande s'est hâtée d'orner la razzia de l'impérialisme allemand d'une parure idéologique tirée du cabinet de débarras du marxisme, en déclarant qu'il s'agissait là de l'expédition libératrice contre le tsarisme russe qu'avaient souhaitée nos vieux maîtres. Il devait incomber aux antipodes des socialistes gouvernementaux, aux bolcheviks, d'apporter, grâce à la belle formule sur l'autodétermination des nations, de l'eau au moulin de la contre-révolution et de fournir ainsi une idéologie qui permettrait non seulement d'écraser la révolution russe en elle-même, mais aussi de liquider la guerre mondiale dans son ensemble conformément aux plans contre-révolutionnaires. Nous avons

¹ MANNERHEIM, Harl-Gustav-Emil (1867-1951). D'abord officier russe, il servit dans la guerre russo-japonaise, puis dans la guerre mondiale. En 1918, il devint le commandant en chef des forces blanches dans la guerre civile finlandaise. De 1918 à 1919, il fut Régent de Finlande.

² CHEVTCHENKO, Taras Hryhorowytch (1814-1861). Loin d'être aussi réactionnaire que le dépeint Rosa, ce grand poète écrivit des ballades sur la vie populaire ukrainienne. Ses poésies historiques et politico-sociales sont imprégnées à la fois de tradition populaire et de la tradition politico-nationale de la noblesse cosaque.

³ REUTER, Fritz (1810-1874). Écrivain bas allemand, condamné à mort dans sa jeunesse pour appartenance à la Burschenschaft ; s'est attaché à la description du type bas allemand, petit bourgeois et paysan : Oncle Bräsig.

de bonnes raisons pour examiner, dans cette perspective, la politique des bolcheviks très à fond. L'accouplement entre « le droit des nations à l'autodétermination » d'une part, et la Société des Nations et le désarmement issus des bonnes grâces de Wilson de l'autre, constitue le cri de guerre dans le conflit imminent entre le socialisme international et le monde bourgeois. La phraséologie sur l'autodétermination et le mouvement national dans son ensemble constituent, bien évidemment, le plus grave danger actuel pour le socialisme international ; la révolution russe et les négociations de Brest viennent de les renforcer considérablement. Il nous faudra accorder encore plus d'attention à cette plate-forme. Les bolcheviks se sont laissés prendre aux épines de cette phraséologie et se sont écorchés jusqu'au sang ; le sort tragique qu'elle a connu dans la révolution russe doit servir d'avertissement au prolétariat international.

La conséquence de tout cela fut la dictature de l'Allemagne. De la paix de Brest au « traité annexe » ! Les 200 victimes expiatoires de Moscou. Cette situation a engendré la terreur et l'écrasement de la démocratie.

IV

Quelques exemples nous permettront de le vérifier.

La fameuse dissolution de l'assemblée constituante, en novembre 1917, a joué un rôle prépondérant dans la politique des bolcheviks. Cette mesure détermina leurs positions ultérieures, elle marqua en quelque sorte un tournant dans leur tactique. On sait qu'avant leur victoire d'octobre, Lénine et consorts revendiquaient avec fureur la convocation d'une assemblée constituante, que la politique de temporisation du gouvernement Kerenski, en cette affaire, constituait l'un des chefs d'accusation des bolcheviks contre ce gouvernement et leur fournissait un motif d'attaques extrêmement violentes. Dans son intéressante brochure intitulée *De la révolution d'octobre au traité de Brest-Litovsk*, Trotski dit même que l'insurrection d'octobre a littéralement « sauvé la constituante » et la révolution en général. « Et quand nous disions, poursuit-il que pour accéder à l'assemblée constituante, il fallait passer non par le pré-parlement de Tseretelli mais par la prise du pouvoir par les soviets, nous étions parfaitement sincères. »

Et voilà qu'après ces déclarations, le premier pas de Lénine après la révolution d'octobre fut de dissoudre cette même assemblée constituante à laquelle elle devait mener. Quels motifs ont pu prévaloir pour une volte-face aussi stupéfiante ? Trotski s'en explique longuement dans l'ouvrage en question et nous allons rapporter ses arguments :

« Si les mois qui ont précédé la révolution d'octobre ont été une période où les masses ont glissé vers la gauche et où les ouvriers, les soldats et les paysans ont afflué irrésistiblement aux côtés des bolcheviks, ce processus s'est manifesté au sein du parti socialiste révolutionnaire par un renforcement de l'aile gauche aux dépens de la droite. Mais sur les listes du parti des socialistes révolutionnaires, les vieux noms de l'aile droite dominaient encore aux trois quarts...

Il faut ajouter à cela que les élections elles-mêmes se déroulaient dans les premières semaines qui suivirent l'insurrection d'octobre. La nouvelle du changement qui s'était produit,

se propageait relativement lentement, en cercles concentriques, de la capitale vers la province et des villes vers la campagne. En de nombreux endroits, les masses paysannes ne savaient pas très bien ce qui se passait à Moscou et à Pétrograd. Elles votèrent pour « Terre et Liberté » et pour leurs représentants aux comités de région qui étaient pour la plupart des partisans des « Narodniki ». Mais elles votaient ainsi pour Kerenski et Avxentiev qui avaient dissous ces comités de région et fait arrêter leurs membres ... Cet état de fait rend bien compte du retard qu'avait pris la constituante par rapport à l'évolution de la lutte politique et aux regroupements au sein des partis. »

Voilà qui est fort bien dit et fort convaincant. Seulement, on peut s'étonner que des gens aussi avisés que Lénine et Trotski n'aient pas tiré des faits ci-dessus la conclusion qui en découlait naturellement. L'assemblée constituante avait été élue longtemps avant le tournant décisif et reflétait dans sa composition l'image d'un passé révolu et non le nouvel état de choses; la conclusion s'imposait : il fallait casser cette constituante surannée donc mort-née et prescrire sans tarder de nouvelles élections pour une nouvelle constituante ! Ils ne voulaient ni ne pouvaient confier le sort de la révolution à une assemblée qui reflétait la Russie d'hier, celle de Kerenski, une période d'hésitations et de coalition avec la bourgeoisie. Fort bien ! Il ne restait plus dès lors qu'à convoquer tout de suite à sa place une assemblée issue d'une Russie rénovée et qui était allée plus loin.

Au lieu de cela, Trotski généralise et conclut à partir de l'insuffisance spécifique de l'assemblée constituante réunie en octobre, à l'invalidité absolue de toute représentation issue d'élections populaires générales au cours de la révolution.

« Grâce à la lutte ouverte et immédiate pour le pouvoir gouvernemental, les masses laborieuses accumulent en très peu de temps une foule d'expériences et montent rapidement les échelons de leur évolution. Le lourd mécanisme des institutions démocratiques a d'autant plus de peine à suivre cette évolution que le pays est plus grand et son appareil technique plus imparfait. » (Trotski, p. 93).

Et voilà donc « le mécanisme des institutions démocratiques en général ». On peut d'abord objecter à cela que cette appréciation des institutions représentatives révèle une conception quelque peu schématique et rigide que contredit expressément l'expérience historique propre à toutes les époques révolutionnaires. Selon la théorie de Trotski, toute assemblée élue ne reflète une fois pour toutes que l'état d'esprit, la maturité politique et l'humeur du corps électoral au moment précis où il se rend aux urnes. L'institution démocratique serait donc un reflet constant de la masse lors de l'échéance électorale, comme en quelque sorte le ciel étoilé de Herschel ¹ qui ne nous donne pas une image des astres tels qu'ils sont quand nous les voyons mais tels qu'ils étaient au moment où, de l'infini, ils émettaient leurs rayons lumineux vers la terre. On conteste ici l'existence de tout lien intellectuel vivant entre les élus et leurs électeurs, de toute influence réciproque constante.

Toute l'expérience historique s'inscrit ici en faux ! Celle-ci nous montre au contraire que l'opinion publique irrigue constamment les institutions représentatives, les pénètre, les dirige. Comment expliquer sinon les cabrioles archi-réjouissantes *que* dans tout parlement bourgeois les « représentants du peuple » nous donnent parfois à voir, lorsque, animés soudain d'un « esprit » nouveau, ils font entendre des accents parfaitement inattendus ; comment expliquer que, de temps à autre, des momies archi-desséchées prennent des airs de jeunesse, que les petits Scheidemann de tous poils trouvent tout à coup dans leur cœur des accents révolutionnaires - lorsque la colère gronde dans les usines, dans les ateliers et dans les rues ?

¹ HERSCHEL, sir William (1738-1822). Astronome anglais né à Hanovre. Créateur de l'astronomie stellaire.

Cette action constamment vivace de l'opinion et de la maturité politique des masses devrait donc juste en période de révolution, déclarer forfait devant le schéma rigide des enseignes de partis et des listes électorales? Tout au contraire ! C'est justement la révolution *qui* par son effervescence ardente crée cette atmosphère politique légère, vibrante réceptive, qui permet aux vagues de l'opinion publique, au pouls de la vie populaire d'agir instantanément, miraculeusement sur les institutions représentatives. C'est justement là-dessus que reposent les fameuses scènes impressionnantes, au début de toutes les révolutions, où de vieux parlements réactionnaires ou très modérés, élus sous l'ancien régime au suffrage restreint, se transforment soudain en porte-parole héroïques de l'insurrection, en romantiques de l'action. Le célèbre « Long Parlement » anglais est bien l'exemple classique : élu et convoqué en 1642, il resta en poste pendant sept ans et refléta successivement en son sein tous les changements dans l'opinion publique, la maturité politique, la division des classes, la progression de la révolution jusqu'à son apogée, depuis la timide escarmouche du début avec la couronne alors que son speaker rampait encore, jusqu'à la suppression de la chambre des Lords, l'exécution de Charles 1er et la proclamation de la république.

Cette miraculeuse transformation ne s'est-elle pas également reproduite dans les États généraux en France, dans le parlement de censure de Louis-Philippe et même - la dernier, le plus frappant des exemples est si proche de Trotski - dans la quatrième Douma russe, élue en l'an de grâce 1909 sous la plus rigide des hégémonies contre-révolutionnaires qui, en 1917, sentit se lever le vent juvénile de la révolte et engagea le processus révolutionnaire ?

Tout ceci montre que « le lourd mécanisme des institutions démocratiques » trouve un correctif puissant, qui s'exprime justement dans le mouvement vivant de la masse, dans la pression constante qu'elle exerce. Et si l'institution se démocratise, si le pouls de la vie politique de la masse bat plus vite et plus fort, cette influence se fait alors plus immédiate et plus précise - malgré les clichés rigides des partis, malgré les listes électorales périmées, etc. Certes, toute institution démocratique a ses limites et ses lacunes, ce qu'elle partage d'ailleurs avec toutes les institutions humaines. Mais le remède qu'ont trouvé Lénine et Trotski - supprimer carrément la démocratie -est encore pire que le mal qu'il est censé guérir : il obstrue la source vivante d'où auraient pu jaillir les correctifs aux imperfections congénitales des institutions sociales. La vie politique active, énergique, sans entraves de la grande majorité des masses populaires.

Prenons un autre exemple frappant : le droit de vote élaboré par le gouvernement soviétique. On ne voit pas très bien quelle portée pratique on lui attribue. Lénine et Trotski se sont livrés à une critique des institutions démocratiques ; il en ressort qu'ils récusent le principe des représentations populaires issues d'élections générales et ne veulent s'appuyer que sur les Soviets. On ne voit pas très bien pourquoi, en fait, on a quand même élaboré un suffrage universel. Ce droit de vote n'a d'ailleurs, à ce qu'on sache, jamais été appliqué de quelque façon que ce soit ; on n'a pas entendu parler d'élections pour une quelconque représentation populaire qui l'aurait eu pour base. On a tout lieu de supposer qu'il s'agit là d'un produit théorique, resté pour ainsi dire sur le papier ; mais tel qu'il est, c'est un produit remarquable de la théorie bolcheviste de la dictature. On ne jauge pas le droit de vote, et les droits politiques en général, selon les schémas abstraits de « justice » et autres formules démocratiques bourgeoises mais d'après des conditions économiques et sociales auxquelles il s'adapte. Le droit de vote élaboré par le gouvernement soviétique est pensé en fonction de la période de transition entre la société bourgeoise capitaliste et la société socialiste, en fonction de la dictature du Prolétariat. Selon l'interprétation que donnent Lénine et Trotski de cette dictature, le droit de vote n'est accordé qu'à ceux qui vivent de leur propre travail et refusé à tous les autres.

Un tel droit de vote n'a bien évidemment de sens que dans une société économiquement en mesure de permettre à tous ceux qui veulent travailler de vivre convenablement et dignement de leur travail. Est-ce le cas pour la Russie actuelle? La Russie soviétique, retranchée du marché mondial, coupée de ses sources de matières premières essentielles, doit faire face à d'énormes difficultés ; la vie économique dans son ensemble s'est terriblement délabrée, les rapports de production ont été brusquement bouleversés à la suite du renversement des rapports de propriété dans l'agriculture, l'industrie et le commerce ; il va donc de soi que d'innombrables personnes seront déracinées soudain, que leur existence va à la dérive sans qu'elles aient la moindre possibilité objective d'employer leur force de travail dans le mécanisme économique. Ceci ne vaut pas ,seulement pour la classe des capitalistes et des propriétaires fonciers, mais aussi pour une large couche de la classe moyenne et même pour la classe ouvrière. C'est un fait : l'effondrement de l'industrie a provoqué un reflux massif du prolétariat des villes dans les campagnes où il cherche à s'employer dans l'agriculture. Dans ces conditions, un suffrage politique qui pose comme condition l'obligation pour tous de travailler, est une mesure parfaitement incompréhensible. Dans la logique du courant, seuls les exploités devaient être privés de droits politiques. Et alors qu'on déracine en masse les forces de travail productives, le gouvernement soviétique se voit, en revanche, souvent contraint d'affermier, pour ainsi dire, l'industrie nationale à ses anciens propriétaires capitalistes. Le gouvernement soviétique s'est aussi vu contraint de conclure un compromis avec les coopératives de consommation bourgeoises. Puis l'utilisation de spécialistes bourgeois s'est révélée indispensable. Une autre conséquence du même phénomène : des couches croissantes du prolétariat, les gardes rouges, etc. sont entretenues par l'État sur les deniers publics. En réalité, il prive de droit des couches vastes et croissantes de la petite bourgeoisie et du prolétariat pour lesquelles l'organisme économique ne prévoit aucun moyen qui leur permette de répondre au travail obligatoire.

Cela ne rime à rien que de qualifier le droit de vote de produit utopique de l'imagination, détaché de la réalité sociale. Et c'est bien pourquoi ce n'est pas un instrument sérieux de la dictature prolétarienne. Un anachronisme, une anticipation de la situation juridique qui a sa place sur une base économique socialiste déjà achevée mais pas dans la période de transition de la dictature prolétarienne.

Lorsque les classes moyennes, l'intelligentsia bourgeoise et petite bourgeoise ont, pendant les mois qui ont suivi la révolution d'octobre, boycotté le gouvernement soviétique, paralysé les chemins de fer, la poste, le télégraphe, les écoles et l'appareil administratif s'insurgeant ainsi contre le gouvernement des travailleurs, toutes les mesures de rétorsion étaient bonnes pour briser d'une main de fer la résistance : privation des droits politiques, des moyens économiques d'existence, etc. Ainsi s'exprimait en effet la dictature socialiste, elle ne doit épargner aucun moyen de contrainte pour imposer ou empêcher certaines mesures dans l'intérêt de tous. En revanche, un droit de vote qui prive de tous droits de vastes couches de la société, qui les exclut politiquement du cadre de la société, sans être en mesure de leur trouver une place à l'intérieur même du cadre économique de cette société, une privation de droit qui n'est pas une mesure concrète pour atteindre un but concret mais une règle générale durable, ce droit n'est pas une nécessité de la dictature mais une improvisation vouée à l'échec. Aussi bien les soviets comme épine dorsale, que la constituante et le suffrage universel ¹.

¹ Note sur feuille libre, non numérotée (probablement destinée à compléter la dernière phrase contestée : « Aussi bien les soviets comme épine dorsale que la constituante et le suffrage universel ») Note dans le texte allemand.

Les bolcheviks qualifiaient les soviets de réactionnaires parce qu'ils étaient, en majorité, composés de paysans (les délégués des paysans et les délégués des soldats). Lorsque les soviets ont pris pour eux fait et cause, ils sont devenus les représentants véritables de l'opinion publique. Mais ce brusque revirement ne dépendait que de la paix et de la question agraire.

Mais l'assemblée constituante et le droit de vote sont loin d'épuiser la question : nous n'avons pas parlé de la suppression des garanties démocratiques les plus importantes pour une vie publique saine : liberté de la presse, droit d'association et de réunion, devenus illégaux pour tous les ennemis du gouvernement soviétique. L'argumentation de Trotski citée plus haut sur la lourdeur des institutions démocratiques ne suffit pas, et de loin, à justifier ces atteintes. Cependant une chose est certaine, incontestable : sans une presse libre et dégagée de toute entrave, si l'on empêche la vie des réunions et des associations de se dérouler, la domination de vastes couches populaires est alors parfaitement impensable,

Lénine dit que l'état bourgeois est un instrument d'oppression de la classe ouvrière, l'état socialiste, un instrument d'oppression de la bourgeoisie. Qu'il n'est en *quelque* sorte qu'un état capitaliste inversé. Cette conception simpliste omet l'essentiel : pour que la classe bourgeoise puisse exercer sa domination, point n'est besoin d'enseigner et d'éduquer politiquement l'ensemble de la masse populaire, du moins pas au-delà de certaines limites étroitement tracées. Pour la dictature prolétarienne, c'est là l'élément vital, le souffle sans lequel elle ne saurait exister.

« Grâce à la lutte ouverte et immédiate pour le pouvoir gouvernemental, les masses ouvrières accumulent en très peu de temps une énorme expérience politique et franchissent rapidement les échelons dans leur évolution ¹. » Ici Trotski se contredit lui-même et contredit ses propres camarades de parti. Et justement parce que c'est vrai, ils ont, en écrasant la vie publique, tari la source de l'expérience politique et arrêté l'évolution ascendante. Ou alors, il faudrait admettre que l'expérience et l'évolution étaient nécessaires jusqu'à la prise du pouvoir par les bolcheviks, qu'elles avaient atteint leur apogée et devenaient désormais superflues. (Discours de Lénine : la Russie est acquise au socialisme !)

C'est tout le contraire en vérité ! Les tâches *gigantesques* auxquelles les bolcheviks s'étaient attelés avec courage *et* décision exigeaient précisément que *les* masses reçoivent une éducation politique très intensive et accumulent les expériences.

La liberté pour les seuls partisans du gouvernement, pour les seuls membres d'un parti - aussi nombreux soient-ils - ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours au moins la liberté de celui qui pense autrement. Non pas en vertu du fanatisme de la « justice » mais parce que tout ce que la liberté comporte d'instructif, de salutaire et de purifiant dépend de ce principe et cesse d'être efficace lorsque la « liberté » devient un privilège.

S'ils sont honnêtes avec eux-mêmes, les bolcheviks ne sauraient nier qu'il leur a fallu marcher à tâtons, faire des tentatives, des essais, des expériences de tous ordres et qu'une bonne partie des mesures qu'ils ont prises ne sont pas des pertes. C'est ce qui nous arrivera certainement à notre tour, même si la situation ne présente pas partout les mêmes difficultés.

La condition qu'implique tacitement la théorie de la dictature selon Lénine et Trotski est la suivante : un bouleversement socialiste est une chose pour laquelle le parti de la révolution a sous la main une recette toute prête et il n'est besoin que d'énergie pour la réaliser.

¹ Les traductions de Trotski n'ont pas été confrontées à l'original.

Malheureusement, ou si l'on veut heureusement, il n'en est pas ainsi. Loin d'être une somme de prescriptions toutes faites qu'il suffirait d'appliquer, la réalisation pratique du socialisme en tant que système économique, social et juridique est une chose enfouie dans la brume épaisse de l'avenir. Ce que nous offre notre programme, ce sont de grands panneaux indiquant la direction dans laquelle doivent être recherchées les mesures à prendre, et encore ces indications ont-elles un caractère surtout négatif. Nous savons à peu près ce qu'il nous faut supprimer dès l'abord pour ouvrir la voie à l'économie socialiste, mais en revanche, la nature des mille mesures concrètes et pratiques, petites et grandes qu'il faudra prendre pour introduire les principes socialistes dans l'économie, dans le droit, dans tous les rapports sociaux n'est consignée dans aucun programme de parti socialiste, dans aucun manuel socialiste. Ce n'est pas une lacune mais précisément l'avantage du socialisme scientifique sur le socialisme utopique. Le système socialiste ne peut et ne doit être qu'un produit historique, issu de l'école même de l'expérience, à l'heure de l'accomplissement, de l'histoire vivante en train de se faire; tout comme la nature organique dont elle fait finalement partie, celle-ci a la belle habitude de susciter conjointement les besoins sociaux réels et les moyens de les satisfaire, les tâches et leur solution. S'il en est ainsi, la nature même du socialisme fait que, bien évidemment, il ne peut être octroyé ou introduit par oukaze. Il présuppose une série de mesures coercitives, contre la propriété, etc. On peut décréter l'aspect négatif, la destruction, mais pas l'aspect positif, la construction. Terre neuve. Mille problèmes. Seule l'expérience permet les corrections et l'ouverture de nouvelles voies. Seule une vie bouillonnante et sans entraves se diffracte en mille formes nouvelles, en mille improvisations, illumine la puissance créatrice, corrige elle-même toutes ses erreurs. Si la vie publique des états à liberté limitée est si terne, si misérable, si schématique, si inféconde, c'est justement parce qu'en excluant la démocratie, elle tarit les sources vivantes de toute richesse et de tout progrès intellectuel. (Preuve : les années 1905 et les mois de février à octobre 1917.) Sur le plan politique, mais tout autant sur le plan économique et social. La masse populaire doit participer dans son ensemble. Sinon, le socialisme est décrété, octroyé par une douzaine d'intellectuels réunis autour d'un tapis vert.

Contrôle public absolument indispensable. Sinon l'échange d'expériences demeure prisonnier du cercle restreint des fonctionnaires du nouveau gouvernement. Corruption inévitable. (Paroles de Lénine, *Mitteilungsblatt*, no 29) ¹. La pratique du socialisme exige un bouleversement complet dans l'esprit des masses dégradé par des siècles de domination de classe bourgeoise. Instincts sociaux à la place des instincts égoïstes, initiative des masses à la place de l'inertie, idéalisme qui fait surmonter toutes les souffrances, etc. Personne ne le sait mieux, ne le dépeint avec plus de précision, ne le répète avec plus d'obstination que Lénine. Mais il se trompe intégralement dans l'emploi des moyens. Décret, puissance dictatoriale des inspecteurs d'usines, sanctions draconiennes, terreur, ce ne sont là que des palliatifs. La seule voie qui mène à une renaissance est l'école même de la vie publique, une démocratie très large, sans la moindre limitation, l'opinion publique. C'est justement la terreur qui démoralise.

Si l'on supprime tout cela, que reste-t-il en fait? A la place des institutions représentatives issues d'élections populaires générales, Lénine et Trotski ont imposé les soviets comme la seule représentation véritable des masses laborieuses. Mais si l'on étouffe la vie politique dans tout le pays, la paralysie gagne obligatoirement la vie dans les soviets. Sans élections générales, sans une liberté de presse et de réunion illimitée, sans une lutte d'opinion libre, la vie s'étiole dans toutes les institutions publiques, végète, et la bureaucratie demeure le seul élément actif. La vie publique s'endort progressivement ; quelques douzaines de chefs de parti, animés d'une énergie inépuisable et d'un idéalisme sans bornes, dirigent et gouvernent;

¹ Cf. Édition de 1964, p. 64.

le pouvoir réel se trouve aux mains d'une douzaine d'entre eux doués d'une intelligence éminente ; et l'élite ouvrière est invitée de temps en temps à assister à des réunions pour applaudir aux discours des dirigeants et voter à l'unanimité les résolutions proposées ; au fond donc, un gouvernement de coterie - une dictature certes, pas la dictature du prolétariat mais la dictature d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature dans le sens bourgeois, dans le sens de l'hégémonie jacobine (l'intervalle entre les congrès des soviets reporté de trois à six mois». Et plus encore, un tel état de choses engendre nécessairement une recrudescence de sauvagerie dans la vie publique, des attentats, des exécutions d'otages, etc.

Discours de Lénine sur la discipline et la corruption.

Dans toute révolution la lutte contre le lumpenprolétariat constitue un problème en soi, d'une grande importance. En Allemagne comme partout, on aura aussi à s'en soucier. L'élément du lumpenprolétariat est intimement lié à la société bourgeoise, non seulement comme une couche à part, comme un déchet social qui prend des proportions gigantesques notamment lorsque l'édifice de l'ordre social s'écroule, mais comme élément intégrant de la société globale. Les événements en Allemagne - et plus ou moins dans tous les autres états - ont montré avec quelle facilité toutes les couches de la société bourgeoise s'encanailent. La gradation entre l'usure marchande, les fraudes des hobereaux polonais, les affaires fictives, la contrefaçon de denrées alimentaires, l'escroquerie, la corruption de fonctionnaire, le vol, l'effraction, le pillage s'est évanouie si bien que la distinction entre la bourgeoisie honorable et le bagne a disparu. C'est la répétition du phénomène de dégradation rapide et régulière des atours bourgeois lorsqu'ils sont transplantés en terrain social étranger, dans les conditions des colonies d'outre-mer. En se défaisant des barrières et des appuis conventionnels de la morale et du droit, la société bourgeoise dont la loi vitale intime est une très profonde immoralité: l'exploitation de l'homme par l'homme, s'encaille purement et simplement, sans délai et sans frein. La révolution prolétarienne aura partout à combattre cet ennemi, cet instrument de la contre-révolution.

Et même en ce cas, la terreur est une arme émoussée, ou plutôt à double tranchant. La plus draconienne des justices de guerre est impuissante devant l'irruption des désordres du lumpenprolétariat. En effet, tout état de siège qui dure mène invariablement à l'arbitraire et tout arbitraire exerce sur la société une action dépravante. Le seul moyen efficace dont dispose la révolution prolétarienne est en ce cas également : prendre des mesures radicales, politiques et sociales, établir sans délai les garanties sociales de la vie de la masse, et développer l'idéalisme révolutionnaire qui ne peut subsister, à la longue que grâce à une activité intense dans la vie des masses, dans une liberté politique illimitée.

Contre les infections et les germes morbides, l'action libre des rayons solaires est le moyen le plus efficace pour purifier et pour guérir; de même, la révolution en soi et son principe rénovateur, la vie intellectuelle l'activité et l'auto-responsabilité des masses qu'elle suscite, en un mot, la révolution sous la forme de la liberté politique la plus large est le seul soleil qui sauve et purifie ¹.

Chez nous, comme partout ailleurs, l'anarchie sera inévitable. L'élément du lumpenprolétariat est inhérent à la société bourgeoise et ne peut en être séparé.

Preuves :

¹ Étude sur le lumpenprolétariat (élabore apparemment la note suivante qui ne figure dans le manuscrit que sur une feuille libre intercalée). Note dans le texte allemand.

1) En Prusse orientale, les pillages des « cosaques ».

2) L'irruption générale de pillages et de vols en Allemagne (« fraudes » ; le personnel de la poste et des chemins de fer, la police ; les frontières séparant la société bien ordonnée et le bagne se sont complètement effacées).

3) Les dirigeants syndicaux se sont encanaillés rapidement. Les mesures de terreur draconiennes sont impuissantes là-contre. Au contraire, elles corrompent encore davantage. L'unique contre-poison : l'idéalisme et l'activité sociale des masses, une liberté politique illimitée.

C'est une loi toute puissante, objective, à laquelle aucun parti ne peut se soustraire.

L'erreur fondamentale de la théorie de Lénine-Trotsky est que précisément ils opposent, tout comme Kautsky, la dictature à la démocratie. « Dictature ou démocratie », c'est en ces termes que se pose la question pour les bolcheviks et pour Kautsky. Ce dernier se prononce bien entendu pour la démocratie, la démocratie *bourgeoise* puisque précisément elle constitue pour lui l'alternative au bouleversement socialiste. Lénine-Trotsky se prononcent en revanche pour la dictature en opposition à la démocratie, et ainsi pour la dictature d'une poignée de gens, c'est-à-dire pour une dictature sur le modèle bourgeois. Ce sont là deux pôles opposés aussi éloignés l'un que l'autre de la politique socialiste authentique. Lorsqu'il prend le pouvoir, le prolétariat ne peut en aucun cas suivre le bon conseil de Kautsky sous prétexte que « le pays n'est pas mûr » et renoncer à la transformation socialiste, ne se consacrer qu'à la démocratie sans se trahir lui-même, trahir l'Internationale et la révolution. Il a le devoir et l'obligation de prendre immédiatement des mesures socialistes de la façon la plus énergique, la plus inexorable, la plus brutale, donc d'exercer la dictature, mais une dictature de classe, non pas celle d'un parti ou d'une coterie ; une dictature de classe, c'est-à-dire une dictature qui s'exerce le plus ouvertement possible, avec la participation sans entraves, très active des masses populaires, dans une démocratie sans limites. « En tant que marxistes, nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle », écrit Trotsky. Certes, nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle. Mais nous n'avons jamais non plus été idolâtres du socialisme ou du marxisme. Doit-on en conclure que nous devons mettre le marxisme au rancart à la manière de Cunow-Lensch-Parvus¹, quand il nous gêne aux entournures ? Nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle, cette phrase n'a qu'un seul sens ; nous distinguons toujours le noyau social de la forme politique de la démocratie bourgeoise, nous avons toujours dégagé l'âpre noyau d'inégalité et de servitude sociales qui se cache sous l'écorce sucrée de l'égalité et de la liberté formelles, non pas pour les rejeter mais pour inciter la classe ouvrière à ne pas se contenter de l'écorce, à conquérir plutôt le pouvoir politique pour la remplir d'un nouveau contenu social : la tâche historique du prolétariat lorsqu'il prend le pouvoir est de remplacer la démocratie bourgeoise par la démocratie socialiste et non pas de supprimer toute démocratie. La démocratie socialiste ne commence pas seulement en

¹ CUNOW, Heinrich (1862-1936). Professeur à l'université de Berlin. membre du S.P.D., écrivain, il édita la *Neue Zeit* à partir de 1918 et fit pendant la guerre, partie de l'extrême droite du parti.

PARVUS, pseudonyme de Alexander L. Helphand (1867-1924). Révolutionnaire russe, émigré en Allemagne et membre du S.P.D. à partir de 1891, il y combattit le révisionnisme. En 1905, il prit part à la révolution en Russie et s'enfuit en Allemagne en 1906. De 1910 à 1914, il séjourna dans les Balkans où il se livra à la spéculation. Revenu en Allemagne, il rejoignit l'extrême droite du parti et finança l'Internationale *Korrespondenz*. Il joua également un rôle diplomatique dans la préparation de la Conférence de Stockholm.

Terre promise, lorsque l'infrastructure de l'économie socialiste est créée, ce n'est pas un cadeau de Noël tout prêt pour le gentil peuple qui a bien voulu, entre temps, soutenir fidèlement une poignée de dictateurs socialistes. La démocratie socialiste commence avec la destruction de l'hégémonie de classe et la construction du socialisme. Elle commence au moment de la prise du pouvoir par le parti socialiste. Elle n'est pas autre chose que la dictature du prolétariat.

Parfaitement : dictature ! Mais cette dictature réside dans *le mode d'application de la démocratie* et non dans sa suppression, en empiétant avec énergie et résolution sur les droits acquis et les rapports économiques de la société bourgeoise ; sans cela, on ne peut réaliser la transformation socialiste. Mais cette dictature doit être l'œuvre de la *classe*, et non pas d'une petite minorité qui dirige au nom de la classe, c'est-à-dire qu'elle doit être l'émanation fidèle et progressive de la participation active des masses, elle doit subir constamment leur influence directe, être soumise au contrôle de l'opinion publique dans son ensemble, émaner de l'éducation politique croissante des masses populaires.

C'est ainsi que les bolcheviks auraient agi jusqu'à présent s'ils ne subissaient pas l'effroyable pression de la guerre mondiale, de l'occupation allemande et de toutes les difficultés énormes qui s'y rattachent et qui sont de nature à corrompre n'importe quelle politique socialiste, fût-elle pleine des meilleures intentions et des plus beaux principes.

Un argument frappant : l'utilisation abondante de la terreur par le gouvernement des conseils et notamment dans la dernière période qui a précédé l'effondrement de l'impérialisme allemand depuis l'attentat contre l'ambassadeur d'Allemagne. On ne baptise pas les révolutions à Veau de rose, voilà une vérité de La Palisse bien insuffisante.

On peut comprendre tout de ce qui se passe en Russie ; c'est une chaîne inévitable de causes et d'effets qui a point de départ et clef de voûte, la carence du prolétariat allemand et l'occupation de la Russie par l'impérialisme allemand. Ce serait réclamer l'impossible de Lénine et de ses amis que de leur demander encore dans de telles conditions de créer, comme par magie, la plus belle des démocraties, la plus exemplaire des dictatures du prolétariat, une économie socialiste florissante. Par leur attitude révolutionnaire décidée, leur énergie exemplaire et leur fidélité inviolable au socialisme international, ils ont vraiment fait tout ce qu'ils pouvaient faire dans des conditions aussi effroyablement compliquées. Le danger commence là où, faisant de nécessité vertu, ils cherchent à fixer dans tous les points de la théorie, une tactique qui leur a été imposée par des fatales et à la proposer au prolétariat international comme modèle de la tactique socialiste. Ils se mettent ainsi tout à fait inutilement en lumière et placent leur mérite historique réel et incontestable sous le 'boisseau des erreurs imposées par la nécessité ; ils rendent donc un bien mauvais service au socialisme international pour l'amour et au nom duquel ils ont lutté et souffert, en voulant y engranger comme autant de révélations, toutes les aberrations introduites en Russie sous la contrainte de la nécessité qui n'ont été, en fait, que des retombées de la faillite du socialisme international dans cette guerre mondiale.

Les socialistes gouvernementaux allemands peuvent bien proclamer haut et fort que la domination des bolcheviks en Russie n'est qu'une caricature de dictature du prolétariat. Si ce fut ou si c'est le cas, c'est uniquement parce qu'elle fut le produit de l'attitude du prolétariat allemand, elle-même caricature de la lutte de classe socialiste. Nous sommes tous soumis à la loi de l'histoire et l'on ne peut introduire l'ordre socialiste qu'à l'échelle internationale. Les bolcheviks ont montré qu'ils pouvaient faire tout ce qu'un parti vraiment révolutionnaire est capable d'accomplir dans les limites des possibilités historiques. Qu'ils ne cherchent pas à faire des miracles ! Car une révolution prolétarienne exemplaire et parfaite dans un pays

isolé, épuisé par la guerre mondiale, écrasé par l'impérialisme, trahi par le prolétariat international serait un miracle. Ce qui importe, c'est de distinguer, dans la politique des bolcheviks, l'essentiel de l'accessoire, la substance du fortuit. En cette dernière période où les luttes finales décisives nous attendent dans le monde entier, le problème le plus important du socialisme a été et est encore précisément la question brûlante de l'actualité, non pas telle ou telle question de détail de la tactique mais la combativité du prolétariat, l'énergie des masses, la volonté du socialisme de prendre le pouvoir en général. A cet égard, Lénine, Trotski et leurs amis ont les premiers, par leur exemple, ouvert la voie au prolétariat mondial, ils sont jusqu'à présent encore les seuls qui puissent s'écrier comme Hutten ¹: « J'ai osé » !

Voilà ce que la politique des bolcheviks comporte d'essentiel et de durable. En ce sens, ils conservent le mérite impérissable d'avoir ouvert la voie au prolétariat international en prenant le pouvoir politique et en posant le problème pratique de la réalisation du socialisme, d'avoir fait progresser considérablement le conflit entre capital et travail dans le monde entier. En Russie, le problème ne pouvait être que posé. Il ne pouvait être résolu en Russie. Et en ce sens, l'avenir appartient partout au « Bolchevisme ».

¹ HUTTEN, Ulrich von (1488-1523). Théologien allemand, célèbre par ses virulentes attaques, au début de la Réforme, contre le clergé et les moines.

9. *Fragment sur la guerre, la question nationale et la révolution*

. ←

Alors que la haine de classe contre le prolétariat et la menace immédiate de révolution sociale qu'il représente détermine intégralement les faits et gestes des classes bourgeoises, leur programme de paix et leur politique à venir, que fait le prolétariat international ? Totalemment sourd aux leçons de la révolution russe, oubliant l'abc du socialisme, il cherche à faire aboutir le même programme de paix que la bourgeoisie et le préconise comme son programme propre ! Vive Wilson et la Société des Nations Vive l'autodétermination nationale et le désarmement Voilà maintenant la bannière à laquelle se rallient soudain les socialistes de tous les pays - et avec eux les gouvernements impérialistes de l'Entente, les partis les plus réactionnaires, les socialistes gouvernementaux arrivistes, les socialistes oppositionnels du marais « fidèles aux principes », les pacifistes bourgeois, les utopistes petits-bourgeois, les États nationalistes parvenus, les impérialistes allemands en faillite, le pape, les bourreaux finlandais du prolétariat révolutionnaire, les mercenaires ukrainiens du militarisme allemand.

En Pologne, les Daszynski ¹ sont intimement liés aux hobereaux de Galicie et à la grande bourgeoisie de Varsovie ; en Autriche allemande, les Adler, Renner, Otto Bauer et Julius Deutsch ² vont main dans la main avec les chrétiens sociaux, les agrariens et les nationaux

¹ DACZYNSKI, Ignaz (1866-1936). Dirigeant du Parti Socialiste Polonais (P.P.S.) de Galicie, il fut son représentant auprès de la IIe Internationale.

² ADLER, Victor (1852-1918). Fondateur et dirigeant du Parti social-démocrate autrichien, fondateur de son organe central, l'Arbeiterzeitung, il fut l'une des plus éminentes figures de l'Internationale. Avocat de l'autonomie nationale, anti-militariste, Il fut partisan de la défense pendant la guerre mondiale. En 1918, Il fut ministre des Affaires Étrangères.

RENNER, Kart (Rudolf Springer) (1870-1950). Dirigeant du Parti social-démocrate autrichien, membre du Reichsrat, favorable à la défense pendant la guerre, il fut en 1918, le premier chancelier de la république autrichienne et l'un des signataires du traité de Versailles. Il fut Président de la République autrichienne après la Seconde Guerre mondiale.

BAUER, Otto (1881-1938) Dirigeant et théoricien du Parti social-démocrate autrichien, il fonda *Der Kampf*, son organe théorique et collabora à la *Neue Zeit*. De 1915 à 1917, il fut prisonnier en Russie. En 1918, il devint sous-secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, puis secrétaire d'État. Il fut l'un des fondateurs de l'Internationale deux et demi. Il fut contraint d'émigrer en 1934.

DEUTSCH, Julius. Socialiste, dirigeant syndical. En 1918-20, il organisa, en tant que secrétaire d'État, la « milice ». Après avoir démissionné en 1920, il fonda le « Club de défense républicaine ». En février

allemands ; en Bohême, les Soukup et Nemeč¹ forment un bloc compact avec tous les partis bourgeois - quelle émouvante réconciliation générale des classes ! Et au-dessus de toute cette ivresse nationale, flotte la bannière internationale de la paix. Partout, les socialistes tirent les marrons du feu pour la bourgeoisie ; par leur crédit et leur idéologie, ils aident à couvrir la déroute morale de la société bourgeoise, ils l'aident à s'en sauver, à restaurer et à consolider l'hégémonie bourgeoise de classe.

Et la première consécration pratique de cette politique bien huilée, c'est l'écrasement de la révolution russe et le morcellement (?) de la Russie.

C'est la politique du 4 août 1914 qui se reflète inversée dans le miroir concave de la paix. La capitulation dans la lutte des classes et la coalition avec les bourgeoisies nationales respectives en vue d'un carnage réciproque, se sont transformées en une alliance mondiale, internationale pour une « paix d'entente ». Ils tombent dans le panneau des pires platitudes, des pires fadeurs, de la berceuse, du mélo de cinéma : le capital a soudain disparu, les conflits de classes sont nuls et non avenues. Désarmement, paix, harmonie des nations. La force plie devant la loi, le faible se redresse, Au lieu de canons, Krupp va produire ... des bougies de Noël, la ville américaine de Gari (?) va se transformer en un jardin d'enfants de Fröbel². Arche de Noé où l'agneau ira tranquillement paître auprès du loup, où le tigre ronronne en clignant des yeux comme un gros chat domestique, alors que du bout de ses cornes, l'antilope le chatouille derrière l'oreille, où le lion et la chèvre jouent à saute-mouton. Et tout cela grâce à la formule magique de Wilson, du président des, milliardaires américains, tout cela grâce au soutien des Clemenceau, Lloyd George et du prince Max de Bade³. Désarmement aptes qu'en Angleterre et en Amérique, deux nouveaux. militarismes ; Fournisseur : le Japon. Après une progression illimitée de la technique. Alors que le capital financier et le capital de l'industrie de guerre ont tous les États dans leur poche à cause de la dette publique ! Alors que les colonies - restent des colonies. Ici, l'idée de la lutte des classes capitule devant l'idée nationale. Il semble que l'harmonie des classes dans chaque nation soit la condition préalable et le complément de l'harmonie des nations qui doit sortir de la guerre mondiale pour s'épanouir dans la « Société des Nations ». Le nationalisme est actuellement de mise. Des nations et des mini-nations s'annoncent de toutes parts et affirment leurs droits à constituer des États. Des cadavres putréfiés sortent de tombes centenaires, animés d'une nouvelle vigueur printanière et des peuples « sans histoire » qui n'ont jamais constitué d'entité étatique autonome ressentent le besoin violent de s'ériger en États. Polonais, Ukrainiens, Bielorusses, Lithuaniens, Tchèques, Yougoslaves, dix nouvelles nations au Caucase... Les Sionnistes édifient déjà leur ghetto palestinien, pour l'instant à Philadelphie... c'est aujourd'hui la nuit de Walpurgis sur le Brocken⁴ nationaliste.

1934, il émigra en Tchécoslovaquie puis combattit en Espagne où il fut général (les troupes républicaines. Il revint à vieillie en 1946 et quitta le parti en 1953.

¹ SOUKUP, Frantisek (1871-1940) Social-démocrate tchèque, délégué au Bureau Socialiste International il fut en 1918-19 ministre de la justice, en 1919-29, vice-président du Sénat, en 1929-39, président du Sénat.

NEMEC, Antonin (1858-1926). Journaliste, dirigeant du Parti social-démocrate tchèque, il fut à partir de 1904 son représentant au B.S.I. De 1907 à 1918, il fut député au Reichsrat autrichien, et en 1918-20, membre de l'assemblée nationale révolutionnaire tchèque. Député au parlement tchèque de 1920 à 1925, il devint alors président honoraire de son parti.

² FRÖBEL, Friedrich (1782-1852). Pédagogue, fonda en 1840, à Blankenburg en Thuringe, un jardin d'enfants pour toute l'Allemagne.

³ Biffé : de ce même Erzberger qui... le traité de Paix de Brest... Note dans le texte allemand.
ERZBERGER : Sous-secrétaire d'État aux Affaires Étrangères dans le cabinet du prince Max de Bade. Président de la commission d'armistice (6 novembre 1918).

MAX DE BADE (1867-1929) Chancelier d'Empire à partir du 3 octobre 1918, il transmit les propositions de paix à Wilson. Le 9 novembre, il céda sa place à Ebert.

⁴ Brocken : Montagne du Harz où se serait déroulée la nuit de Walpurgis.

Sur un balai, sur un bâton
Ne volera plus jamais, qui aujourd'hui n'a pas volé.

Mais le nationalisme West qu'une formule. La substance, le contenu historique qu'elle couvre est aussi divers et ramifié qu'est creuse et pauvre la formule d' « autodétermination nationale » qui le cache.

Maintenant, comme dans toutes les grandes périodes révolutionnaires, on présente toutes sortes de factures, vieilles et nouvelles, de conflits à régler pêle-mêle, des restes démodés du passé, les questions les plus actuelles du présent et des problèmes à peine esquissés de l'avenir. La décadence de l'Autriche et de la Turquie est la dernière liquidation du Moyen-âge féodal, un appendice à l'œuvre de Napoléon. Mais l'effondrement et l'abaissement de l'Allemagne est, en même temps, la faillite du Plus jeune et du plus vigoureux des impérialismes et de ses projets de domination du monde qui n'ont pris forme que dans la guerre. Ce n'est aussi que la faillite d'une méthode particulière de domination impérialiste : à travers la réaction de l'Elbe orientale et la dictature militaire, à travers l'état de siège et les méthodes d'extermination, c'est l'effondrement de la stratégie de Trotha ¹, transposée des hereros du désert de Kalahari à l'Europe. Analogue à celle de l'Autriche et de la Turquie, dans l'apparence et la forme des résultats - la constitution de nouveaux petits États nationaux - la décadence de la Russie cache un problème opposé : d'une part, la capitulation de la politique prolétarienne à l'échelle nationale devant l'impérialisme, d'autre part la contre-révolution capitaliste contre la prise du pouvoir par le prolétariat ².

Dans son schématisme pédant de maître d'école, un K(autsky) y voit le triomphe de la « démocratie » qui prendrait tout simplement la forme et les accessoires d'un État national. Ce formaliste sec et petit bourgeois oublie, bien sûr, d'examiner le fond historique des choses; gardien attitré du temple du matérialisme historique, il oublie qu' « État national » et « nationalisme » sont, en soi, des moules vides dans lesquels chaque période historique et les rapports de classes dans chaque pays, coulent un contenu matériel particulier. Dans l'Allemagne ou l'Italie des années 70, le mot d'ordre d' « État national » servait de programme à l'État bourgeois, à l'hégémonie bourgeoise de classe ; l'offensive visait un passé moyen-âgeux et féodal, un état bureaucratique-partriarcial et une vie économique disloquée. En Pologne, le mot d'ordre d' « État national » était traditionnellement celui de l'opposition de la noblesse rurale et de la petite bourgeoisie au développement capitaliste moderne, un mot d'ordre dont la pointe était précisément dirigée contre les phénomènes modernes de la vie, aussi bien le libéralisme bourgeois que son antipode, le mouvement ouvrier socialiste. Dans les Balkans, en Bulgarie, en Roumanie, en Serbie, deux guerres sanglantes, préludes à la guerre mondiale, ont marqué l'irruption violente du nationalisme, expression des aspirations du capitalisme à se développer et de la classe bourgeoise à exercer son hégémonie dans tous ces États ; le nationalisme y est, d'une part, l'expression des intérêts contradictoires de ces bourgeoisies entre elles qui se heurtent par ailleurs à l'impérialisme autrichien dans leurs tentatives d'expansion. Mais en même temps, bien qu'il soit en fait l'expression d'un capitalisme tout jeune, presque embryonnaire, le nationalisme de ces États a été et est encore contaminé par l'atmosphère générale des tendances impérialistes, En Italie, le nationalisme

¹ TROTHA, Lothar von (1848-1920), Général prussien d'infanterie qui reçut en 1904 le haut commandement des troupes allemandes en Afrique du Sud-Ouest et dirigea jusqu'en 1905 les combats contre les Hereros.

² Biffé : Ce dernier élément est en même temps la force motrice historique la plus puissante qui s'exprime dans tous les remaniements actuels, l'axe qui traverse le chaos des divers mouvements historiques qui se contredisent et se recourent, la substance effective du puissant mouvement national. Note dans le texte allemand.

sert déjà exclusivement, et sans conteste, de raison sociale à de purs appétits colonialo-impérialistes ; ce nationalisme de la guerre en Tripolitaine et des convoitises albanaises a aussi peu de points communs avec le nationalisme italien des années 60 que M. Sonnino¹ avec Giuseppe Garibaldi.

Avant l'insurrection d'octobre 1917 à Pétersbourg, le nationalisme en Ukraine russe était aussi peu consistant qu'une bulle de savon, c'était le produit des ratiocinations de quelques douzaines de professeurs et d'avocats dont la plupart ne parlaient même pas l'ukrainien. Depuis l'insurrection bolchevique, il est devenu l'expression d'intérêts très réels de la contre-révolution petite bourgeoise dont l'offensive est dirigée contre la classe ouvrière socialiste. En-Inde, le nationalisme est l'expression des ambitions de la bourgeoisie indigène qui aspire à exploiter le pays pour son propre compte et à ne plus se contenter de servir d'objet au vampirisme du capital anglais ; d'après son contenu social et son degré de développement historique, ce nationalisme correspond donc aux luttes d'émancipation des États-Unis d'Amérique à l'issue du XVIIIe siècle.

Ainsi, le nationalisme reflète tous les intérêts, toutes les nuances, toutes les situations historiques qu'on peut imaginer. C'est un chatoiement de mille couleurs. Il n'est rien, il est tout, il n'est qu'un moule idéologique, il importe avant tout de déterminer à chaque fois la substance qu'il contient.

L'explosion actuelle de nationalisme, généralisée au monde entier, renferme un fouillis hétéroclite d'intérêts et de tendances spécifiques. Mais un axe passe à travers tous ces intérêts spécifiques et les oriente, un intérêt général créé par les particularités de la situation historique : l'offensive contre la menace d'une révolution mondiale du prolétariat.

La révolution russe et le pouvoir des bolcheviks qui en est issu, ont inscrit le problème de la révolution sociale à l'ordre du jour de l'histoire. Ils ont, en règle générale, exacerbé à l'extrême le conflit de classes entre capital et travail. Ils ont creusé soudain entre les deux classes un gouffre béant qui crache des vapeurs volcaniques et des flammes brûlantes. Le soulèvement de juin du prolétariat parisien et le massacre de juin ont pour la première fois pratiquement scindé la bourgeoisie en deux classes antagonistes qui ne peuvent connaître qu'une seule loi : la lutte à la vie à la mort ; ainsi, le pouvoir des bolcheviks en Russie a pratiquement contraint la société bourgeoise à faire face à cette lutte finale, à la vie à la mort. Il a anéanti et dissipé la fiction d'une classe ouvrière docile avec laquelle on s'arrange à l'amiable, d'un socialisme aux fanfaronnades théoriques inoffensives qui, dans la pratique, est fidèle au principe : vivre et laisser vivre - cette fiction née de la pratique de la social-démocratie allemande dans les trente dernières années, et devenue, sur ses traces, celle de l'Internationale tout entière. La révolution russe a asséné un coup de poing soudain et déterminant au *modus vivendi* entre socialisme et capitalisme élaboré au cours du demi-siècle de parlementarisme qui vient de s'écouler ; grâce à elle, le socialisme est sorti de la phraséologie inoffensive de campagne électorale traitant d'un avenir nébuleux, il est devenu le problème crucial du jour d'aujourd'hui. Elle a rouvert brutalement la vieille et terrible blessure de la société bourgeoise qui s'était cicatrisée depuis les journées de juin 1848 à Paris.

Seules les classes dirigeantes en ont bien sûr d'abord pris conscience. Avec la violence d'un choc électrique, les journées de juin ont inoculé instantanément à la bourgeoisie de tous

¹ SONNINO, Baron Sydney (1847-1922). Homme d'État italien qui fut entre 1914 et 1919 ministre des Affaires Étrangères.

les pays la conscience d'un antagonisme de classe irréconciliable avec la classe ouvrière, elles ont emplis les cœurs d'une haine mortelle du prolétariat, alors que les ouvriers de tous les pays ont mis des années à tirer les leçons des journées de juin, à acquérir la conscience de l'antagonisme de classe ; la même chose se reproduit à l'heure actuelle ; la révolution russe a communiqué à toutes les classes possédantes de tous les pays du monde, la panique, la haine farouche, fulminante, effrénée du spectre menaçant de la dictature politique, une haine qui ne peut se mesurer qu'aux sentiments de la bourgeoisie parisienne pendant les massacres de juin et le carnage de la Commune. Le « bolchevisme » est devenu le mot clé du socialisme révolutionnaire pratique, des aspirations de la classe ouvrière à la prise du pouvoir. Le mérite historique du bolchevisme est d'avoir ouvert brutalement le fossé social au sein de la société bourgeoise, d'avoir approfondi et exacerbé à l'échelle internationale l'antagonisme de classe ; et, comme dans tous les grands contextes historiques, cette oeuvre fait disparaître sans rémission toutes les erreurs et toutes les fautes particulières du bolchevisme ¹.

Ces sentiments sont aujourd'hui la substance profonde des délires nationalistes auxquels le monde capitaliste a apparemment succombé ; ils sont l'étoffe historique objective à laquelle se réduit, en fait, l'échantillonnage hétéroclite des nationalismes nouvellement déclarés. Les jeunes micro-bourgeoisies qui aspirent maintenant à une existence indépendante, ne frétilent pas seulement du désir d'acquérir une hégémonie de classe sans entraves et sans tutelle, mais elles se promettent un délice dont elles ont trop longtemps été privées : étrangler de leurs propres mains l'ennemi mortel, le prolétariat révolutionnaire - fonction qu'elles avaient été contraintes de céder jusqu'à présent à l'appareil rigide d'une domination étrangère. On accepte peu volontiers d'aimer ou de haïr par personne interposée. Us orgies sanglantes de Mannerheim, le Gallifet finnois, ont montré combien la violence ardente de l'année passée a fait germer de haine dans le cœur de toutes ces « petites nations », des Polonais, des Lithuaniens, des Roumains, des Ukrainiens, des Tchèques des Croates, etc., une haine qui n'attendait que la possibilité de trouver son expression : étripier enfin le prolétariat révolutionnaire par des moyens « nationaux » à soi. Ces « jeunes » nations, agneaux blancs et innocents qui gambadent dans la prairie de l'histoire mondiale, ont déjà l'œil étincelant du tigre courroucé qui guette le moindre mouvement du « bolchevisme » pour lui « régler son compte ». Derrière tous les banquets idylliques, toutes les fêtes de fraternisation enivrantes à Vienne, à Prague, à Agram, à Varsovie s'ouvrent déjà béantes les tombes de Mannerheim que l'on contraint les gardes rouges à creuser de leurs propres mains, se profilent les ombres troubles des potences de Kharkov ; les Loubinski et Holoubovitch ² ont invité les « libérateurs », allemands à les dresser.

C'est la même idée fondamentale qui domine l'ensemble du programme démocratique de paix de Wilson. Dans l'atmosphère d'ivresse victorieuse de l'impérialisme anglo-américain, dans l'atmosphère créée par le spectre menaçant du bolchevisme qui hante la scène mondiale, la « Société des Nations » ne peut être qu'une seule chose : une alliance bourgeoise mondiale pour la répression du prolétariat. La Russie bolchevique sera la première victime toute chaude que sacrifiera le grand prêtre Wilson à la tête de ses augures de l'arche d'alliance de la « Société des Nations » ; les « nations autodéterminées », victorieuses et vaincues, se précipiteront sur elle.

Les classes dirigeantes font ici, une fois de plus, preuve de leur instinct infallible pour leurs intérêts de classe, d'une sensibilité merveilleuse aux dangers qui les menacent. Le temps

¹ Biffé : Elles servent même cette oeuvre, dans la mesure où elles contribuent à intensifier jusqu'à la fureur, la haine de la société bourgeoise et sa crainte, jusqu'à la folie. Note du texte allemand.

² HOLOUBOVITCH, Sydir. Ministre de la justice dans le secrétariat d'État provisoire d'Ukraine, prit la tête du gouvernement suivant en janvier 1919.

est apparemment au beau fixe pour la bourgeoisie et les prolétaires de tous les pays s'enivrent au souffle printanier du nationalisme et de la Société des Nations ; mais la société bourgeoise ressent dans tous ses membres une douleur lancinante qui lui annonce l'approche d'une chute du baromètre de l'histoire et d'un changement de temps. En tant que « ministres nationaux », les socialistes mettent un zèle de rustres à tirer pour elle les marrons de la paix du feu de la guerre mondiale ; mais elle voit déjà se profiler derrière son dos la fatalité inévitable : elle voit se dresser le spectre géant de la révolution sociale mondiale qui a pénétré en silence sur l'arrière-plan de la scène.

C'est l'insolubilité objective des tâches auxquelles la société bourgeoise est confrontée, qui fait du socialisme une nécessité historique et qui rend la révolution mondiale inévitable.

Personne ne peut prévoir la durée de cette dernière période et les formes qu'elle va revêtir. L'histoire est sortie des chemins battus, a cessé d'avancer d'un train paisible ; à chaque pas de plus, à chaque détour du chemin, s'ouvrent de nouvelles perspectives, se présente un nouveau décor.

Il importe avant tout d'appréhender le problème décisif de cette période ¹. Et ce problème s'intitule : la dictature du prolétariat, réalisation du socialisme. Les difficultés de la tâche ne résident pas dans la puissance de l'opposant, des résistances de la société bourgeoise. La guerre a rendu inutilisable pour la répression du prolétariat son *ultima ratio*, l'armée, devenue elle-même révolutionnaire. La guerre a disloqué la base matérielle de son existence, le maintien de la société. La tradition, la routine, l'autorité - sa base morale d'existence - ont été dispersées à tous vents. Tout l'édifice se relâche, s'ébranle, s'effrite. Les conditions de la lutte pour le pouvoir sont plus favorables à la classe ascendante qu'elles ne l'ont jamais été dans l'histoire mondiale. Il peut tomber comme un fruit mûr dans l'escarcelle du prolétariat. La difficulté réside dans le prolétariat lui-même, dans son manque de maturité ou plus encore dans le manque de maturité de ses chefs, des partis socialistes ². La classe ouvrière regimbe, elle recule sans cesse devant l'énormité incertaine de sa tâche. Mais elle doit le faire, il le faut. L'histoire lui ferme toutes les portes de sortie elle doit mener l'humanité dégradée hors de la nuit et de J'épouvante vers la lumière de la libération. La fin de la guerre mondiale ne peut rien... (illisible) être et d... (illisible)... peut... (illisible)...

Traduit d'après l'édition allemande de *Die Russische Revolution*, présentée par Ossip Flechtheim, Francfort, Europäische Verlagsanstalt, 1963.

¹ Biffé : et de s'y tenir sans se laisser démonter. Note dans le texte allemand.

² Biffé : La course poursuite générale du nationalisme et de la Société des Nations. Les socialistes doivent maintenant faire leur apprentissage, réapprendre l'abc, mais accéléré dans la pratique. Le programme de paix de la société bourgeoise est inapplicable. D'où la garantie historique de la proximité de la révolution et de la victoire. Note dans le texte allemand.

10. Notre programme et la situation politique.

**Discours au Congrès de fondation
du PCA (Ligue Spartacus)
31 décembre 1918**

. ←

Camarades ! La raison pour laquelle nous entreprenons aujourd'hui de discuter et d'adopter notre programme, ne se limite pas au fait purement formel que nous nous sommes constitués hier en un nouveau parti autonome et qu'un nouveau parti se doit d'adopter officiellement un programme ; la discussion d'aujourd'hui sur le programme est motivée par de grands événements historiques et notamment par le fait que nous avons atteint un point où le programme social-démocrate et plus généralement le programme socialiste du prolétariat doit être érigé sur de nouvelles bases. Camarades, nous reprenons ainsi la trame qu'avaient tissée *Marx* et *Engels* dans le *Manifeste Communiste* il y a tout juste soixante-dix ans. Comme vous le savez, le *Manifeste Communiste* considère le socialisme, la réalisation des objectifs socialistes comme la tâche immédiate de la révolution prolétarienne. Ce fut la conception que *Marx* et *Engels* défendirent lors de la révolution de 1848 et qu'ils considéraient également comme le fondement de l'action prolétarienne au sens international. Tous deux croyaient alors - et toutes les têtes du mouvement prolétarien la croyaient aussi - qu'on allait avoir pour tâche immédiate d'introduire le socialisme ; qu'il suffisait d'accomplir la révolution politique, de s'emparer du pouvoir dans l'État pour qu'immédiatement le socialisme prît corps.

Comme vous le savez, *Marx* et *Engels* ont eux-mêmes, par la suite, totalement révisé ce point de vue. Voici ce qu'ils disent de leur propre ouvrage dans la préface qu'ils ont encore rédigée ensemble pour l'édition de 1872 du *Manifeste Communiste* (reproduite dans l'édition de 1994) : « Ce passage [la fin du chapitre II, c'est-à-dire les mesures pratiques à prendre pour réaliser le socialisme] serait, à bien des égards, rédigé tout autrement aujourd'hui. Étant donné les progrès immenses de la grande industrie dans Les vingt-cinq dernières années et les progrès parallèles qu'a accomplis, dans son organisation en parti la classe ouvrière, étant donné les expériences, d'abord de la révolution de Février, ensuite et surtout de la Commune de Paris, qui, pendant deux mois mit pour la première fois aux mains du prolétariat le pouvoir politique, ce programme est aujourd'hui vieilli sur certains points. La Commune notamment,

a démontré qu'il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de la machine de l'État pour la faire servir à ses propres fins ».

Et que dit-il, ce passage déclaré vieilli ? Voici ce que nous lisons dans le *Manifeste Communiste*¹:

« Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives.

« Cela ne pourra, naturellement se faire au début que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production, c'est-à-dire par des mesures qui, économiquement paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier.

« Ces mesures, bien entendu, seront fort différentes dans les différents pays.

« Cependant, pour les pays les plus avancés, les mesures suivantes pourront assez généralement être mises en application :

« 1. Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'État.

« 2. Impôt fortement progressif.

« 3. Abolition de l'héritage.

« 4. Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles.

« 5. Centralisation du crédit entre les mains de l'État au moyen d'une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'État, et qui jouira du monopole exclusif.

« 6. Centralisation, entre les mains de l'État de tous les moyens de transport.

« 7. Multiplication des manufactures nationales et des instruments de production ; défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées, d'après un plan d'ensemble.

« 8. Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles particulièrement pour l'agriculture.

« 9. Combinaison du travail agricole et du travail industriel ; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne.

« 10. Éducation publique et gratuite de tous les enfants abolition du travail des enfants dans les fabriques tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Combinaison de l'éducation avec la production matérielle, etc. »

¹ La traduction du *Manifeste Communiste* est celle des Éditions Sociales de 1953.

Comme vous le voyez, ce sont, à quelques détails près, les mêmes tâches que celles qui nous attendent aujourd'hui : la mise en pratique, la réalisation du socialisme. Soixante-dix ans de développement capitaliste séparent l'époque actuelle du temps où ce programme fut établi; la dialectique de l'histoire a voulu que nous reprenions maintenant les conceptions que Marx et Engels avaient abandonnées par la suite, considérant qu'elles étaient erronées. Ils avaient alors raison de considérer qu'elles étaient erronées et de les rejeter. Le développement du capitalisme qui s'est produit entre-temps, a fait que ce qui était alors une erreur est devenu aujourd'hui vérité, et aujourd'hui, la tâche immédiate consiste à accomplir ce que Marx et Engels comptaient faire en 1848. Cependant, entre ce stade de développement, le début, et notre conception et nos tâches actuelles, s'intercale tout le développement, non seulement du capitalisme mais aussi du mouvement ouvrier et surtout du mouvement ouvrier en Allemagne, pays guide du prolétariat moderne. Ce développement a pris une forme singulière.

Après les déceptions de la révolution de 1848, Marx et Engels avaient abandonné le point de vue selon lequel le prolétariat était immédiatement, directement en mesure de réaliser le socialisme ; dans chaque pays furent alors créés des partis socialistes, social-démocrates qui adoptèrent un point de vue tout à fait différent. On se fixa comme tâche immédiate la lutte au jour le jour dans le domaine politique et économique afin d'éduquer d'abord petit à petit les armées du prolétariat qui seraient appelées à réaliser le socialisme lorsque le développement capitaliste serait parvenu à maturité. Ce revirement, cette base totalement différente sur laquelle fut établi le programme socialiste, a revêtu, en Allemagne notamment, une forme très caractéristique. Avant l'effondrement du 4 août, la social-démocratie en Allemagne se référait en effet au programme d'Erfurt, qui plaçait au premier plan les « tâches minimales urgentes » et réduisait le socialisme à une étoile brillant au loin - il devenait l'objectif final. Mais ce qui importe plus que la lettre du programme, c'est la manière dont on le conçoit dans la pratique vivante ; et la compréhension du programme était déterminée par un document important pour l'histoire de notre mouvement ouvrier : la préface à la *Lutte des classes en France* que Friedrich Engels écrivit en 1895. Camarades, ce n'est pas simplement par intérêt pour l'histoire que j'examine ces problèmes ; il s'agit, bien au contraire, d'un problème tout à fait actuel et du devoir historique qui nous incombe au moment où nous replaçons notre programme sur le terrain qu'occupaient jadis, en 1848, Marx et Engels. Compte tenu des modifications consécutives au développement historique, nous avons le devoir d'entreprendre une révision nette et consciente s'opposant à la conception qui prévalait dans la social-démocratie allemande jusqu'à l'effondrement du 4 août. C'est ici que cette révision doit être entreprise officiellement.

Camarades, quelle a été à ce propos la position d'Engels dans la fameuse préface à la *Lutte des classes en France*¹ de Marx (écrite en 1895, donc déjà après la mort de Marx) ? Remontant jusqu'en 1848, il a d'abord démontré que la conception selon laquelle la révolution socialiste serait imminente, avait vieilli. Puis il poursuit ainsi sa description :

« L'histoire nous a donné tort ainsi qu'à tous ceux qui pensaient comme nous. Elle a prouvé que le degré de développement économique sur le continent n'était alors pas assez avancé, et de loin, pour permettre la liquidation de la production capitaliste ; elle l'a prouvé à travers la révolution économique qui, depuis 1848, s'est étendue à tout le continent, a implanté la grande industrie en France, en Autriche, en Hongrie, en Pologne et récemment en

¹ Les traductions de la préface d'Engels à la *Lutte des classes en France* n'ont pas été confrontées à celles qui existent déjà.

Russie, et a même fait de l'Allemagne un pays industriel de pointe ; tout cela s'est produit sur la base capitaliste qui était donc encore parfaitement susceptible d'extension en 1848. »

Puis il expose tous les changements qui sont intervenus depuis et aborde la question des tâches du parti en Allemagne :

« La guerre de 1870-71 et la défaite de la Commune ont, comme Marx l'avait prédit, déplacé provisoirement le centre de gravité du mouvement ouvrier européen de France en Allemagne. La France a bien sûr mis des années à se remettre de la saignée du mois de mai 1871. En Allemagne, cependant, où l'avalanche des milliards français encourageait encore le développement sans cesse croissant d'une industrie littéralement soumise au régime de serre la social-démocratie se développa d'une manière bien plus rapide et plus constante encore. Grâce à l'intelligence des ouvriers allemands dans l'utilisation du suffrage universel introduit en 1866, l'étonnante progression du parti se manifeste aux yeux du monde entier par des chiffres indiscutables. »

Suit la célèbre énumération, décrivant notre croissance d'une élection au Reichstag à l'autre, jusqu'à l'obtention de millions de voix, et Engels conclut :

« Mais cette utilisation heureuse du suffrage universel a mis en vigueur un tout nouveau mode de lutte du prolétariat qui a continué à se développer rapidement. On découvrit que les institutions étatiques, dans le cadre desquelles s'organise l'hégémonie de la bourgeoisie, offraient à la classe ouvrière d'autres prises encore, grâce auxquelles elle pouvait combattre ces mêmes institutions étatiques. On participa aux élections dans certains Landtag, dans les conseils municipaux, les conseils de prud'hommes, on disputa à la bourgeoisie chacune de ses positions, et dans la distribution des fonctions, une bonne partie du prolétariat avait son mot à dire. Et ainsi, le gouvernement et la bourgeoisie en vinrent à craindre bien plus l'action légale du parti ouvrier que son action illégale, bien plus ses succès aux élections que ceux de la révolte. »

Et Engels enchaîne ici sur une critique détaillée de l'illusion selon laquelle, dans les conditions modernes du capitalisme, le prolétariat pourrait obtenir quoi que ce soit dans la rue, par la révolution. Dans la mesure où nous sommes en pleine révolution, une révolution de rue avec tout ce qu'elle comporte, je crois qu'il est temps aujourd'hui de remettre en question une conception qui, jusqu'à la dernière minute, eut officiellement cours dans la social-démocratie allemande et qui est partiellement responsable de notre expérience du 4 août 1914.

Je ne veux pas dire par là que par ces déclarations, Engels partage personnellement la culpabilité de l'évolution qui s'est produite en Allemagne ; je dis seulement : voici un document classique qui résume la conception dont vivait la social-démocratie allemande, ou plutôt, qui l'a tuée. Avec toutes les connaissances de spécialiste dont il disposait dans le domaine de la science militaire, Engels vous démontre ici, camarades, que dans l'état actuel de développement du militarisme, de l'industrie et des grandes villes, il est parfaitement vain de croire que le peuple laborieux puisse faire des révolutions de rue et en sortir victorieux. Et cette réfutation eut deux conséquences : Premièrement, la lutte parlementaire fut considérée comme l'antithèse de l'action révolutionnaire directe du prolétariat et quasiment comme le

seul moyen de la lutte de classe. Cette critique eut pour résultat le parlementarisme pur et simple. Deuxièmement, on estima, curieusement que la plus puissante organisation de l'État de classes, le militarisme, la masse des Prolétaires en uniforme devait être, en tant que telle, a priori, immunisée et inaccessible à toute influence socialiste. Et il est dit dans la préface qu'il serait insensé de penser que dans l'état actuel de développement des armées géantes, le prolétariat puisse venir à bout des soldats équipés de mitrailleuses et des moyens techniques de combat les plus récents ; elle postule donc, sans doute, que tout soldat doit rester, a priori et à tout jamais, un soutien des classes dirigeantes ; dans l'optique de l'expérience actuelle et chez un homme qui était à la tête de notre mouvement, cette erreur serait incompréhensible si l'on ignorait les circonstances effectives qui ont présidé à l'élaboration du document historique cité. A la décharge de nos deux grands maîtres et notamment d'Engels qui, décédé beaucoup plus tard, défendait aussi l'honneur et les opinions de Marx, il importe d'affirmer qu'Engels a notoirement écrit cette préface sous la pression directe de la fraction parlementaire d'alors. C'était l'époque où, en Allemagne - après l'expiration des lois d'exception contre les socialistes - un fort courant extrémiste de gauche se manifestait au sein du mouvement ouvrier allemand : il cherchait à préserver les camarades de l'absorption dans une lutte purement parlementaire. Pour, battre les éléments extrémistes en théorie et les soumettre en pratique, pour que grâce à l'autorité de nos grands maîtres, la grande masse cesse de leur prêter attention, Bebel¹ et compagnie (exemple type de ce qui était alors déjà notre situation : la fraction parlementaire au Reichstag avait le pouvoir de décision idéologique et tactique sur les destinées et les tâches de notre parti), Bebel et compagnie ont contraint Engels, qui vivait alors à l'étranger et devait donc se fier à leurs assertions, à rédiger cette préface : il fallait selon eux à tout prix sauver le mouvement ouvrier allemand des déviations anarchistes. Dès lors, cette conception détermina effectivement les faits et gestes de la social-démocratie allemande jusqu'à notre belle expérience du 4 août 1914. C'était aussi la proclamation du parlementarisme-et-rien-d'autre. Engels n'a plus vécu assez longtemps pour voir les résultats, les conséquences pratiques de l'utilisation que l'on fit de sa préface, de sa théorie. Mais je suis sûr d'une chose : quand on connaît les oeuvres de Marx et d'Engels, quand on connaît l'esprit révolutionnaire vivant, authentique, inaltéré qui se dégage de tous leurs écrits, de tous leurs enseignements, on est convaincu qu'Engels aurait été le premier à protester contre les excès qui ont résulté du parlementarisme pur et simple ; le mouvement ouvrier en Allemagne a cédé à la corruption, à la dégradation, bien des années avant le 4 août, car le 4 août n'est pas tombé du ciel, il n'a pas été un tournant inattendu mais la suite logique des expériences que nous avons faites précédemment, jour après jour, d'année en année ; Engels et même Marx - s'il avait vécu - auraient été les premiers à s'insurger violemment contre cela, à retenir, à freiner brutalement le véhicule pour empêcher qu'il ne s'enlise dans la boue. Mais Engels est mort l'année même où il a écrit sa préface. Nous l'avons perdu en 1895 ; depuis lors, la direction théorique est passée des mains d'Engels à celle d'un Kautsky et nous avons assisté au phénomène suivant : toute protestation contre le parlementarisme pur et simple, la protestation venue de gauche à chacun des congrès du parti, soutenue par un groupe plus ou moins grand de camarades en lutte acharnée contre l'enlissement dont les conséquences funestes devaient apparaître à tous, toutes ces protestations furent taxées d'anarchisme, d'anarcho-socialisme ou au moins d'anti-marxisme. Le marxisme officiel devait servir de couverture à toutes les hésitations, à toutes les déviations par rapport à la lutte de classe révolutionnaire réelle, à toutes les demi-mesures qui condamnaient la social-démocratie allemande, le mouvement ouvrier en général, y compris le mouvement syndical, à végéter dans le cadre et sur le terrain de la société capitaliste, sans que se fasse jour la moindre aspiration sérieuse à ébranler, à disloquer la société.

¹ BEBEL, August (1840-1913). Fondateur et président du S.P.D., il fut l'une des plus grandes figures de la IIe Internationale.

Et maintenant, camarades, nous avons atteint aujourd'hui le point où nous pouvons dire : nous sommes revenus à Marx, nous sommes revenus sous sa bannière. Aujourd'hui, nous déclarons dans notre programme : le prolétariat n'a pas d'autre tâche immédiate - en peu de mots - que de faire du socialisme une vérité et un fait et de détruire le capitalisme de fond en comble; nous nous replaçons ainsi sur le terrain qu'occupaient Marx et Engels en 1848 et qu'ils n'ont fondamentalement jamais quitté. On voit maintenant ce qu'est le vrai marxisme et ce qu'était ce succédané de marxisme qui s'est si longtemps paré du titre de marxisme officiel dans la social-démocratie allemande. Vous voyez d'après ses représentants où en est ce marxisme aujourd'hui : il est asservi et domestiqué par les Ebert, David ¹ et consorts. C'est là que nous voyons les représentants officiels de la doctrine que, pendant des dizaines d'années, on a fait passer pour le marxisme pur, véritable. Non, ce n'est pas là que menait le marxisme, à faire en compagnie des Scheidemann, de la politique contre-révolutionnaire. Le marxisme véritable combat également ceux qui cherchent à le falsifier ; tel une taupe, il sape les fondements de la société capitaliste et grâce à lui, la meilleure partie du prolétariat allemand marche aujourd'hui sous notre étendard, sous l'étendard de la tempête révolutionnaire ; même de l'autre côté, là où la contre-révolution semble encore toute-puissante, nous avons nos partisans, des frères de lutte futurs.

Ainsi, camarades, conduits par la marche de la dialectique historique et enrichis par l'expérience du développement capitaliste des soixante-dix dernières années, nous nous retrouvons, comme je l'ai déjà dit, au point. où en étaient Marx et Engels en 1848, lorsqu'ils brandirent pour la première fois l'étendard du socialisme international. Alors, lorsqu'on entreprit de réviser les erreurs et les illusions de 1848, on croyait que le prolétariat avait encore un chemin infini à parcourir avant que le socialisme ne devienne réalité. Bien sûr, jamais les théoriciens sérieux ne se sont laissés aller à fixer une date certaine et impérative à l'effondrement du capitalisme ; mais on supposait vaguement que la route serait encore très longue ; c'est ce qui ressort à chaque ligne de cette même préface qu'Engels écrivit en 1895. Mais maintenant nous pouvons dresser le bilan. Le laps de temps n'a-t-il pas été très court en comparaison du développement des luttes de classes de jadis ? Soixante-dix ans de développement du grand capitalisme ont suffi pour que nous puissions songer sérieusement à faire disparaître le capitalisme de la surface terrestre. Et plus encore : non seulement nous sommes aujourd'hui en mesure de résoudre cette tâche, non seulement c'est notre devoir envers le prolétariat, mais la résoudre est aujourd'hui la seule issue possible pour que survive la société humaine.

Car cette guerre, camarades, a-t-elle laissé subsister autre chose de la société bourgeoise qu'un énorme amas de décombres ? Formellement, l'ensemble des moyens de production et même de très nombreux instruments du pouvoir, presque tous les instruments décisifs du pouvoir, se trouvent encore entre les mains des classes dominantes : nous n'avons pas d'illusion à nous faire là-dessus. Mais, à part des tentatives convulsives pour rétablir l'exploitation dans un bain de sang, ce qu'elles peuvent en faire n'est qu'anarchie. Elles en sont au point que le dilemme auquel est aujourd'hui confrontée l'humanité s'énonce ainsi : disparition dans l'anarchie ou salut par le socialisme. Les résultats de la guerre mondiale mettent les classes bourgeoises dans l'impossibilité de trouver une issue sur le terrain de leur domination de classe et du capitalisme. Et c'est ainsi que nous pouvons vérifier dans les faits ce que Marx et Engels ont formulé pour la première fois dans un grand document, dans le

¹ EBERT, Friedrich (1870-1925). Sellier, militant du S.P.D., Il fut élu en 1912 au Reichstag. En 1913, il devint président du Comité Directeur et fit partie, pendant la guerre, de l'aile droite du parti. Membre du Conseil des commissaires du Peuple en 1918, Il fut, de 1919 à 1925, président de la république allemande.

DAVID, Eduard (1863-1930). Député S.P.D. au Reichstag, il fut l'avocat du révisionnisme. Socialiste majoritaire pendant la guerre, il devint en 1919-20, ministre sans porte-feuille ; il fut le premier président de l'assemblée nationale.

Manifeste Communiste, comme la base scientifique du socialisme : le socialisme deviendra une nécessité historique. Cette vérité, nous la vivons aujourd'hui dans le sens le plus strict des termes. Le socialisme est devenu une nécessité, non seulement parce que le prolétariat ne veut plus vivre dans les conditions matérielles que lui réservent les classes capitalistes, mais aussi parce que nous sommes tous menacés de disparition si le prolétariat ne remplit pas son devoir de classe en réalisant le socialisme.

Voilà donc, camarades, la base sur laquelle est édifié le programme que nous adoptons aujourd'hui officiellement et que vous avez pu voir à l'état de projet dans la brochure : *Que veut la Ligue Spartacus ?* Il se trouve en opposition consciente avec les positions définies dans le programme d'Erfurt, en opposition consciente contre la séparation des « revendications minimales » immédiates de la lutte politique et économique d'une part, et d'un programme maximum, l'objectif final du socialisme, d'autre part. En opposition consciente avec cette façon de voir, nous liquidons les résultats des soixante-dix dernières années de développement et notamment, les résultats immédiats de la guerre mondiale, en disant : maintenant, il n'y a pour nous ni programme maximum ni programme minimum ; le socialisme est une seule et même chose ; c'est là le minimum qu'il nous faut réaliser aujourd'hui.

Je ne m'étendrai pas ici sur le détail des mesures que nous avons proposées dans notre projet de programme, car vous avez la possibilité de prendre position sur chacune d'elles, et les envisager ici par le menu nous entraînerait trop loin. J'estime qu'il est de mon devoir de ne signaler et de ne formuler ici que les grands traits généraux qui distinguent notre prise de position dans le programme de celle de la « social-démocratie officielle » en vigueur jusqu'à présent. En revanche, j'estime qu'il est plus important et plus urgent de s'entendre sur la manière dont nous devons interpréter les circonstances concrètes, dont nous devons concevoir les tâches tactiques, les solutions pratiques qui résultent de la situation politique, du cours qu'a pris la révolution jusqu'à présent et des lignes de force prévisibles de son développement futur. Nous examinerons donc la situation politique dans l'optique que j'ai tenté de caractériser et selon laquelle la réalisation du socialisme est la tâche immédiate dont la lumière doit guider toutes les mesures, toutes les positions que nous prendrons.

Camarades, je crois pouvoir le dire fièrement, notre Congrès est le congrès constitutif du seul parti socialiste révolutionnaire allemand ; ce congrès coïncide par hasard, ou plutôt, pour parler en toute exactitude, non, pas par hasard, avec un tournant dans le développement de la révolution allemande elle-même. On peut dire qu'avec les événements des jours derniers s'est achevée la phase initiale de la révolution allemande, que nous entrons maintenant dans un second stade, plus avancé, du développement ; et c'est notre devoir à tous, en même temps que la source d'une connaissance meilleure et plus profonde pour l'avenir, que de faire notre auto-critique, que d'entreprendre un examen critique approfondi de ce que nous avons accompli, créé ou négligé ; ceci nous permettra d'acquérir les prises pour la suite de notre action. Jetons un regard scrutateur sur la première phase de la révolution qui vient de s'achever.

Son point de départ fut le 9 novembre. Le 9 novembre a été une révolution pleine d'insuffisances et de faiblesses. Ce n'est pas étonnant. Cette révolution est survenue après quatre ans de guerre, après quatre ans au cours desquels, grâce à l'éducation que lui ont fait subir la social-démocratie et les syndicats libres, le prolétariat allemand a révélé une dose d'infamie et de reniement de ses tâches socialistes qui n'a son égal dans aucun autre pays. Si l'on se situe

sur le terrain du développement historique - et c'est ce que nous faisons en tant que marxistes et socialistes - on ne peut s'attendre à voir surgir soudain, le 9 novembre 1918, une révolution grandiose, animée par la conscience de classe et des objectifs à atteindre, dans une Allemagne qui a offert l'image épouvantable du 4 août et des quatre ans qui ont suivi ; ce que nous a fait vivre le 9 novembre, c'était pour les trois-quarts l'effondrement de l'impérialisme existant, plutôt que la victoire d'un principe nouveau. Simplement, pour l'impérialisme, colosse au pied d'argile, pourri de l'intérieur, l'heure était venue, il devait s'écrouler ; ce qui suivit fut un mouvement plus ou moins chaotique, sans plan de bataille, très peu conscient ; le seul lien cohérent, le seul principe constant et libérateur était résumé dans le mot d'ordre : création de conseils d'ouvriers et de soldats. C'était le mot-clé de cette révolution qui lui a conféré sans délai la teinture spéciale de révolution socialiste prolétarienne - malgré les insuffisances et les faiblesses des premiers instants ; et quand on viendra nous servir des calomnies contre les bolcheviks russes, nous ne devons jamais oublier de répondre : où avez-vous appris l'abc de votre révolution actuelle ? C'est chez les Russes que vous êtes allés le chercher, dans le modèle des conseils d'ouvriers et de soldats ; et à la tête du gouvernement allemand soi-disant socialiste, des hommes de rien considèrent que cela fait partie de leur fonction que d'attirer, main dans la main avec les impérialistes anglais, les bolcheviks russes dans un guet-apens ; eux aussi s'appuient formellement sur les conseils d'ouvriers et de soldats et ils sont bien obligés de reconnaître que c'est la révolution russe qui a émis les premiers mots d'ordre de la révolution mondiale. Nous pouvons affirmer avec certitude ce qui résulte spontanément de toute la situation actuelle : quel que soit le pays après l'Allemagne où éclatera la révolution prolétarienne, son premier geste sera la création de conseils d'ouvriers et de soldats.

C'est justement en cela que consiste le lien d'unité internationale de notre action, c'est là le mot-clé qui distingue fondamentalement notre révolution de toutes les révolutions bourgeoises qui l'ont précédée ; un fait caractérise bien les contradictions dialectiques dans lesquelles se meut cette révolution, comme d'ailleurs toutes les autres : le 9 novembre, lorsqu'elle a poussé son premier cri, son cri de naissance en quelque sorte, elle a trouvé le mot qui nous conduira jusqu'au socialisme : conseils d'ouvriers et de soldats ; un mot qui a rallié tout le monde ; située le 9 novembre bien en-deça, la révolution a quand même trouvé instinctivement cette formule ; à cause des insuffisances, des faiblesses, par manque d'initiative personnelle et de clarté sur ce qu'il lui fallait accomplir, elle est parvenue à laisser échapper, deux jours à peine après la révolution, la moitié des instruments de puissance qu'elle avait conquis le 9 novembre. C'est là qu'apparaît d'une part que la révolution actuelle est soumise à la loi toute puissante de la nécessité historique ; ceci nous garantit que nous atteindrons notre but pas à pas, malgré toutes les difficultés, les complications et les fautes personnelles ; d'autre part, si l'on confronte ce mot d'ordre clair aux insuffisances de la réalisation pratique qui l'a pris pour point de départ, il faut dire que ce n'étaient là que les premiers balbutiements de la révolution ; il lui faudra fournir un effort formidable et parcourir une longue route avant d'être assez mûre pour réaliser intégralement ses premiers mots d'ordre.

Camarades, cette première phase qui va du 9 novembre jusqu'à ces jours derniers est caractérisée par des illusions de tous les côtés. La première illusion du prolétariat et des soldats qui ont fait la révolution, fut celle de l'unité sous le drapeau du « socialisme ». Quoi de plus caractéristique de la faiblesse interne de la révolution du 9 novembre, que ses premiers résultats : des éléments qui, deux heures avant l'explosion de la révolution, estimaient avoir pour fonction de la persécuter et de la rendre impossible, ont pris la tête du

mouvement, les EbertScheidemann et Haase ¹ ! L'idée de l'union des différents courants socialistes dans l'allégresse générale de l'unité, voilà la devise de la révolution du 9 novembre - une illusion qui devait prendre une sanglante revanche ; nous n'avons cessé de la vivre et de la rêver que ces jours derniers ; même erreur d'appréciation de la part des EbertScheidemann, et même des bourgeois - de tous les côtés. Puis une illusion de la bourgeoisie à l'issue de ce stade : elle espérait, en fait, pouvoir maintenir les masses populaires sous le boisseau et réprimer la révolution socialiste grâce à la combinaison Ebert-Haase, grâce au « gouvernement socialiste » ; et une illusion du gouvernement Ebert-Scheidemann qui espérait pouvoir arrêter la lutte de classe socialiste des masses ouvrières avec l'aide des masses de soldats du front. Voilà les illusions diverses qui expliquent également les événements des derniers temps. Toutes les illusions ont disparu dans le néant. On a bien vu que l'alliance de Haase avec Ebert-Scheidemann sous l'emblème du socialisme, n'était en fait qu'une feuille de vigne cachant la nudité d'une politique contrerévolutionnaire ; et comme dans toutes les révolutions, il nous a été donné de guérir de cette illusion. Il existe une méthode révolutionnaire particulière pour guérir le peuple de ses illusions ; mais le remède s'achète, hélas, au prix du sang du peuple. Dans celle-ci comme dans toutes les révolutions précédentes. Le sang des victimes de la Chausséeestrasse le 6 décembre, le sang des marins assassinés le 24 décembre ² ont marqué la grande masse du sceau de ce savoir, de cette vérité : ce que vous avez rafistolé sous l'apparence d'un prétendu gouvernement socialiste n'est qu'un gouvernement de la contre-révolution bourgeoise ; ceux qui continuent à tolérer cet état de choses travaillent contre le prolétariat et contre le socialisme.

Mais, camarades, l'illusion de Messieurs Ebert-Scheidemann qui espéraient être en mesure d'asservir le prolétariat durablement avec l'aide des soldats du front s'est dissipée, elle aussi. En effet, quels ont été les résultats du 6 et du 24 décembre? Nous avons tous pu constater que les masses de soldats étaient profondément dégrisées, qu'elles commençaient à prendre une position critique à l'égard de ces messieurs qui cherchaient à les utiliser comme chair à canon contre le prolétariat socialiste. Car la loi du développement objectif et nécessaire de la révolution socialiste veut aussi que les différentes troupes du mouvement ouvrier soient amenées peu à peu, par l'expérience amère, à savoir quelle est la bonne voie de la révolution. On a fait venir à Berlin des masses fraîches de soldats qui devaient servir de chair à canon pour réprimer tout mouvement de la part du prolétariat socialiste et nous assistons au phénomène suivant : plusieurs casernes demandent aujourd'hui des tracts de la Ligue Spartacus. Camarades, c'est la fin de la première phase. Si les Ebert-Scheidemann comptaient dominer le prolétariat à l'aide des soldats rétrogrades, leurs espérances sont en grande partie déjà ébranlées. Ce qui les attend dans un proche avenir, c'est de voir se propager même, dans les casernes, une conception révolutionnaire toujours plus claire, de voir grandir ainsi l'armée du prolétariat en lutte et s'affaiblir le camp de la contre-révolution. Mais il en résulte que quelqu'un d'autre encore allait perdre ses illusions : la bourgeoisie, la classe dirigeante. Si vous lisez les journaux des derniers jours, après les événements du 24 décembre, vous constaterez qu'ils rendent clairement et sans conteste un son déçu et indigné : les valets, là-haut, ont prouvé qu'ils étaient inutilisables.

¹ HAASE, Hugo (1863-1919). Président du S.P.D. après la mort de Singer et délégué au B.S.I., il fut de 1897 à 1918 député au Reichstag. Il dirigea en 1916, l'« Arbeitsgemeinschaft », puis fut l'un des dirigeants de l'U.S.P.D. Membre du Conseil des commissaires du peuple en 1918, il mourut assassiné.

² Le 6 décembre, les fusilliers de la garde ouvrirent le feu sur une manifestation de spartakistes et de sympathisants, alors qu'elle s'engageait dans la Chausséeestrasse. il y eut 16 morts.

Le 24 décembre, le général Groener obtint d'Ebert l'autorisation de faire le siège du cantonnement de la division populaire de marine afin d'en faire évacuer l'édifice. Cette attaque surprise se heurta à une vive résistance.

On attendait qu'Ebert et Scheidemann se montrent les hommes forts qui domptent la bête féroce. Et qu'ont-ils fait ? Ils ont fait quelques putschs insuffisants et l'hydre de la révolution en ressort encore plus résolue, la tête haute. Donc désillusion réciproque de tous côtés. Le prolétariat a perdu toute illusion sur l'accouplement Ebert-Scheidemann-Haase dans un gouvernement « socialiste ». Ebert-Scheidemann ont perdu l'illusion de pouvoir dompter à la longue les prolétaires en bleu de travail à l'aide du prolétariat en uniforme de soldat ; et la bourgeoisie a perdu l'illusion de pouvoir tromper, sur ses objectifs, toute la révolution socialiste en Allemagne, grâce à Ebert-Scheidemann-Haase. Mais si justement la première phase de la révolution n'a laissé derrière elle que ces misérables lambeaux, c'est ce dont le prolétariat pouvait tirer la plus grande profit ; car il n'est rien de plus nuisible à la révolution que les illusions, il n'est rien de plus utile que la vérité franche et claire. Je peux ici me référer à l'opinion d'un classique allemand qui n'était pas un révolutionnaire du prolétariat mais un révolutionnaire intellectuel de la bourgeoisie : je veux parler de Lessing qui, dans l'un de ses derniers écrits, alors qu'il était bibliothécaire à Wolfenbüttel a rédigé les phrases suivantes qui me semblent très intéressantes et très sympathiques :

« Je ne sais si c'est un devoir de sacrifier le bonheur et la vie à la vérité... Mais je sais que c'est un devoir, quand on veut enseigner la vérité, de l'enseigner tout entière, ou bien pas du tout, de l'enseigner clairement et carrément, sans mystère, sans retenue, sans méfiance et dans toute sa force... Car plus l'erreur est grossière, plus le chemin qui mène à la vérité est court et direct; tandis que l'erreur raffinée peut nous tenir éternellement éloignés de la vérité, tant il nous est difficile de la reconnaître pour erreur... Celui qui ne pense qu'à vendre la vérité sous toutes sortes de masques et de fards pourrait bien être son entremetteur, il n'a jamais été son amant. »

Camarades, ces messieurs Haase, Dittmann¹, etc. ont tenté de vendre la révolution, la marchandise socialiste sous toutes sortes de masques et de fards; ils se sont avérés être les entremetteurs de la contre-révolution ; à présent, nous sommes délivrés de ces ambiguïtés, la masse du peuple allemand peut voir la marchandise sous la forme brutale et carrée de messieurs Ebert et Scheidemann. Aujourd'hui, même le plus idiot ne peut s'y tromper, c'est la contre-révolution dans toute sa splendeur.

Quelles sont les perspectives futures de développement, maintenant que nous avons dépassé la première phase ? Il n'est bien sûr pas question d'énoncer des prophéties mais de tirer les conséquences logiques de ce que nous avons vécu jusqu'à présent et d'en déduire les voies prévisibles de l'évolution prochaine pour y conformer notre tactique et notre méthode de lutte. Camarades, où la route continue-t-elle ? Vous en avez un indice, d'une couleur pure et inaltérée, dans les dernières déclarations du nouveau gouvernement Ebert-Scheidemann. Dans quelle direction peut aller le cours du « gouvernement socialiste », alors que, comme je l'ai montré, toutes les illusions ont disparu ? Chaque jour qui passe fait perdre à ce gouvernement un peu plus de son appui dans les grandes masses du prolétariat ; il ne reste plus derrière lui, à part la petite bourgeoisie, que des restes, de pauvres restes des prolétaires, mais on ne sait pas très bien combien de temps encore ils resteront derrière Ebert-Scheidemann. Ils perdront de plus en plus l'appui des masses de soldats, car les soldats se sont engagés sur la voie de la critique, commencent à prendre conscience d'eux-mêmes; certes, ce processus démarre lentement, mais il ne peut s'arrêter avant la prise de conscience socialiste complète. Ils ont perdu leur crédit auprès de la bourgeoisie parce qu'ils ne se sont pas montrés assez

¹ DITTMANN Wilhelm (1874-1954). Membre du Comité Directeur de l'U.S.P.D. en 1917, Il fut en 1918, commissaire du Peuple. Faisant partie de l'aile droite des Indépendants, il réintégra le S.P.D. en 1922.

forts. OÙ leur route peut-elle maintenant se poursuivre ? Ils remiseront bien vite la comédie de la politique socialiste ; et si vous lisez le nouveau programme de ces messieurs, vous verrez qu'ils foncent à toute vapeur vers la seconde phase, celle de la contre-révolution ouverte et je pourrais même dire, vers la restauration des conditions précédentes, d'avant la révolution. Quel est le programme du nouveau gouvernement ? L'élection d'un président qui occupera une position intermédiaire entre le roi d'Angleterre et le président en Amérique, un roi Ebert en quelque sorte ; et deuxièmement, rétablissement du Conseil fédéral. Vous avez pu lire aujourd'hui les revendications particulières des gouvernements d'Allemagne du Sud qui soulignent le caractère fédératif de l'empire allemand. Le rétablissement de ce bon vieux Conseil fédéral, et bien sûr, de son appendice, le Reichstag allemand, n'est plus qu'une question de semaines. Camarades, les Ebert-Scheidemann s'engagent ainsi sur la ligne de la restauration pure et simple des conditions d'avant le 9 novembre. Mais ils se sont engagés par là même sur un plan incliné et ils se retrouveront, les membres brisés, étendus au fond de l'abîme. Car le rétablissement des conditions *d'avant* le 9 novembre était déjà dépassé le 9 novembre et aujourd'hui l'Allemagne est à des milles de cette éventualité. Pour conserver l'appui de la seule classe dont il défende les intérêts véritables, la bourgeoisie, - appui qu'ont sérieusement entamé les derniers événements -, le gouvernement se verra contraint de poursuivre une politique contre-révolutionnaire de plus en plus violente. Les revendications des États du sud de l'Allemagne, que publient aujourd'hui les journaux de Berlin, expriment clairement le souhait de voir, comme il est dit, s'établir une sécurité renforcée de l'Empire allemand, c'est-à-dire, en langage clair, d'obtenir l'état de siège contre les éléments « anarchistes », « putschistes », « bolchevistes », donc, contre les éléments socialistes. Les circonstances obligeront Ebert-Scheidemann à avoir recours à la dictature avec ou sans état de siège. Mais il en résulte que précisément le développement qui s'est produit jusqu'à présent, la logique des événements eux-mêmes et la violence qui pèse sur les Ebert-Scheidemann nous amèneront à connaître, dans la seconde phase de la révolution, un conflit bien plus aigu, des luttes de classes bien plus acharnées que ce n'était le cas précédemment ; un conflit bien plus aigu, non seulement parce que les étapes politiques que j'ai énumérées jusqu'à maintenant, conduisent à reprendre le combat entre révolution et contre-révolution, corps à corps, les yeux dans les yeux, sans illusions, mais aussi parce qu'une nouvelle flamme, un nouvel incendie, venu des profondeurs se propage de plus en plus à l'ensemble : les luttes économiques.

Camarades, il est très caractéristique que la première période de la révolution qui va, pourrait-on dire, jusqu'au 24 décembre et que je viens de décrire, ait été encore exclusivement politique - c'est ce dont nous devons prendre pleinement conscience ; et c'est ce qui explique les balbutiements, les insuffisances, les demi-mesures et le manque de conscience de cette révolution. C'était le premier stade d'un bouleversement dont les tâches principales se situent dans le domaine économique : renversement des rapports économiques. Elle était naïve, inconsciente comme un enfant qui marche à tâtons sans savoir où elle va, elle revêtait encore, comme je l'ai dit, un caractère purement politique. Ce n'est que dans les dernières semaines que, tout à fait spontanément, les grèves ont commencé à se faire sentir. Déclarons-le dès à présent :

La nature même de cette révolution fait que justement les grèves prennent nécessairement de plus en plus d'ampleur, deviennent de plus en plus le centre, l'essentiel de la révolution. C'est alors une révolution économique et c'est par là qu'elle devient une révolution socialiste. Mais la lutte pour le socialisme ne peut être menée que par les masses, dans un combat corps à corps contre le capitalisme, dans chaque entreprise, opposant chaque prolétaire à son employeur. Alors seulement il s'agira d'une révolution socialiste.

Certes, Par manque de réflexion, on avait une autre idée de la marche des choses. On pensait qu'il suffisait de renverser l'ancien gouvernement, de mettre à sa place un gouvernement socialiste, on publierait alors des décrets pour instaurer le socialisme. Encore une fois, ce n'était là qu'une illusion. Le socialisme ne se fait pas et ne peut se faire par décrets, même s'ils émanent d'un gouvernement socialiste, aussi parfait. soit-il. Le socialisme doit être fait par les masses, par chaque prolétaire. C'est là où ils sont rivos à la chaîne du capitalisme que la chaîne doit être rompue. Le socialisme, c'est cela et rien d'autre, c'est la seule manière de faire du socialisme.

Et quelle est la forme extérieure de la lutte pour le socialisme ? C'est la grève et c'est pourquoi nous avons vu la phase économique du développement s'avancer au premier plan, maintenant qu'est entamée la seconde période de la révolution. Je voudrais souligner ici ce que nous pouvons dire fièrement et que personne ne contestera : nous, la Ligue Spartacus, le Parti Communiste allemand sommes les seuls dans toute l'Allemagne à soutenir les travailleurs en grève et en lutte. Vous avez vu et lu à toutes les occasions quelle a été l'attitude du Parti Indépendant vis-à-vis des grèves. Il n'y avait absolument aucune différence entre la position du *Vorwärts* et celle de la *Freiheit*¹. On a dit : soyez durs à la tâche, le socialisme, c'est travailler beaucoup. Et c'est ce qu'on dit tant que le capital tient encore la queue de la poêle ! Ce n'est pas ainsi qu'on fait du socialisme, mais en combattant le capitalisme de toute son énergie ; tout le monde défend les exigences du capitalisme, des pires réactionnaires jusqu'au Parti Indépendant, jusqu'à la *Freiheit*, sauf notre Parti communiste et lui seul. C'est dire par cet exposé que tous ceux sans exception qui ne se situent pas sur notre terrain communiste révolutionnaire combattent les grèves avec une violence extrême.

Il en résulte ceci : non seulement les grèves ne vont cesser de s'étendre dans la prochaine phase de la révolution, mais elles occuperont le centre, le point névralgique de la révolution, refoulant les questions purement politiques. Ainsi vous comprendrez qu'il va se produire dans la lutte économique, une énorme aggravation de la situation. Car la révolution en arrive ainsi au point où la bourgeoisie lie comprend plus la plaisanterie. La bourgeoisie peut se permettre des mystifications dans le domaine politique, là où une mascarade est encore possible, là où des gens comme Ebert-Scheidemann peuvent encore se présenter avec l'étiquette socialiste, mais pas là où le profit est en jeu. Elle placera alors le gouvernement Ebert-Scheidemann devant l'alternative suivante : en finir avec les grèves, supprimer la menace d'étranglement que fait peser sur elle le mouvement de grèves, ou bien messieurs Ebert-Scheidemann seront déclarés hors-jeu. Je pense aussi que les mesures politiques qu'ils ont prises suffiront à les mettre bientôt hors-jeu. Les Ebert-Scheidemann souffrent tout particulièrement de n'avoir pas trouvé bien grande confiance auprès de la bourgeoisie. La bourgeoisie réfléchira avant de parer du manteau d'hermine la silhouette de rustre parvenu d'Ebert. Si l'on en arrive là, on dira qu'en fin de compte, il ne suffit pas d'avoir du sang sur les mains, mais qu'il lui faut aussi avoir du sang bleu dans les veines; si l'on en arrive là, on dira : si nous voulons un roi, nous n'avons pas besoin d'un arriviste qui ne sait même pas se comporter en roi.

Ainsi, camarades, ces messieurs Ebert-Scheidemann favorisent l'extension d'un mouvement contre-révolutionnaire. Pas plus qu'ils ne viendront à bout des flammes de la lutte économique de classe qui s'élèvent et se propagent, leurs efforts ne satisferont la bourgeoisie. Soit ils sombreront -pour céder la place à une tentative de la contre-révolution qui se rassemble autour de monsieur Groener² en vue d'une lutte désespérée, ou en vue d'établir

¹ *Die Freiheit* : Organe de l'U.S.P.D. Parut à Berlin de novembre 1918 à octobre 1922.

² GROENER, Général monarchiste qui mit l'armée à la disposition de Ebert à condition que ce dernier s'engage à écraser la révolution.

une dictature militaire déclarée sous Hindenburg -, soit ils devront s'incliner devant d'autres forces contre-révolutionnaires.

On ne peut rien dire de précis, on ne peut faire de déclaration positive sur ce qui arrivera. Mais peu nous importent les formes extérieures, le moment où interviendra tel ou tel élément; il nous suffit de connaître les grandes lignes du développement futur, et voici où elles nous mènent : la première phase de la révolution, celle de la lutte surtout politique est suivie d'une phase de lutte renforcée, accrue, essentiellement économique et au bout d'un laps de temps plus ou moins long, le gouvernement Ebert-Scheidemann est appelé à disparaître dans l'Ère.

On peut tout aussi difficilement prévoir ce qu'il adviendra de l'assemblée nationale dans la seconde phase du développement. Si elle est constituée, il est possible qu'elle devienne une nouvelle école permettant d'éduquer la classe ouvrière, mais il n'est pas non plus exclu qu'il n'y ait pas du tout d'assemblée nationale, on ne peut rien prédire. Afin que vous compreniez dans quelle optique nous avons défendu hier notre position, j'ajouterai seulement ceci, entre parenthèses : nous nous refusons tout simplement à faire dépendre notre tactique de l'une de ces éventualités. Je ne veux pas réentamer les discussions mais seulement dire ceci afin qu'il ne vienne pas à l'idée de quelqu'un d'entre vous qui n'écouterait que d'une oreille : Ah, voilà une nouvelle chanson ! Nous sommes tous ensemble exactement sur le même terrain qu'hier. Nous ne voulons pas faire dépendre notre tactique envers l'assemblée nationale, d'une éventualité bien probable mais non nécessaire, celle de voir l'assemblée nationale se volatiliser ; nous voulons la fonder sur toutes les éventualités possibles, y compris celle d'une utilisation révolutionnaire de l'assemblée nationale au cas où elle serait constituée. Il est indifférent de savoir si elle le sera ou non, la révolution ne peut que gagner, en tous cas.

Et que restera-t-il au gouvernement Ebert-Scheidemann périmé ou à tout autre gouvernement dit social-démocrate qui serait à la barre ? J'ai dit que le prolétariat, dans sa masse, leur a déjà glissé des mains, que les soldats, eux aussi, ont cessé d'être utilisables comme chair à canon. Que reste-t-il donc à ces pauvres bonnes gens pour sauver leur situation ? Il ne leur reste qu'une seule chance; et si vous lisez la presse, camarades, vous verrez où sont les dernières réserves que la contre-révolution allemande veut envoyer se battre contre nous, s'il faut cogner dur. Vous avez tous lu qu'à Riga, les troupes allemandes marchent déjà contre les bolcheviks russes, main dans la main avec les Anglais. Camarades, j'ai en mains des documents qui nous permettent d'avoir une vue d'ensemble sur ce qui se passe actuellement à Riga. Toute l'affaire émane du commandement en chef de la VIII^e armée, de concert avec Monsieur August Winning¹, social-démocrate allemand et dirigeant syndical. On a toujours présenté les choses de façon à faire croire que les pauvres Ebert-Scheidemann étaient les victimes de l'Entente. Mais depuis des semaines, depuis le début de la révolution, la tactique du Vorwärts consistait à faire croire que l'Entente souhaitait sincèrement juguler la Révolution en Russie, et ce n'est qu'ainsi que l'Entente en a eu l'idée. Nous avons constaté ici, documents à l'appui, comment cela s'est fait aux dépens du prolétariat russe et de la révolution allemande. Dans un télégramme du 26 décembre, le lieutenant-colonel Buerkner, chef d'État-Major de la Ville armée, donnait connaissance des pourparlers qui aboutirent à cet accord de Riga. Le télégramme en question est ainsi conçu :

¹ WINNING, August (1878-1956). Ouvrier maçon qualifié, il devint en 1913 président de l'Union des ouvriers du bâtiment. Nommé en novembre 1918, plénipotentiaire du Reich pour les pays baltes et commissaire du Reich pour la Prusse occidentale et orientale, il devint en 1919 haut président de Prusse orientale. Renversé en 1920, il fut exclus du parti pour avoir participé au putsch de Kapp.

« Le 23-12 a eu lieu, à bord navire anglais « Princess Margaret », entretien entre délégué plénipotentiaire du Reich Winnig et représentant du gouvernement anglais Monsanquet, autrefois consul général à Riga, auquel fut convoqué aussi commandant allemand ou son représentant. Je fus désigné pour y participer. But de l'entretien : application des conditions d'armistice. Déroulement de l'entretien : Anglais : Navires stationnés ici doivent Surveiller application des conditions. En raison des conditions d'armistice, il sera exigé :

« 1. que les Allemands maintiennent dans cette zone une puissance de combat suffisante pour tenir les bolchevistes en échec et ne pas leur permettre d'avancer au delà de leurs positions actuelles. »

Ensuite :

« 3. Un exposé des présentes dispositions pour les troupes, aussi bien allemandes que lettones qui combattent les bolchevistes, doit être envoyé à l'officier d'État-Major britannique pour que le doyen d'âge des officiers de marine en prenne connaissance. Toutes les dispositions futures concernant les troupes devant combattre les bolchevistes seront communiquées par ce même officier.

4. Une force militaire suffisante devra être maintenue sous les armes aux points suivants pour empêcher leur occupation par les bolchevistes ou l'avance de ceux-ci sur une ligne générale reliant les places suivantes : Walk, Wolmar, Wenden, Friedrichstadt, Pensk, Mittau.

5. La voie ferrée entre Riga et Libau doit être assurée contre les attaques bolchevistes ; toutes les provisions et le courrier britannique qui empruntent cette voie doivent bénéficier d'un régime de faveur. »

Suit toute une série de demandes. Et voici la réponse de Monsieur Winnig, plénipotentiaire allemand :

« Il est certes inhabituel de vouloir contraindre un gouvernement à occuper un État étranger, mais en ce cas précis, c'est notre souhait le plus cher », déclare Monsieur Winnig, dirigeant syndical, « car il s'agit de protéger du sang allemand » - les barons baltes - « et nous nous sentons aussi moralement obligés d'aider un pays que nous avons libéré du contexte étatique dont il faisait partie précédemment. Mais nos efforts ont été entravés, premièrement par l'état des troupes soumises à l'influence de l'effet des conditions d'armistice : elles ne veulent plus combattre mais rentrer chez elles et sont composées de surcroît de vieux invalides de guerre ; deuxièmement par l'attitude des gouvernements d'ici » - il s'agit des gouvernements lettons - t qui présentent les Allemands comme leurs oppresseurs. Nous nous efforçons de créer des formations volontaires et combattives, ce qui, en partie, a déjà été réalisé ».

Ce qui se fait là, c'est de la contre-révolution. Vous avez été informés, il y a quelque temps, de la création de la division de fer, destinée expressément à lutter contre les bolchevistes dans les pays baltes. La position du gouvernement Ebert-Scheidemann à cet égard n'était pas claire. Maintenant vous savez que c'est ce gouvernement lui-même qui en a fait la proposition.

Camarade, encore une petite remarque sur Winnig. Nous pouvons bien dire que les dirigeants syndicaux allemands - qu'un dirigeant syndical rende de tels services politiques n'est pas un hasard - que les dirigeants syndicaux allemands et les social-démocrates sont les

plus grandes et les plus infâmes crapules que le monde ait jamais connues. Savez-vous où devraient être ces gens, Winnig, Ebert, Scheidemann ? D'après le code pénal allemand qu'ils ont eux-mêmes déclaré pleinement valable et selon lequel ils font rendre la justice, la place de ces gens est aux travaux forcés ! Car selon le code pénal allemand, quiconque entreprend d'enrôler des soldats allemands au service de l'étranger est passible de travaux forcés. Et nous pouvons bien dire que nous avons aujourd'hui, à la tête du gouvernement « socialiste », non seulement des gens qui sont les judas du mouvement socialiste, de la révolution prolétarienne, mais aussi des bagnards, qui n'ont absolument pas leur place dans une société convenable.

En rapport avec ce point, je vous lirai, à l'issue de mon exposé, une résolution que j'espère vous voir adopter à l'unanimité, afin que nous disposions de suffisamment de poids pour intervenir contre ces gens qui dirigent à présent les destinées de l'Allemagne.

Camarades, pour reprendre le fil de mon exposé : toutes ces machinations, la création des divisions de fer et notamment l'accord avec l'impérialisme anglais cité plus haut, ne représentent bien évidemment rien d'autre que les dernières réserves destinées à étouffer le mouvement socialiste allemand ; mais la question cruciale, celle qui se rapporte aux perspectives de paix, est très étroitement liée à cela. Qu'y a-t-il d'autre à voir dans ces arrangements, si ce n'est la tentative de rallumer la guerre ? Alors qu'en Allemagne, ces canailles jouent la comédie, font semblant d'avoir fort à faire pour instaurer la paix, prétendent que nous sommes les trouble-fête, les gens qui suscitent le mécontentement de l'Entente et reculent l'échéance de la paix, ils se préparent à rallumer la guerre de leurs propres mains, la guerre à l'Est, que suivra séance tenante la guerre en Allemagne. Ici encore, c'est la situation qui nous contraint à entrer dans une période de conflits violents. En même temps que le socialisme et que les intérêts de la révolution, il nous faudra défendre aussi les intérêts de la paix mondiale. Ceci confirme précisément la tactique que nous autres, spartakistes, avons défendue sans relâche et en toute occasion pendant les quatre ans de la guerre. La paix, c'est la révolution mondiale du prolétariat. Il n'y a pas d'autre moyen pour établir et assurer réellement la paix que la victoire du prolétariat socialiste.

Camarades, qu'en résulte-t-il pour notre ligne tactique générale dans la situation où nous allons nous trouver prochainement ? La première conséquence que vous en tirerez est sans doute l'espoir de voir tomber le gouvernement Ebert-Scheidemann qui serait alors remplacé par un gouvernement expressément révolutionnaire, socialiste et prolétarien. Cependant, je voudrais attirer votre attention, non pas vers le haut de la pyramide, mais vers le bas. Nous ne pouvons continuer à nourrir l'illusion, retomber dans l'erreur de la première phase de la révolution celle du 9 novembre, croire qu'il suffit en somme de renverser le gouvernement capitaliste et de le remplacer par un autre, pour faire une révolution socialiste. On ne peut conduire la révolution socialiste à la victoire que si l'on procède de façon inverse ; si l'on mine progressivement le gouvernement Ebert-Scheidemann par une lutte de masse sociale et révolutionnaire ; je voudrais vous rappeler ici certaines insuffisances de la révolution allemande qui n'ont pas disparu avec la première phase et qui montrent que nous n'en sommes, hélas, pas encore au point d'assurer la victoire du socialisme en renversant le gouvernement. J'ai essayé de vous démontrer que la révolution du 9 novembre a été avant tout une révolution politique et qu'il lui faut devenir essentiellement économique. Mais c'était aussi une révolution urbaine, la campagne n'a pour ainsi dire pas été touchée jusqu'à présent. Ce serait folie que de vouloir réaliser le socialisme sans l'agriculture. Du point de vue de l'économie socialiste, on ne peut absolument pas restructurer l'industrie sans l'amalgamer à

une agriculture réorganisée selon les principes socialistes. L'idée la plus importante de l'ordre économique socialiste est que soient supprimées l'opposition et la séparation entre la ville et la campagne. Cette séparation, ce contraste, cette opposition sont un phénomène purement capitaliste qu'il faut supprimer tout de suite si l'on se place d'un point de vue socialiste. Si nous voulons sérieusement une restructuration socialiste, il vous faudra porter autant d'attention à la campagne qu'aux centres industriels et sur ce point, nous n'en sommes, hélas, pas même au commencement du commencement. Il faut s'y mettre sérieusement maintenant, non seulement si l'on considère que nous ne pourrions socialiser sans l'agriculture mais aussi pour la raison suivante : si nous avons à présent fait le compte des dernières réserves de la contre-révolution contre nous et nos efforts, il y a encore une réserve importante que nous n'avons pas comptée, la paysannerie. Dans la mesure précise où elle n'a pas été touchée jusqu'à présent, elle peut encore être une réserve pour la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Et lorsque la flamme des grèves socialistes lui léchera les pieds, la première chose que fera la bourgeoisie sera de mobiliser la paysannerie, les partisans fanatiques de la propriété privée. Pour parer à la menace de cette puissance contre-révolutionnaire, il n'est d'autre moyen que de porter la lutte de classe à la campagne, que de mobiliser le prolétariat sans terre et la petite paysannerie contre la paysannerie possédante.

On peut en conclure ce qui nous reste à faire pour assurer les conditions préalables au succès de la révolution et c'est pourquoi je résumerai ainsi nos tâches imminentes : il nous faudra surtout, à l'avenir, étendre en tous sens le système des conseils d'ouvriers et de soldats, mais principalement le système des conseils d'ouvriers. Ce que nous avons entrepris le 9 novembre n'est qu'un timide début, et pas seulement cela. Nous avons même reperdu dans la première phase de la révolution de grands moyens de puissance. Vous savez que la contre-révolution a entrepris un démontage assidu du système des conseils d'ouvriers et de soldats. En Hesse, les conseils d'ouvriers et de soldats ont été complètement supprimés par le gouvernement contre-révolutionnaire ; en d'autres endroits, on leur arrache des mains les instruments du pouvoir. C'est pourquoi nous ne pourrions nous contenter d'étendre le système des conseils d'ouvriers et de soldats, il nous faudra également incorporer les ouvriers agricoles et les petits paysans dans ce système des conseils. Nous devons prendre le pouvoir, nous devons nous poser ainsi la question de la prise du pouvoir : que fait, que peut faire, que doit faire chaque conseil d'ouvriers et de soldats dans toute l'Allemagne ? C'est là que réside le pouvoir ; nous devons saper l'état bourgeois à la base, nous mettrons partout fin à la séparation des pouvoirs publics, de la législation et de l'administration, nous les unissons, nous les remettrons aux conseils d'ouvriers et de soldats.

Camarades, voilà un vaste champ à labourer. Nous devons faire les préparatifs à partir de la base, nous devons donner aux conseils d'ouvriers et de soldats un pouvoir tel que le renversement du gouvernement Ebert-Scheidemann ou de tout autre gouvernement semblable ne sera plus que l'acte final. Ainsi, la conquête du pouvoir ne doit pas se faire en une fois, mais être progressive : nous nous introduisons dans l'État bourgeois jusqu'à occuper toutes les positions et les défendre toutes griffes dehors. Et la lutte économique : à mon avis, qui est aussi celui de mes amis les plus proches dans le Parti, elle doit être également menée par les conseils d'ouvriers. C'est aussi aux conseils d'ouvriers qu'il appartiendra de diriger le conflit économique et de lui faire emprunter des voies de plus en plus larges. Les conseils d'ouvriers doivent disposer de tout le pouvoir dans l'État. C'est en ce sens qu'il nous faudra agir, dans les prochains temps ; si nous assumons cette tâche, il en résultera que nous devons compter dans les prochains temps sur un renforcement gigantesque de la lutte. Car il s'agit bien de lutter pied à pied, corps à corps, dans chaque État, dans chaque ville, dans chaque village, dans chaque commune, afin de remettre aux conseils d'ouvriers et de soldats tous les

instruments du pouvoir qu'il faudra arracher bribe par bribe à la bourgeoisie. Dans cet objectif, il faudra d'abord éduquer nos camarades, il faudra d'abord éduquer les prolétaires. Même là où les conseils d'ouvriers et de soldats existent, on ne sait pas quelle est leur fonction. Nous devons d'abord apprendre aux masses que le conseil d'ouvriers et de soldats doit être dans toutes les directions le levier de la mécanique d'état, qu'il doit s'emparer de tous les pouvoirs pour les faire converger dans un même courant : le bouleversement socialiste. Même les masses laborieuses, déjà organisées dans les conseils d'ouvriers et de soldats, sont encore à des milles de cela, à part bien sûr, quelques petites minorités de prolétaires qui ont une claire conscience de leurs tâches. Ce n'est pas une carence, c'est tout à fait normal. En exerçant le pouvoir, la masse doit apprendre à exercer le pouvoir. Il n'y a pas d'autre moyen de lui en inculquer la science. Nous avons fort heureusement dépassé le temps où il était question d'enseigner le socialisme au prolétariat. Ce temps n'est apparemment pas encore révolu aujourd'hui pour les marxistes de l'école Kautsky. Éduquer les masses prolétariennes, cela veut dire : leur faire des discours, diffuser des tracts et des brochures. Non, l'école socialiste des Prolétaires n'a pas besoin de tout cela. Leur éducation se fait quand ils passent à l'action. Au commencement était l'Action, telle est ici la devise ; et l'action, c'est que les conseils d'ouvriers et de soldats se sentent appelés à devenir la seule puissance publique dans l'Empire et apprennent à l'être. C'est la seule façon de miner le terrain afin qu'il soit mûr pour le bouleversement qui doit couronner notre oeuvre. Voilà pourquoi camarades, c'est par un calcul clair, avec une conscience claire que nous vous avons déclaré hier, que moi, particulièrement, je vous ai dit : Cessez de prendre la lutte à la légère ! Certains camarades l'ont mal interprété, croyant que je les accusais de vouloir rester les bras croisés en boycottant l'assemblée nationale. Je n'y ai pas songé un seul instant. Seulement, je ne pouvais plus m'étendre sur ce problème; dans le cadre et dans le contexte d'aujourd'hui, j'en ai la possibilité. Je veux dire par là que l'histoire nous rend la tâche moins aisée que lors des révolutions bourgeoises où il suffisait de renverser le pouvoir officiel au centre et de le remplacer par quelques douzaines d'hommes nouveaux, tout au plus. Nous devons agir à la base, ce qui correspond bien au caractère de masse de notre révolution dont les objectifs visent les fondements, les racines mêmes de la constitution sociale, ce qui correspond au caractère de la révolution prolétarienne actuelle ; nous devons conquérir le pouvoir politique non par le haut mais par le bas. Le 9 novembre, on a tenté d'ébranler les pouvoirs publics, l'hégémonie de classe, une tentative débile, incomplète, inconsciente, chaotique. Ce qu'il faut faire maintenant, c'est diriger, en pleine conscience, toute la force du prolétariat contre les fondements de la société capitaliste. C'est à la base, là où chaque employeur fait face à ses esclaves salariés, c'est à la base, là où les organes exécutifs de la domination politique de classe font face aux objets de cette domination, c'est à la base que nous devons arracher, bribe par bribe, aux gouvernants les instruments de leur puissance pour les prendre en main. Telle que je vous la dépeins, la marche de l'opération a l'air plus lente qu'on ne serait porté à le croire au premier instant. Je crois qu'il est bon que nous envisagions en pleine clarté toutes les difficultés et toutes les complications de cette révolution. Car j'espère que comme moi, aucun de vous ne laissera la description des grandes difficultés, des tâches qui s'accumulent paralyser son ardeur ou son énergie ; au contraire, plus la tâche sera grande, plus nous rassemblerons toutes nos forces ; et nous n'oublions pas que la révolution sait faire son oeuvre avec une extraordinaire rapidité. Je n'entreprendrai pas de prédire la durée nécessaire à ce processus. Qui de nous fait le compte, qui se soucie de ce que notre seule vie suffise pour en venir à bout ! Il importe seulement de savoir avec clarté et précision ce que nous avons à faire ; et ce que nous avons à faire, j'espère vous l'avoir, avec mes faibles forces, exposé à peu près dans les grandes lignes.

Rapport sur le Congrès de fondation du Parti Communiste Allemand (Ligue Spartacus) du 30 décembre 1918 au 1^{er} janvier 1919.

Traduit d'après Rosa Luxemburg, *Politische Schriften*, Europäische Verlagsanstalt, Francfort ; Europa Verlag, Vienne, 1966. T. II, pp. 171-201. (Politische Texte.)

11. « L'ordre règne à Berlin »¹

. ←

« L'ordre règne à Varsovie », déclara le ministre Sébastiani, en 1831, à la Chambre française, lorsque, après avoir lancé son terrible assaut sur le faubourg de Praga, la soldatesque de Souvorov², eut pénétré dans la capitale polonaise et qu'elle eut commencé son office de bourreau.

« L'ordre règne à Berlin », proclame avec des cris de triomphe la presse bourgeoise, tout comme les Ebert et les Noske³, tout comme les officiers des « troupes victorieuses » que la racaille petite-bourgeoise accueille dans les rues de Berlin en agitant des mouchoirs et en criant : « Hourrah ! » Devant l'histoire mondiale, la gloire et l'honneur des armes allemandes sont saufs. Les lamentables vaincus des Flandres et de l'Argonne ont rétabli leur renommée en remportant une victoire éclatante... sur les 300 « Spartakistes » du Vorwärts. Les exploits datant de la glorieuse invasion de la Belgique par des troupes allemandes, les exploits du général von Emmich, le vainqueur de Liège, pâlisent devant les exploits des Reinhardt⁴ et Cie dans les rues de Berlin. Assassinat de parlementaires venus négocier la reddition du Vorwärts et que la soldatesque gouvernementale a frappés à coups de crosse, au point que l'identification des corps est impossible, prisonniers collés au mur, dont on a fait éclater les crânes et jaillir la cervelle : qui donc, en présence de faits aussi glorieux pourrait encore évoquer les défaites subies devant les Français, les Anglais et les Américains? L'ennemi, c'est « Spartacus » et Berlin est le lieu où nos officiers s'entendent à remporter la victoire. Et le général qui s'entend à organiser ces victoires, là où Ludendorff a échoué, c'est Noske, l'« ouvrier » Noske.

Qui n'évoquerait l'ivresse de la meute des partisans de « l'ordre », la bacchanale de la bourgeoisie parisienne dansant sur les cadavres des combattants de la Commune, cette bourgeoisie qui venait de capituler lâchement devant les Prussiens et de livrer la capitale à

¹ Cette traduction est extraite de *Les Spartakistes, 1918 : l'Allemagne en révolution* présentée par Gilbert Radia, Paris, Julliard, 1966 (Collection Archives), avec l'aimable autorisation de l'auteur et de l'éditeur.

² Erreur de Rosa Luxemburg : Souvorov est mort en 1800. Les troupes russes étaient commandées par Paskevitch. Note de G.B.

³ NOSKE, Gustav (1868-1946). Bûcheron, il adhéra dès 1897 à la social-démocratie et fut élu député au Reichstag en 1906. En novembre 1918, il fut nommé gouverneur de Kiel pour réprimer le soulèvement des marins. Membre du Conseil des commissaires du Peuple, c'est sur son ordre que les Corps francs écrasèrent la révolte spartakiste. Ministre de la défense de février 1919 à mars 1920, son parti l'obligea à démissionner après le putsch de Rapp.

⁴ REINHARDT, Walther (1872-1930). Officier d'État Major pendant la première guerre mondiale, dernier ministre prussien de la guerre, il fut nommé en octobre 1919, chef de la direction de l'armée. Il démissionna en même temps que Noske, après le putsch de Rapp.

l'ennemi extérieur après avoir levé le pied ? Mais quand il s'est agi d'affronter les prolétaires parisiens affamés et mal armés, d'affronter leurs femmes sans défense et leurs enfants, ah comme le courage viril des fils de bourgeois, de cette « jeunesse dorée », comme le courage des officiers a éclaté. Comme la bravoure de ces fils de Mars qui avaient cané devant l'ennemi extérieur s'est donné libre cours dans ces atrocités bestiales, commises sur des hommes sans défense, des blessés et des prisonniers !

« L'ordre règne à Varsovie », « l'ordre règne à Paris », « l'ordre règne à Berlin ». Tous les demi-siècles, les gardiens de « l'ordre » lancent ainsi dans un des foyers de la lutte mondiale leurs bulletins de victoire. Et ces « vainqueurs » qui exultent ne s'aperçoivent pas qu'un « ordre », qui a besoin d'être maintenu périodiquement par de sanglantes hécatombes, va inéluctablement à sa perte.

Cette « Semaine Spartakiste » de Berlin que nous a-t-elle apporté, que nous enseigne-t-elle ? Au cœur de la mêlée, au milieu des clameurs de triomphe de la contre-révolution, les prolétaires révolutionnaires doivent déjà faire le bilan des événements, les mesurer, eux et leurs résultats, au grand étalon de l'histoire. La révolution n'a pas de temps à perdre. elle poursuit sa marche en avant, - par-dessus les tombes encore ouvertes, par-delà les « victoires » et les « défaites » - vers ses objectifs grandioses. Et le premier devoir de ceux qui luttent pour le socialisme internationaliste, c'est d'étudier avec lucidité sa marche et ses lignes de force.

Pouvait-on s'attendre, dans le présent affrontement, à une victoire décisive du prolétariat révolutionnaire, pouvait-on escompter la chute des Ebert-Scheidemann et l'instauration de la dictature socialiste ? Certainement pas, si l'on fait entrer en ligne de compte tous les éléments qui décident de la réponse. Il suffit de mettre le doigt sur ce qui est à l'heure actuelle la plaie de la révolution : le manque de maturité politique de la masse des soldats qui continuent de se laisser abuser par leurs officiers et utiliser à des fins contre-révolutionnaires est à lui seul la preuve que, dans ce choc-ci, une victoire durable de la révolution n'était pas possible. D'autre part, ce manque de maturité n'est lui-même que le symptôme du manque général de maturité de la révolution allemande.

Les campagnes, d'où est issu un fort pourcentage de la masse des soldats, continuent de n'être à peu près pas touchées par la révolution. Jusqu'ici, Berlin est à peu près isolé du reste du Reich. Certes en province, les foyers révolutionnaires - en Rhénanie, sur la côte de la mer du Nord, dans le Brunswick, la Saxe, le Wurtemberg - sont corps et âme aux côtés du prolétariat berlinois. Mais ce qui fait défaut, c'est la coordination de la marche en avant, l'action commune qui donnerait aux coups de boutoir et aux ripostes de la classe ouvrière berlinoise une tout autre efficacité. Ensuite - et c'est de cette cause plus profonde que proviennent ces imperfections politiques - les luttes économiques, ce volcan qui alimente sans cesse la lutte de classe révolutionnaire, ces luttes économiques n'en sont encore qu'à leur stade initial.

Il en résulte que, dans la phase actuelle, on ne pouvait encore escompter de victoire définitive, de victoire durable. La lutte de la semaine écoulée constituait-elle pour autant une « faute » ? Oui, s'il s'agissait d'un « coup de boutoir » délibéré, de ce qu'on appelle un « putsch » ! Mais quel a été le point de départ des combats ? Comme dans tous les cas précédents, le 6 décembre, le 24 décembre : une provocation brutale du gouvernement ! Naguère l'attentat contre les manifestants sans armes de la Chaussée-Strasse, le massacre des matelots,

cette fois le coup tenté contre la Préfecture de Police, ont été la cause des événements ultérieurs. C'est que la révolution n'agit pas à sa guise, elle n'opère pas en rase campagne, selon un plan bien mis au point par d'habiles « stratèges ». Ses adversaires aussi font preuve d'initiative, et même en règle générale, bien plus que la Révolution.

Placés devant la provocation violente des Ebert-Scheidemann, les ouvriers révolutionnaires étaient contraints de prendre les armes. Pour la révolution, c'était une question d'honneur que de repousser l'attaque immédiatement, de toute son énergie, si l'on ne voulait pas que la contre-révolution se crût encouragée à un nouveau pas en avant ; si l'on ne voulait pas que fussent ébranlés les rangs du prolétariat révolutionnaire et le crédit dont jouit au sein de l'Internationale ¹ la révolution allemande.

Du reste, des masses berlinoises jaillit spontanément, avec une énergie si naturelle, la volonté de résistance, que, dès le premier jour, la victoire morale fut du côté de la « rue ».

Or il existe pour la Révolution une règle absolue : ne jamais s'arrêter une fois le premier pas accompli, ne jamais tomber dans l'inaction, la passivité. La meilleure parade, c'est de porter à l'adversaire un coup énergique. Cette règle élémentaire qui s'applique à tout combat vaut surtout pour les premiers pas de la révolution. Il va de soi - et pareil comportement témoigne de la justesse, de la fraîcheur de réaction du prolétariat, - qu'il ne pouvait se satisfaire d'avoir réinstallé Eichhorn à son poste. Spontanément, il occupa d'autres positions de la contre-révolution : les sièges de la presse bourgeoise, le bureau de l'agence d'informations officieuse, le Vorwärts. Ces démarches étaient inspirées à la masse par ce qu'elle comprenait d'instinct : la contre-révolution n'allait pas pour sa part se satisfaire de sa défaite, mais préparer une épreuve de force générale.

Là encore nous nous trouvons en présence d'une de ces grandes lois historiques de la révolution, sur laquelle viennent se briser toutes les habiletés, toute la « science » de ces petits révolutionnaires de l'U. S. P., qui dans chaque lutte ne sont en quête que d'une chose ; de prétextes pour battre en retraite. Dès que le problème fondamental d'une révolution a été clairement posé - et dans celle-ci c'est le renversement du gouvernement Ebert-Scheidemann, premier obstacle à la victoire du socialisme - alors ce problème ne cesse de resurgir dans toute son actualité, et, avec la fatalité d'une loi naturelle, chaque épisode de la lutte le fait apparaître dans toute son ampleur, si peu préparée à le résoudre que soit la révolution, si peu propice que soit la situation.

« A bas Ebert-Scheidemann ! » Ce mot d'ordre jaillit inmanquablement à chaque nouvelle crise révolutionnaire ; c'est la formule qui, seule, épuise tous les conflits partiels et qui, par sa logique interne, qu'on le veuille ou non, pousse n'importe quel épisode de la lutte jusqu'à ses conséquences extrêmes.

De cette contradiction entre la tâche qui s'impose et l'absence, à l'étape actuelle de la révolution, des conditions préalables permettant de la résoudre, il résulte que les luttes se terminent par une défaite formelle. Mais la révolution est la seule forme de « guerre » - c'est

¹ Il s'agit encore à ce moment-là d'une Internationale toute théorique puisque le premier Congrès de la IIIe Internationale n'a pas encore eu lieu. Note de G.B.

encore une des lois de son développement - où la victoire finale ne saurait être obtenue que par une série de « défaites ».

Que nous enseigne toute l'histoire des révolutions modernes et du socialisme? La première flambée de la lutte de classe en Europe s'est achevée par une défaite. Le soulèvement des canuts de Lyon, en 1831, s'est soldé par un lourd échec. Défaite aussi pour le mouvement chartiste en Angleterre. Défaite écrasante pour la levée du prolétariat parisien au cours des journées de juin 1848. La Commune de Paris enfin a connu une terrible défaite. La route du socialisme - à considérer les luttes révolutionnaires - est pavée de défaites.

Et pourtant cette histoire mène irrésistiblement, pas à pas, à la victoire finale ! Où en serions-nous aujourd'hui sans toutes ces « défaites », où nous avons puisé notre expérience, nos connaissances, la force et l'idéalisme qui nous animent ? Aujourd'hui que nous sommes tout juste parvenus à la veille du combat final de la lutte prolétarienne, nous sommes campés sur ces défaites et nous ne pouvons renoncer à une seule d'entre elles, car de chacune nous tirons une portion de notre force, une partie de notre lucidité.

Les combats révolutionnaires sont à l'opposé des luttes parlementaires. En Allemagne, pendant quatre décennies, nous n'avons connu sur le plan parlementaire que des « victoires »; nous volions littéralement de victoire en victoire. Et quel a été le résultat lors de la grande épreuve historique du 4 août 1914 : une défaite morale et politique écrasante, un effondrement inouï, une banqueroute sans exemple. Les révolutions par contre ne nous ont jusqu'ici apporté que défaites, mais ces échecs inévitables sont précisément la caution réitérée de la victoire finale.

A une condition il est vrai ! Car il faut étudier dans quelles conditions la défaite s'est chaque fois produite. Résulte-t-elle du fait que l'énergie des masses est venue se briser contre la barrière des conditions historiques qui n'avaient pas atteint une maturité suffisante, ou bien est-elle imputable aux demi-mesures, à l'irrésolution, à la faiblesse interne qui ont paralysé l'action révolutionnaire ?

Pour chacune de ces deux éventualités, nous disposons d'exemples classiques : la révolution française de février, la révolution allemande de mars. L'action héroïque du prolétariat parisien, en 1848, est la source vive où tout le prolétariat international puise son énergie. Par contre, les navrantes petites choses de la révolution allemande de mars sont comme un boulet qui freine toute l'évolution de l'Allemagne moderne. Elles se sont répercutées - à travers l'histoire particulière de la social-démocratie allemande - jusque dans les événements les plus récents de la révolution allemande, jusque dans la crise que nous venons de vivre.

A la lumière de cette question historique, comment juger la défaite de ce qu'on appelle la « semaine spartakiste » ? Proviend-elle de l'impétuosité de l'énergie révolutionnaire et de l'insuffisante maturité de la situation, ou de la faiblesse de l'action menée ?

De l'une et de l'autre ! Le double caractère de cette crise, la contradiction entre la manifestation vigoureuse, résolue, offensive des masses berlinoises et l'irrésolution, les hésitations, les atteroiements de la direction, telles sont les caractéristiques de ce dernier épisode.

La direction a été défailante. Mais on peut et on doit instaurer une direction nouvelle, une direction qui émane des masses et que les masses choisissent. Les masses constituent l'élément décisif, le roc sur lequel on bâtira la victoire finale de la révolution.

Les masses ont été à la hauteur de leur tâche. Elles ont fait de cette « défaite » un maillon dans la série des défaites historiques, qui constituent la fierté et la force du socialisme international. Et voilà pourquoi la victoire fleurira sur le sol de cette défaite.

« L'ordre règne à Berlin! » sbires stupides! Votre « ordre » est bâti sur le sable. Dès demain la révolution « se dressera de nouveau avec fracas » proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi

J'étais, je suis, je serai ! ¹

Die Rote Fahne, no 14. 14 janvier 1919.

¹ Vers extrait du poème de F. Freiligrath « La Révolution ». (Note de G.B.)